

désirent exercer en Belgique des activités professionnelles visées aux articles 3, § 1^{er}, 4, 6 à 21, 23, § 2, 43, 45, 56 ou 63 ou qui désirent entrer en ligne de compte pour l'exercice d'une profession paramédicale conformément au chapitre 7, ne peuvent exercer leur profession, qu'après y avoir été autorisés par le Roi et après avoir rempli, en outre, les autres conditions pour l'exercice de leur profession, visées par la présente loi coordonnée.

§ 2. Les personnes visées au paragraphe 1^{er} doivent introduire une demande motivée d'exercice de leur profession auprès du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Lorsque la demande concerne l'exercice d'une profession liée à la possession d'un diplôme relatif à la médecine, à la science dentaire ou à la pharmacie, la demande est soumise préalablement à l'avis de l'Académie royale de Médecine de Belgique ou de la « Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België ».

Lorsque la demande concerne l'exercice d'une profession liée à la possession d'un diplôme relatif à l'art infirmier, la demande est soumise préalablement à l'avis de la commission d'agrément pour les praticiens de l'art infirmier.

Lorsque la demande concerne l'exercice d'une profession liée à la possession d'un diplôme de sage-femme la demande est soumise préalablement à l'avis de la commission d'agrément pour les sages-femmes.

§ 3. Les étrangers, autres que les ressortissants européens, titulaires d'un diplôme délivré par un État membre de l'Union européenne et conforme à l'une des Directives visées au chapitre 9, ne tombent pas sous l'application du présent article. Pour l'application de la présente loi coordonnée, ces personnes sont assimilées aux ressortissants européens.

Art. 146¹⁶⁹. Le Roi est autorisé à accorder à des personnes, sur l'avis de l'Académie royale de Médecine de Belgique ou de la « Koninklijke Academie voor Geneeskunde van België », des dispenses spéciales pour l'exercice de certains actes de l'art de guérir de sorte qu'elles puissent acquérir une formation clinique limitée en Belgique et ceci dans le cadre de la coopération

1^{er} » ont été remplacés par les mots « paragraphe 1^{er} », les mots « chapitre IVbis » ont été remplacés par les mots « chapitre 9 », le mot « Vlaamse » a été omis dans le groupe de mots « Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België », et le mot « Ministre » a été remplacé par le mot « ministre ».

¹⁶⁹ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 49^{ter}. Inséré par la loi du 22 février 1998, art. 206, modifié par la loi du 27 décembre 2005, art. 124, et par la loi du 13 décembre 2006, art. 30. Le mot « Vlaamse » a été supprimé dans le groupe de mots « Koninklijke Vlaamse Academie voor Geneeskunde van België ». Les mots « l'article 35sexies » ont été remplacés par les mots « l'article 88 ». Les mots « la loi coordonnée du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » ont été remplacés par « la loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie ».

médicale et scientifique avec les pays qui ne sont pas des États membres de l'Union européenne.

Ces dispenses ne peuvent s'appliquer qu'à ce qui y est expressément désigné et les bénéficiaires de ces dispenses ne peuvent, en aucun cas, exercer sous leur propre responsabilité la profession pour laquelle une activité limitée leur a été autorisée.

Ces activités ne peuvent pas non plus être prises en considération pour l'agrément visé à l'article 88 ou pour l'exécution des prestations donnant lieu à une intervention visée à la loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie.

Les dispenses spéciales visées à l'alinéa 1^{er} et relatives à une formation clinique de médecin ne peuvent être accordées que si les conditions suivantes sont réunies :

1° le bénéficiaire est titulaire d'un diplôme de médecin émis par un pays tiers non-membre de l'Union européenne;

2° il a entamé une formation de médecin spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne dont il a réussi au moins la première année ou il a été reconnu comme médecin généraliste ou spécialiste dans un pays tiers non-membre de l'Union européenne et souhaite acquérir une technique ou une expertise particulière dans son domaine;

3° il est recommandé à une université belge par une université d'un pays tiers non-membre de l'Union européenne.

La formation autorisée par cette dispense doit se dérouler dans un service de stage universitaire agréé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. La dispense permet au bénéficiaire d'effectuer au maximum deux années de formation en Belgique; la seconde année n'est effectuée qu'après une évaluation favorable du maître de stage qui l'a supervisé durant la première année de formation.

À titre exceptionnel, pour des mérites scientifiques particuliers ou pour des raisons humanitaires, une troisième année de formation peut être accordée par un avis unanime de la commission compétente de l'académie.

La demande de bénéfice des dispenses spéciales visées à l'alinéa 1^{er} doit être introduite au moins trois mois avant le début de la formation, au moyen du formulaire établi par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et doit être accompagnée des documents probants mentionnés dans ce formulaire.

Art. 147¹⁷⁰. Le Roi est autorisé à adapter les dénominations des diplômes donnant accès à l'exercice des professions ou des activités visées aux articles 3, § 1^{er}, 4, 6 à 21, 23, § 2, 43, 45, 63 et 69 aux dénominations reprises dans les diplômes délivrés par les communautés.

¹⁷⁰ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 49^{quater}. Inséré par la loi du 22 février 1998, art. 207, et modifié par la loi du 13 décembre 2006, art. 27. Les mots « articles 2, § 1^{er}, 3, 4, 5, § 2, 21^{bis}, 21^{quater}, 21^{noviesdecies} et 22 » ont été remplacés par les mots « articles 3, § 1^{er},

Art. 148¹⁷¹. § 1er. À titre transitoire et aussi longtemps que les arrêtés royaux prévus aux articles 23, 24, 46, § 1^{er}, 2^o et 71, § 1^{er}, n'auront pas été pris, les modalités actuelles d'accomplissement des actes ou prestations qui y sont visés telles qu'elles sont limitées par la jurisprudence résultant de la loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir, restent d'application.

La loi du 19 janvier 1961 autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles, est maintenue en vigueur.

Par dérogation à la présente loi coordonnée, le Roi détermine, conformément aux dispositions de l'article 141, les activités entrant dans l'art infirmier que les personnes non qualifiées à cette fin mais qui auraient reçu une formation spéciale pourront accomplir :

1^o au cours de l'instruction qui leur est préalablement donnée;

4, 6 à 21, 23, § 2, 43, 45, 63 et 69 ». Le mot « Communautés » a été remplacé par « communautés ».

¹⁷¹ AR n^o 78 du 10 novembre 1967, art. 50. Modifié par la loi du 20 décembre 1974, art. 18, par la loi du 19 décembre 1990, art. 15, par la loi du 6 avril 1995, art. 37, par la loi du 17 mars 1997, art. 3, et par la loi du 13 décembre 2006, art. 28. Les mots « La loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir, interprétée par la loi du 27 mars 1853 et modifiée par les lois des 24 février 1921, 18 juillet 1946 et 25 juillet 1952, est abrogée. » ont été omis. Les mots « § 3. La loi du 15 novembre 1946 sur la protection des titres d'infirmier et d'infirmière est abrogée » ont été omis. Les mots « § 4. » et « § 5. » ont été respectivement remplacés par les mots « § 2. » et « § 3. » Le mot « précitée » a été supprimé et les mots « réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir » ont été ajoutés. Les mots « l'article 46bis » ont été remplacés par « l'article 141 » et les mots « au présent arrêté » ont été remplacés par « à la présente loi coordonnée ». Les mots « 5, 6, 21quinquies, § 1^{er}, b) et 23, § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « 23, 24, 46, § 1^{er}, 2^o et 71, § 1^{er} ». Les mots « l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 5, § 1^{er}, et § 2, alinéa 3 et, à l'article 23, § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 23, § 1^{er}, et § 2, alinéa 3, et à l'article 71, § 1^{er} ». Les mots « 153, § 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 8 avril 1965 » ont été remplacés par les mots « 215, § 1^{er}, 2 et 3 de la loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie ». Les mots « l'arrêté royal du 24 décembre 1963 établissant la nomenclature des prestations de soins de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité » ont été remplacés par les mots « l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités » et les mots « l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3 et § 2, alinéa 2, à l'article 3, alinéa 3, à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 5, à l'article 6, à l'article 21quinquies, § 1^{er}, b) et à l'article 23, § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 2, à l'article 4, alinéa 3, à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 23, à l'article 24, à l'article 46, § 1^{er}, 2^o et à l'article 71, § 1^{er} ».

2° lorsqu'à défaut d'un nombre suffisant de personnes légalement qualifiées, des faits de guerre ou des calamités rendent urgent l'accomplissement de ces actes.

Le Roi constate la survenance d'une calamité s'accompagnant d'une pénurie de personnel légalement qualifié.

§ 2. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 153, §§ 1er, 2 et 3 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par la loi du 8 avril 1965, sont abrogés à la date fixée par les arrêtés royaux visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 23, § 1^{er}, et § 2, alinéa 3, et à l'article 71, § 1^{er}.

§ 3. Les dispositions de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 établissant la nomenclature des prestations de soins de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, qui seraient en opposition avec les arrêtés royaux visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéa 2, à l'article 4, alinéa 3, à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 23, à l'article 24, à l'article 46, § 1^{er}, 2° et à l'article 71, § 1^{er}, sont abrogées à la date fixée par les arrêtés royaux précités.

Art. 149¹⁷². Les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, porteurs d'un certificat de spécialisation en stomatologie, délivré par une université, pour autant que ledit certificat soit rendu légal dans le cadre de la législation sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et que les matières nécessaires à son obtention comprennent toutes celles exigées en vue de l'obtention du grade légal de licencié en science dentaire sont ou restent autorisés à exercer l'art dentaire sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 25.

¹⁷² AR n° 78 du 10 novembre 1967, art 51. Partiellement annulé par l'arrêt du Conseil d'État du 17 octobre 1972, n° 15.511 et modifié par la loi du 26 avril 1973, art. 1. Les mots « Sous réserve de satisfaire aux conditions imposés par l'article 7 sont ou restent autorisés à exercer l'art dentaire : » et les mots « 1° les docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, soit diplômés en vertu des lois sur la collation des grades académiques antérieures à celle du 21 mai 1929, soit bénéficiant d'une dispense accordée sur base de ces lois; 2° les personnes possédant le certificat de capacité de dentiste, délivré en vertu de l'article 4 de la loi du 12 mars 1818 réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir ou délivré en vertu de la loi du 15 avril 1958 organisant une session spéciale d'examen pour l'obtention du diplôme de dentiste; 3° les personnes remplissant les conditions énoncées par l'article 1er, 1°, 2° et 3°, de la loi précitée du 15 avril 1958 et qui ont été admises par décision de la commission prévue à l'article 2, alinéa 3, de cette loi, à présenter l'examen organisé en exécution de cette même loi; » ont été omis. Le numéro « 4° » a été omis. Les mots « sont ou restent autorisés à exercer l'art dentaire sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 25 » ont été ajoutés.

Art. 150¹⁷³. L'arrêté royal du 1^{er} juin 1934, réglementant l'exercice de l'art dentaire, tel qu'il a été modifié par les arrêtés subséquents, est maintenu en vigueur. Il ne peut être modifié que par une loi.

Les infractions aux dispositions de cet arrêté sont punies, selon le cas, des peines prévues à l'article 122, § 1^{er}, 1^o ou 2^o.

Art. 151¹⁷⁴. Sous réserve de satisfaire aux conditions imposées par l'article 25, restent autorisées à exercer la pratique des accouchements eutociques les personnes possédant l'attestation de capacité de sage-femme admise par la commission médicale provinciale en vertu de l'article 4 de la loi du 12 mars 1818, réglant tout ce qui est relatif à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.

Art. 152¹⁷⁵. Les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 45 mais qui, à la date du 1^{er} janvier 1990, ont été occupées pendant au moins trois ans dans un établissement de soins ou un cabinet médical ou dentaire peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens de l'art infirmier effectuant ces prestations.

Sous peine de perdre le bénéfice mentionné à l'alinéa 1^{er}, elles sont tenues de se faire connaître à la commission médicale compétente dans les délais et selon les modalités fixées par le Roi; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis.

Art. 153¹⁷⁶. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 72, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 72, § 1^{er}, est octroyé d'office aux personnes qui, au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal

¹⁷³ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 52. Les mots « l'article 38 » ont été remplacés par les mots « l'article 122 ».

¹⁷⁴ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 54. Les mots « l'article 7 » ont été remplacés par les mots « l'article 25 ».

¹⁷⁵ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 54*bis*. Inséré par la loi du 20 décembre 1974, art. 19, et modifié par la loi du 22 février 1994, art. 7 et par la loi du 6 avril 1995, art. 38. La division en paragraphes a été omise. Les mots « l'article 21*quater* » ont été remplacés par les mots « l'article 45 » et les mots « le bénéfice de la disposition du § 1^{er} du présent article » ont été remplacés par les mots « le bénéfice mentionné à l'alinéa 1^{er} ».

¹⁷⁶ **§ 1^{er}, § 2 et § 3**: AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 54*ter*, tel qu'il a été remplacé par la loi du 25 janvier 1999, art. 180, et modifié par la loi du 10 août 2001, art. 57. Les mots « l'article 24 » ont chaque fois été remplacés par les mots « l'article 72 ». Les mots « disposition à l'alinéa 1^{er} ou à » ont été remplacés par les mots « disposition de l'alinéa 1^{er} ou de ». Le signe typographique « § » dans « § 1^{er} » a été remplacé par le mot « paragraphe ».

pris en exécution de l'article 72, § 2, alinéa 1^{er}, sont agréées pour cette profession par le Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, conformément à l'article 215 de la loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie.

§ 2. Par dérogation à l'article 72, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 72, § 1^{er}, est octroyé aux personnes, qui en font la demande, non visées au paragraphe 1^{er} et qui sont titulaires :

1° soit – en ce qui concerne une profession, pour laquelle il existe une formation auprès d'un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente – d'un diplôme, délivré par un établissement créé, subventionné ou agréé par l'autorité compétente, sanctionnant une formation dont le niveau mais pas complètement la formation théorique et la formation théorique et pratique et stages, répond aux conditions, visées à l'article 72, § 2, alinéa 2, pour autant qu'elles obtiennent ce diplôme avant la fin de la période de six ans, à partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 72, § 2, alinéa 1^{er};

2° soit – en ce qui concerne une profession pour laquelle il n'existe aucune formation auprès d'un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente – d'un diplôme, délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'autorité compétente sanctionnant une formation dont le niveau répond aux conditions, visées à l'article 72, § 2, alinéa 2, pour autant qu'elles obtiennent ce diplôme avant la fin de l'année durant laquelle sont délivrés les premiers diplômes couronnant une formation qui correspond aux conditions, visées à l'article 72, § 2, alinéa 2.

Afin d'introduire la demande d'agrément auprès du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, les personnes visées aux 1° et 2°, disposent d'une année à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 72, § 2, alinéa 1^{er}, ou dès l'obtention des diplômes précités. Au cours de cette période transitoire et tant que leur demande d'agrément n'a pas encore fait l'objet d'une décision, elles peuvent continuer à exercer leur profession.

Les mots « loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 » ont été remplacés par « loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie ».

§ 4: AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 54^{ter}, tel qu'il a été inséré par la loi du 19 décembre 1990, art. 16. La division en paragraphes a été omise. Les mots « l'article 23 » ont été remplacés par les mots « l'article 71 ». Les mots « § 4. Les paragraphes 1er à 3 concernent uniquement les professionnels à l'égard desquels le Roi a déjà fixé l'entrée en vigueur conformément à l'article 183 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales. Pour les autres professionnels, jusqu'à ce que le Roi ait fixé l'entrée en vigueur à leur égard conformément à l'article 183 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales, les dispositions suivantes sont applicables : » ont été ajoutés. Les mots « du § 1^{er} du présent article » ont été remplacés par les mots « de l'alinéa précédent » et les mots « au § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « à l'alinéa précédent ».

§ 3. Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 72, § 2, alinéa 2, mais qui, au moment de la publication de la liste des prestations ou la liste des actes de la profession paramédicale dont elles relèvent, ont exécuté ces prestations ou ces actes pendant au moins trois ans, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes.

Par dérogation à l'article 72, § 1^{er}, les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 72, § 2, alinéa 2, pour leur profession paramédicale, pour laquelle il n'existe pas une formation au sens des conditions de qualification, visées ci-dessus, peuvent continuer les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations ou ces actes, pour autant qu'ils exécutent ces prestations ou ces actes au moment où les premiers diplômes ont été délivrés, sanctionnant une formation qui correspond aux conditions, visées à l'article 72, § 2, alinéa 2.

Sous peine de perdre le bénéfice de la disposition de l'alinéa 1^{er} ou de l'alinéa 2 de ce paragraphe, elles sont tenues de se faire connaître au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, selon une procédure fixée par le Roi; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis. La procédure fixée par le Roi déterminera notamment la manière dont la preuve de l'exécution des prestations ou des actes visés à l'alinéa 1^{er}, sera rapportée.

§ 4. Les paragraphes 1^{er} à 3 concernent uniquement les professionnels à l'égard desquels le Roi a déjà fixé l'entrée en vigueur conformément à l'article 183 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales. Pour les autres professionnels, jusqu'à ce que le Roi ait fixé l'entrée en vigueur à leur égard conformément à l'article 183 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales, les dispositions suivantes sont applicables :

Les personnes qui ne satisfont pas aux conditions de qualification prévues à l'article 71 mais qui, au moment de la publication de la liste des actes techniques de la profession paramédicale dont elles relèvent, ont exécuté ces actes pendant au moins trois ans, continuent les mêmes activités dans les mêmes conditions que les praticiens des professions paramédicales effectuant ces prestations.

Sous peine de perdre le bénéfice de la disposition de l'alinéa précédent, elles sont tenues de se faire connaître à la commission médicale compétente, au terme d'une procédure fixée par le Roi; à cette occasion, elles font connaître les activités pour lesquelles elles invoquent le bénéfice des droits acquis. La procédure fixée par le Roi déterminera notamment la manière dont la preuve de l'exécution des actes visés à l'alinéa précédent sera rapportée.

Art. 154¹⁷⁷. Par dérogation à l'article 43, § 2, alinéa 2, l'agrément visé à l'article 43, § 1^{er}, est, à leur demande, accordé aux personnes agréées par le service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, conformément à l'article 215 de la loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie, aux personnes disposant d'un certificat d'immatriculation délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions en vertu de l'article 10 de l'arrêté royal du 16 avril 1965 portant création du diplôme de gradué en kinésithérapie et du diplôme de gradué en ergothérapie et fixation des conditions de collation de ces diplômes, et aux titulaires d'un diplôme en kinésithérapie sanctionnant une formation, qui correspond à une formation d'au moins trois ans dans le cadre d'un enseignement supérieur de plein exercice, pour autant qu'elles soient titulaires de ce diplôme avant le 1^{er} novembre 2002.

Chapitre 14¹⁷⁸. Dispositions modificatives futures

Art. 155¹⁷⁹. L'article 45 de la présente loi coordonnée est remplacé comme suit, à une date à fixer par le Roi :

« Art. 45¹⁸⁰. § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'art infirmier, tel que visé à l'article 46, s'il n'est agréé en tant que porteur, soit du titre professionnel de praticien infirmier, soit du titre

¹⁷⁷ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 54^{quater}. Inséré par la loi du 13 novembre 1997, art. 2, et modifié par la loi du 22 décembre 2003, art. 174. Le texte qui, à l'origine, suivait les deux points a été placé immédiatement après le mot « accordé ». Les mots « l'article 21^{bis} » ont été remplacés deux fois par les mots « l'article 43 ». Les mots « loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 » ont été remplacés par les mots « loi du 14 juillet 1994 sur l'assurance maladie ». Les mots « de la Santé publique » ont été remplacés par les mots « qui a la Santé publique dans ses attributions ». Les mots « deuxième alinéa » ont été remplacés par les mots « alinéa 2 ».

¹⁷⁸ Nouveau chapitre.

¹⁷⁹ Loi du 10 août 2001, art. 34, phrase liminaire, remplacé par la loi du 2 août 2002, art. 76. Les mots « L'article 21^{quater}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 20 décembre 1974 et modifié par la loi du 6 avril 1995 » ont été remplacés par les mots « L'article 45 de la présente loi coordonnée ». Les mots « à une date à fixer par le Roi » ont été insérés et mettent en œuvre l'habilitation prévue à l'art. 59, § 1^{er}, de la loi du 10 août 2001 tel qu'il a été modifié par la loi du 2 août 2002, art. 77.

¹⁸⁰ AR n° 78 du 10 novembre 1967, art. 21^{quater}, remplacé par la loi du 10 août 2001, art. 34 (n'est pas entré en vigueur), remplacé par la loi du 2 août 2002, art. 76, modifié par la loi du 19 décembre 2008, art. 73 et par la loi du 10 avril 2014, art. 149. Les mots « l'article 21^{quinquies} » et « l'article 21^{sexies} » ont chaque fois été remplacés respectivement par « l'article 46 » et « l'article 47 ». (compte tenu de l'abrogation, le 1^{er} juillet 2015, de l'article 47, les références à cet article 47 deviendront sans objet à cette date. Une abrogation formelle des passages concernés est conseillée).

professionnel de praticien infirmier gradué, et si en outre il ne répond pas aux conditions fixées à l'article 47 ou s'il répond à la disposition du § 3 du présent article.

§ 2. Le porteur du titre professionnel de sage-femme, qui a obtenu son diplôme avant le 1^{er} octobre 2018, peut exercer de plein droit l'art infirmier sous les mêmes conditions que les porteurs du titre professionnel d'infirmier gradué.

Le porteur du titre professionnel de sage-femme qui a obtenu son diplôme après le 1^{er} octobre 2018, peut de plein droit effectuer les prestations techniques infirmières ainsi que les actes médicaux confiés relevant de l'art infirmier, dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la fertilité, de la gynécologie et de la néonatalogie.

§ 3. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, sont en possession du brevet ou du titre d'hospitalier ou d'hospitalière, du brevet ou du titre d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, du brevet ou du titre d'infirmier ou d'infirmière, du diplôme ou du titre « in de verpleegkunde », du diplôme ou du titre d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée, visés en application de l'article 47 sont agréées de plein droit en tant que porteurs du titre professionnel respectif d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, de praticien infirmier, ou de praticien infirmier gradué.

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, sont en possession d'un brevet ou titre non visé d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers, peuvent exercer l'art infirmier, comme visé à l'article 46, si elles sont agréées en tant que porteuses du titre professionnel d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers et si elles répondent aux conditions fixées à l'article 47.

L'agrément est accordé conformément à la procédure fixée par le Roi et pour autant qu'il soit répondu aux critères d'agrément fixés par le Roi, après avis du Conseil fédéral de l'art infirmier.

Cet agrément ressort d'un document signé par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par un fonctionnaire délégué par lui.

§ 4. Le porteur du titre professionnel d'accoucheuse, qui a obtenu son diplôme avant le 1^{er} octobre de la quatrième année après l'entrée en vigueur de l'article 34 de la même loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé, peut exercer de plein droit l'art infirmier sous les mêmes conditions que les porteurs du titre professionnel de praticien infirmier gradué.

Le porteur du titre professionnel d'accoucheuse peut de plein droit exercer l'art infirmier dans le domaine de l'art obstétrical, du traitement de la fertilité et de la néonatalogie. »

Art. 156¹⁸¹. L'article 47 est abrogé le 1^{er} juillet 2015.

Art. 157¹⁸². Dans l'article 31, alinéa 1^{er}, les mots « aux articles 3, 4 et 6 » sont remplacés par les mots « aux articles 3, § 1^{er}, 4, 6, 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 158¹⁸³. Il est inséré un article 31/1 rédigé comme suit :

« Art. 31/1. Tout praticien d'une profession des soins de santé a la responsabilité de renvoyer son patient vers un autre prestataire de soins compétent en la matière lorsque le problème de santé nécessitant une intervention excède son propre domaine de compétence ».

Art. 159¹⁸⁴. Dans l'article 32 les mots « et 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 160¹⁸⁵. À l'article 33, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

¹⁸¹ Loi du 19 décembre 2008, art. 71, 1^o, en combinaison avec l'arrêté royal du 19 avril 2014, art. 1. Les mots « Sont abrogés, dans le même arrêté : 1^o l'article 21*sexies*, rénuméroté et modifié par les lois des 6 avril 1995 et 10 août 2001; » et les mots « L'article 71, 1^o, de la loi du 19 décembre 2008 portant des dispositions diverses en matière de santé entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015. » ont été remplacés par les mots *worden vervangen door de woorden* « L'article 47 est abrogé le 1^{er} juillet 2015. ».

¹⁸² Loi du 4 avril 2014, art. 4. Les mots « du même arrêté royal » ont été supprimés, et les mots « l'article 11 » ont été remplacés par les mots « l'article 31 ». Les mots « aux articles 2, 3 et 4 » ont été remplacés par les mots « aux articles 3, 4 et 6 » et les mots « aux articles 2, § 1^{er}, 3, 4, 21*noviesdecies*, 21*quatervicies* et 21*quinquiesvicies* » ont été remplacés par les mots « aux articles 3, § 1^{er}, 4, 6, 63, 68/1 et 68/2 ».

¹⁸³ Loi du 4 avril 2014, art. 5. Les mots « Dans le même arrêté royal il est inséré un article 11*bis* » ont été remplacés par les mots « Il est inséré un article 31/1 ». Le numéro « 11*bis* » a été remplacé par « 31/1 ».

¹⁸⁴ Loi du 4 avril 2014, art. 6. Les mots « du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, » ont été supprimés. Les mots « l'article 12 » ont été remplacés par les mots « l'article 32 », les mots « et 21*noviesdecies* » ont été remplacés par les mots « et 63 », et les mots « , 21*noviesdecies*, 21*quatervicies* et 21*quinquiesvicies* » par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

¹⁸⁵ Loi du 4 avril 2014, art. 7. Les mots « l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 6 avril 1995, 13 décembre 2006 et 19 décembre 2008 » ont été remplacés par les mots « l'article 33, § 1^{er} », les mots « , ou 21*noviesdecies* » ont été remplacés par les mots « et 63 », les mots « , 21*noviesdecies*, 21*quatervicies* et 21*quinquiesvicies* » ont été remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 », les mots « 3 et 21*noviesdecies* » ont été remplacés par les mots « 4 et 63 » et les mots « 3, 21*noviesdecies*, 21*quatervicies* et 21*quinquiesvicies* » ont été remplacés par les mots « 4, 63, 68/1 et 68/2 ». Les mots « dans l'alinéa 1^{er} » et « dans l'alinéa 2 » ont été remplacés respectivement par les mots « à l'alinéa 1^{er} » et « à l'alinéa 2 ».

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « et 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 »;

b) à l'alinéa 2, les mots « 4 et 63 » sont remplacés par les mots « 4, 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 161¹⁸⁶. Dans l'article 35, alinéa 1^{er}, les mots « et 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 162¹⁸⁷. Dans l'article 37, alinéa 1^{er}, les mots « ou 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 163¹⁸⁸. Dans l'article 38, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « et 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 164¹⁸⁹. Dans l'article 39, les mots « ou 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 165¹⁹⁰. Il est inséré un chapitre 6/1 intitulé « L'exercice de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique ».

¹⁸⁶ Loi du 4 avril 2014, art. 8. Les mots « l'article 15, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « l'article 35, alinéa 1^{er}, », les mots « et 21noviesdecies » par les mots « et 63 » et les mots « , 21noviesdecies, 21quatervicies et 21quinquiesvicies » par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

¹⁸⁷ Loi du 4 avril 2014, art. 9. Les mots « l'article 17, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « l'article 37, alinéa 1^{er}, », les mots « ou 21noviesdecies » par les mots « ou 63 » et les mots « , 21noviesdecies, 21quatervicies et 21quinquiesvicies » par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

¹⁸⁸ Loi du 4 avril 2014, art. 10. Les mots « l'article 18, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 6 avril 1995 et 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « l'article 38, § 2, alinéa 1^{er}, », les mots « et 21noviesdecies » par les mots « et 63 » et les mots « , 21noviesdecies, 21quatervicies et 21quinquiesvicies » par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

¹⁸⁹ Loi du 4 avril 2014, art. 11. Les mots « l'article 19 du même arrêté royal, modifié par la loi du 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « l'article 39 », les mots « et 21noviesdecies » par les mots « ou 63 » et les mots « , 21noviesdecies, 21quatervicies et 21quinquiesvicies » par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

¹⁹⁰ Loi du 4 avril 2014, art. 12. Les mots « Dans le même arrêté royal » ont été supprimés, et les mots « chapitre I^{er}sexies » ont été remplacés par les mots « chapitre 6/1 ». Le mot « ortopédagogie » a été remplacé par le mot « orthopédagogie ».

Art. 166¹⁹¹. Dans le chapitre 6/1, inséré par l'article 165, il est inséré un article 68/1, rédigé comme suit :

« Art. 68/1. § 1^{er}. Nul ne peut exercer la psychologie clinique s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

§ 2. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, les conditions pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au paragraphe 1^{er}, en particulier les matières qui doivent avoir été assimilées et les stages qui doivent avoir été suivis pour obtenir l'agrément en psychologie clinique.

L'agrément en psychologie clinique ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire dans le domaine de la psychologie clinique, sanctionnant une formation qui, dans le cadre d'un enseignement de plein exercice, compte au moins cinq années d'études ou 300 crédits dans le système européen de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS), en ce compris un stage dans le domaine de la psychologie clinique. Sont assimilées au porteur d'un diplôme universitaire dans le domaine de la psychologie clinique, les personnes porteuses d'un diplôme d'enseignement universitaire dans le domaine de la psychologie délivré avant l'entrée en vigueur du présent article et pouvant justifier d'une expérience professionnelle de minimum trois ans dans le domaine de la psychologie clinique.

§ 3. Par exercice de la psychologie clinique, on entend l'accomplissement habituel d'actes autonomes ayant pour objet ou présentés comme ayant pour objet, à l'égard d'un être humain et dans un cadre de référence scientifiquement étayé de psychologie clinique, la prévention, l'examen, le dépistage ou l'établissement du psychodiagnostic de souffrances psychiques ou psychosomatiques, réelles ou supposées, et la prise en charge ou le soutien de cette personne.

§ 4. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, préciser et définir les actes visés au paragraphe 3 et fixer les conditions de leur exécution ».

Art. 167¹⁹². Dans le même chapitre 6/1, inséré par l'article 165, il est inséré un article 68/2, rédigé comme suit :

¹⁹¹ Loi du 4 avril 2014, art. 13. Les mots « chapitre I^{er}sexies » ont été remplacés par les mots « chapitre 6/1 », les mots « l'article 12 » par les mots « l'article 165 », les mots « un article 21^{quater}vicies » et « Art. 21^{quater}vicies » respectivement par les mots « un article 68/1 » et « Art. 68/1 », et les mots « § 1^{er} » et « § 3 » respectivement par les mots « paragraphe 1^{er} » et « paragraphe 3 ».

¹⁹² Loi du 4 avril 2014, art. 14. Les mots « chapitre I^{er}sexies » ont été remplacés par les mots « chapitre 6/1 », les mots « l'article 12 » par les mots « l'article 165 », les mots « un article 21^{quinquies}vicies » et « Art. 21^{quinquies}vicies » respectivement par les mots « un

« Art. 68/2. § 1^{er}. Nul ne peut exercer l'orthopédagogie clinique s'il n'est titulaire d'un agrément délivré par le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, peut exercer l'orthopédagogie clinique le titulaire d'un agrément en psychologie clinique qui a suivi une formation en orthopédagogie clinique durant sa formation en psychologie clinique.

§ 2. Le Roi fixe, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, les conditions pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, en particulier les matières qui doivent avoir été assimilées et les stages qui doivent avoir été suivis pour obtenir l'agrément en orthopédagogie clinique.

L'agrément en orthopédagogie clinique ne peut être accordé qu'au porteur d'un diplôme d'enseignement universitaire dans le domaine de l'orthopédagogie clinique, sanctionnant une formation qui, dans le cadre d'un enseignement de plein exercice, compte au moins cinq années d'études ou 300 crédits ECTS, en ce compris un stage dans le domaine de l'orthopédagogie clinique.

§ 3. Par exercice de l'orthopédagogie clinique, on entend l'accomplissement habituel, dans un cadre de référence scientifique de l'orthopédagogie clinique, d'actes autonomes qui ont pour but la prévention, l'examen et le dépistage des problèmes éducatifs, comportementaux, de développement ou d'apprentissage chez des personnes et la prise en charge ou l'accompagnement de ces personnes.

§ 4. Le Roi peut, après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, préciser et définir les actes visés au paragraphe 3 et fixer les conditions de leur exécution ».

Art. 168¹⁹³. Dans le même chapitre 6/1, inséré par l'article 165, il est inséré un article 68/3, rédigé comme suit :

article 68/2 » et « Art. 68/2 » et les mots « § 1^{er} » et « § 3 » respectivement par les mots « paragraphe 1^{er} » et « paragraphe 3 ».

¹⁹³ Loi du 4 avril 2014, art. 15. Les mots « chapitre I^{er}sexies » ont été remplacés par les mots « chapitre 6/1 », les mots « l'article 12 » par les mots « l'article 165 », et les mots « un article 21sexiesvicies » et « Art. 21sexiesvicies » respectivement par les mots « un article 68/3 » et « Art. 68/3 », les mots « l'article 21quatervicies » ont chaque fois été remplacés par les mots « l'article 68/1 » et les mots « l'article 21quinquiesvicies » chaque fois par les mots « l'article 68/2 ».

« Art. 68/3. § 1^{er}. Il est institué un Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

§ 2. Le Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique a pour mission de donner au ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, à la demande de celui-ci ou d'initiative, des avis en toutes matières relatives à l'exercice de la psychologie clinique ou à l'exercice de l'orthopédagogie clinique. Ce Conseil peut également donner des avis aux gouvernements des communautés, à la demande de ceux-ci, sur toute matière relative à leur formation.

§ 3. Le Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique est composé de :

1° huit membres, dont quatre membres francophones et quatre membres néerlandophones, titulaires du diplôme universitaire visé à l'article 68/1, § 2, alinéa 2, et occupant des fonctions académiques en la matière depuis au moins cinq ans, proposés sur une liste double par les facultés organisant l'enseignement complet visé à l'article 68/1, § 2, alinéa 2;

2° deux membres, dont un membre francophone et un membre néerlandophone, autorisés à exercer l'orthopédagogie clinique conformément à l'article 68/2, § 1^{er}, et occupant des fonctions académiques en la matière depuis au moins cinq ans, proposés sur une liste double par les facultés organisant l'enseignement complet menant à une formation autorisant l'exercice de l'orthopédagogie clinique, conformément à l'article 68/2, § 2, alinéa 2.

3° huit membres, dont quatre membres francophones et quatre membres néerlandophones, titulaires du diplôme universitaire visé à l'article 68/1, § 2, alinéa 2, et pratiquant de manière effective la psychologie clinique, proposés sur une liste double par les organisations professionnelles représentatives;

4° deux membres, dont un membre francophone et un membre néerlandophone, autorisés à exercer l'orthopédagogie clinique conformément à l'article 68/2, § 1^{er}, et pratiquant de manière effective l'orthopédagogie clinique, proposés sur une liste double par les organisations professionnelles représentatives;

5° deux médecins, dont un francophone et un néerlandophone, titulaires du titre professionnel particulier de médecin spécialiste en psychiatrie tel que fixé par le Roi et désignés par leur organisation professionnelle.

Le Roi peut fixer les critères pour qu'une organisation puisse être désignée comme représentative au sens de l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°.

§ 4. Les membres du Conseil fédéral sont nommés par le Roi pour un terme

renouvelable de six ans. Le Conseil fédéral élit en son sein, parmi les membres, un président et un vice-président.

Chaque membre effectif du Conseil fédéral est pourvu d'un membre suppléant répondant aux mêmes conditions que lui.

§ 5. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres effectifs sont présents ou représentés par leurs suppléants.

Les décisions du Conseil fédéral sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité de voix, la voix du président est prépondérante.

§ 6. À l'exception des membres visés au § 3, alinéa 1^{er}, 5^o, les membres du Conseil fédéral sont, selon le cas, agréés comme psychologue clinicien ou orthopédagogue clinicien conformément à l'article 68/1, § 1^{er}, ou à l'article 68/2, § 1^{er}, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui fixe les conditions et les modalités de l'agrément ».

Art. 169¹⁹⁴. Dans le même chapitre 6/1, inséré par l'article 165, il est inséré un article 68/4, rédigé comme suit :

« Art. 68/4. § 1^{er}. Il est institué une Commission d'agrément pour les praticiens de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

§ 2. La Commission d'agrément pour les praticiens de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique a pour mission de rendre un avis, dans des cas individuels, quant à l'octroi, au contrôle, et au maintien de l'agrément visé à l'article 68/1, § 1^{er}, et de l'agrément visé à l'article 68/2, § 1^{er}.

§ 3. Le Roi fixe la procédure pour l'obtention, le maintien et le retrait de l'agrément visé à l'article 68/1, § 1^{er}, et de l'agrément visé à l'article 68/2, § 1^{er}.

§ 4. Le Roi règle la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission d'agrément pour les praticiens de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique.

¹⁹⁴ Loi du 4 avril 2014, art. 16. Les mots « chapitre I^{er}sexies » ont été remplacés par les mots « chapitre 6/1 », les mots « l'article 12 » par les mots « l'article 165 », les mots « un article 21septiesvicies » et « Art. 21septiesvicies » respectivement par les mots « un article 68/4 » et « Art. 68/4 », et les mots « l'article 21quatervicies » ont chaque fois été remplacés par les mots « l'article 68/1 » et les mots « l'article 21quinqviesvicies » chaque fois par les mots « l'article 68/2 ».

Le mandat de membre de la Commission d'agrément est incompatible avec celui de membre du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique ».

Art. 170¹⁹⁵. Dans l'article 69, 1^o, les mots « et 45 » sont remplacés par les mots « , 45, 68/1 et 68/2 ».

Art. 171¹⁹⁶. Dans l'article 72, les mots « et 43 » sont chaque fois remplacés par les mots « , 43, 68/1 et 68/2 ».

Art. 172¹⁹⁷. Dans l'article 85, les mots « et 69 » sont remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 et 69 ».

Art. 173¹⁹⁸. Dans l'article 95, alinéa 2, les mots « et 69 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1, 68/2 et 69 ».

Art. 174¹⁹⁹. À l'article 96, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

¹⁹⁵ Loi du 4 avril 2014, art. 17. Les mots « l'article 22, 1^o » ont été remplacés par les mots « l'article 69, 1^o », les mots « du même arrêté royal, modifié par la loi du 6 avril 1995, » ont été supprimés, les mots « et 21^{quater} » ont été remplacés par les mots « et 45 », et les mots « , 21^{quater}, 21^{quater}vicies et 21^{quinquies}vicies » ont été remplacés par les mots « , 45, 68/1 et 68/2 ».

¹⁹⁶ Loi du 4 avril 2014, art. 18. Les mots « l'article 24, § 1^{er}, du même arrêté royal, remplacé par la loi du 25 janvier 1999, » ont été remplacés par les mots « l'article 72 », les mots « et 21^{bis} » ont été remplacés par les mots « et 43 », et les mots « , 21^{bis}, 21^{quater}vicies et 21^{quinquies}vicies » ont été remplacés par les mots « , 43, 68/1 et 68/2 ». Les mots « chaque fois » ont été insérés.

¹⁹⁷ Loi du 4 avril 2014, art. 19. Les mots « l'article 35^{ter} du même arrêté royal, inséré par la loi du 19 décembre 1990 et modifié par la loi du 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « l'article 85 ». Les mots « et 22 » ont été remplacés par les mots « et 69 », et les mots « 21^{quater}vicies, 21^{quinquies}vicies et 22 » ont été remplacés par les mots « 68/1, 68/2 et 69 ».

¹⁹⁸ Loi du 4 avril 2014, art. 20. Les mots « l'article 35^{duodecies}, alinéa 2, du même arrêté royal, inséré par la loi du 2 août 2002, » ont été remplacés par les mots « l'article 95, alinéa 2, ». Les mots « et 22 » ont été remplacés par les mots « et 69 », et les mots « 21^{novies}decies, 21^{quater}vicies, 21^{quinquies}vicies et 22 » ont été remplacés par les mots « 63, 68/1, 68/2 et 69 ».

¹⁹⁹ Loi du 4 avril 2014, art. 21. Les mots « Dans l'article 35^{ter}decies, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 10 décembre 1997, et modifié par les lois des 2 août 2002 et 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « À l'article 96, alinéa 1^{er}, », les mots « et 22 » ont été remplacés par les mots « et 69 », et les mots « 21^{quater}vicies, 21^{quinquies}vicies et 22 » ont été remplacés deux fois par les mots « 68/1, 68/2 et 69 ».

a) dans le 1^o, les mots « et 69 » sont remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 et 69 »;

b) dans le 3^o, b), les mots « et 69 » sont remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 et 69 ».

Art. 175²⁰⁰. L'article 118, § 2, est complété par les dispositions suivantes :

« 3^o/1 deux psychologues cliniciens;

3^o/2 deux personnes autorisées à exercer l'orthopédagogie clinique ».

Art. 176²⁰¹. À l'article 119, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le § 1^{er}, 2^o, a), les mots « , des psychologues cliniciens, des orthopédagogues cliniciens, » sont insérés entre les mots « des praticiens de l'art infirmier » et les mots « et des praticiens des professions paramédicales »;

2^o dans le § 1^{er}, 2^o, e), alinéa 2, les mots « , du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique » sont insérés entre les mots « du Conseil fédéral de l'art infirmier » et les mots « ou du Conseil national de professions paramédicales ».

Art. 177²⁰². À l'article 122, les modifications suivantes sont apportées :

²⁰⁰ Loi du 4 avril 2014, art. 22. Les mots « 36, § 2, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 6 avril 1995, 13 décembre 2006 et 19 décembre 2008, » ont été remplacés par les mots « 118, § 2, », les mots « les 7^o *quater* et 7^o *quinquies*, rédigés comme suit » ont été remplacés par « les dispositions suivantes », les numérotations « 7^o *quater* » et « 7^o *quinquies* » ont été remplacées par « 3^o/1 » et « 3^o/2 ».

²⁰¹ Loi du 4 avril 2014, art. 23. Les mots « À l'article 37 du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 6 avril 1995, 25 janvier 1999, 13 décembre 2006, 8 juin 2008 et 19 décembre 2008, » ont été remplacés par les mots « À l'article 119 ». Les alinéas « b) dans le § 1^{er}, 2^o, c), 1., les mots 'l'art infirmier et les professions paramédicales' sont remplacés par les mots 'l'art infirmier, les professions paramédicales, la psychologie clinique et l'orthopédagogie clinique'; c) dans le § 1^{er}, 2^o, c), 2., les mots 'de l'art infirmier ou d'une profession paramédicale' sont remplacés par les mots ' , de l'art infirmier, d'une profession paramédicale, de la psychologie clinique ou de l'orthopédagogie clinique'; d) dans le § 1^{er}, 2^o, e), alinéa 1^{er}, les mots 'ou par un membre d'une profession paramédicale' sont remplacés par les mots ' , de la psychologie clinique, de l'orthopédagogie clinique ou par un membre d'une profession paramédicale'; » ainsi que « f) dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots 'à 7^o *ter*' sont remplacés par les mots 'à 7^o *quinquies*'. » ont été supprimés. La numérotation « a) » et « e) » a été remplacée par « 1^o » et « 2^o ». Au 1^o, le mot « inséré » a été remplacé par le mot « insérés ».

²⁰² Loi du 4 avril 2014, art. 24. Les mots « Dans l'article 38 du même arrêté, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 13 décembre 1976, 22 février 1994, 6 avril 1995, 17 mars 1997, 26 juin 2000, 10 août 2001, 9 juillet 2004, 1^{er} mai 2006, 13 décembre 2006 et

1° dans le § 1^{er}, 1°, alinéa 1^{er}, les mots « ou 149 » sont remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 ou 149 »;

2° dans le § 1^{er}, 1°, alinéa 4, les mots « ou 149 » sont remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 ou 149 »;

3° dans le § 2, 2°, les mots « et 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 et 68/2 ».

Art. 178²⁰³. Il est inséré un article 128/1, rédigé comme suit :

« Art. 128/1. Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, est puni d'une amende de 200 euros à 1.000 euros :

1° celui qui, en infraction à l'article 68/1, § 3, ou à l'article 68/2, s'attribue publiquement un titre professionnel auquel il ne peut prétendre;

2° celui qui, en infraction à l'article 68/1, § 3, ou à l'article 68/2, attribue injustement un titre professionnel à des personnes qu'il occupe, même bénévolement.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, les employeurs et les mandants sont civilement responsables des amendes infligées à leurs préposés ou mandataires du chef d'infractions commises dans l'exécution de leur contrat ».

Art. 179²⁰⁴. Dans l'article 129, les mots « de l'art infirmier ou d'une profession paramédicale » sont remplacés par les mots « de l'art infirmier, de la psychologie clinique, de l'orthopédagogie clinique ou d'une profession paramédicale ».

24 juillet 2008, » ont été remplacés par les mots « À l'article 122 ». Les mots « ou 51 » ont été remplacés deux fois par les mots « ou 149 » et les mots « 21*quater*vicies, 21*quinquies*vicies ou 51 » ont été remplacés deux fois par les mots « 68/1, 68/2 ou 149 ». L'alinéa « c) dans le § 1^{er}, 3°, les mots 'ou 21*novies*decies' sont remplacés par les mots ' , 21*novies*decies, 21*quater*vicies et 21*quinquies*vicies'; » a été supprimé. La numérotation « a », « b » et « d » a été remplacée par « 1° », « 2° » et « 3° ». Les mots « 21*novies*decies » ont été remplacés par les mots « et 63 » et les mots « 21*novies*decies, 21*quater*vicies et 21*quinquies*vicies » ont été remplacés par les mots « 63, 68/1 et 68/2 ».

²⁰³ Loi du 4 avril 2014, art. 25. Les mots « Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 40*ter* » ont été remplacés par les mots « Il est inséré un article 128/1 ». La numérotation « 40*ter* » a été remplacée par « 128/1 ». Les mots « à l'article 21*quater*vicies, § 3, ou à l'article 21*quinquies*vicies » ont été remplacés deux fois par les mots « à l'article 68/1, § 3, ou à l'article 68/2 ».

²⁰⁴ Loi du 4 avril 2014, art. 26. Les mots « l'article 41 du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974 et 22 août 1991, » ont été remplacés par les mots « l'article 129 ».

Art. 180²⁰⁵. Dans l'article 133, alinéa 1^{er}, les mots « , du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique » sont insérés entre les mots « du Conseil fédéral de l'art infirmier » et les mots « et du Conseil national de professions paramédicales ».

Art. 181²⁰⁶. Dans l'article 136, alinéa 1^{er}, les mots « et 69 » sont remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 et 69 ».

Art. 182²⁰⁷. Il est inséré un article 143/1 :

« Art. 143/1. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 68/1 et de l'article 68/2 sont pris après avis du Conseil fédéral de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, donné soit d'initiative, soit à la demande du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Lorsque le ministre demande l'avis, le Conseil de la psychologie clinique et de l'orthopédagogie clinique donne son avis dans les quatre mois. Passé ce délai, l'avis est censé avoir été donné ».

Art. 183²⁰⁸. Dans l'article 144, alinéa 1^{er}, les mots « 46, § 1^{er}, 2°, et 71, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « 46, § 1^{er}, 2°, 68/1, § 4, 68/2, § 4, et 71, § 1^{er} ».

²⁰⁵ Loi du 4 avril 2014, art. 27. Les mots « l'article 45, § 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974, 6 août 1993, 6 avril 1995 et 19 décembre 2008, » ont été remplacés par les mots « l'article 133, alinéa 1^{er}, ».

²⁰⁶ Loi du 4 avril 2014, art. 28. Les mots « l'article 45^{ter}, § 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 25 janvier 1999 et modifié par la loi du 13 décembre 2006, » ont été remplacés par les mots « l'article 136, alinéa 1^{er} ». Les mots « et 22 » ont été remplacés par « et 69 », et les mots « ,21^{quater}vicies, 21^{quinquies}vicies et 22 » ont été remplacés par les mots « , 68/1, 68/2 et 69 ».

²⁰⁷ Loi du 4 avril 2014, art. 29. Les mots « Dans le même arrêté royal, il est inséré un article 47^{bis}, rédigé comme suit » ont été remplacés par les mots « Il est inséré un article 143/1 ». La numérotation « 47^{bis} » a été remplacée par « 143/1 ». Les mots « de l'article 21^{quater}vicies et de l'article 21^{quinquies}vicies » ont été remplacés par les mots « de l'article 68/1 et de l'article 68/2 ».

²⁰⁸ Loi du 4 avril 2014, art. 30. Les mots « l'article 49, alinéa 1^{er}, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974 et 6 avril 1995, » ont été remplacés par les mots « l'article 144, alinéa 1^{er} ». Les mots « à l'article 21^{quinquies}, § 1^{er}, b) et à l'article 23, § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « 46, § 1^{er}, 2°, et 71, § 1^{er} » et les mots « à l'article 21^{quinquies}, § 1^{er}, b), à l'article 21^{quater}vicies, § 4, à l'article 21^{quinquies}vicies, § 4, et à l'article 23, § 1^{er} » par les mots « 46, § 1^{er}, 2°, 68/1, § 4, 68/2, § 4, et 71, § 1^{er} ».

Art. 184²⁰⁹. Dans l'article 145, les mots « ou 63 » sont remplacés par les mots « , 63, 68/1 ou 68/2 ».

Art. 185²¹⁰. Dans l'article 147, Les mots « et 69 » sont remplacés par les mots « ,68/1, 68/2 et 69 ».

Art. 186²¹¹. Dans l'article 148, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « par les articles 23, 24, 46, § 1^{er}, 2^o et 71, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « par les articles 23, 24, 46, § 1^{er}, 2^o, 68/1, § 4, 68/2, § 4, et 71, § 1^{er} ».

Art. 187²¹². Les articles 156 à 186 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2016, sauf si le Roi, en exécution de l'article 51 de la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, fixe une date d'entrée en vigueur antérieure à cette date.

²⁰⁹ Loi du 4 avril 2014, art. 31. Les mots « l'article 49*bis*, § 1^{er}, du même arrêté royal, inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par la loi du 13 décembre 2006 » ont été remplacés par les mots « l'article 145 ». Les mots « ou 21*noviesdecies* » ont été remplacés par les mots « ou 63 » et les mots « 21*quatervicies* ou 21*quinqviesvicies* » par les mots « , 63, 68/1 ou 68/2 ».

²¹⁰ Loi du 4 avril 2014, art. 32. Les mots « l'article 49*quater* du même arrêté royal, inséré par la loi du 22 février 1998 et modifié par la loi du 13 décembre 2006 » ont été remplacés par les mots « l'article 147 ». Les mots « et 22 » ont été remplacés par les mots « et 69 » et les mots « 21*quatervicies*, 21*quinqviesvicies* et 22 » ont été remplacés par les mots « 68/1, 68/2 et 69 ».

²¹¹ Loi du 4 avril 2014, art. 33. Les mots « l'article 50, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté royal, modifié par les lois des 20 décembre 1974 et 6 avril 1995, » ont été remplacés par les mots « l'article 148, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, », les mots « aux articles 5, 6, 21*quinqvies*, § 1^{er}, b) et 23, § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « aux articles 23, 24, 46, § 1^{er}, 2^o et 71, § 1^{er} » et les mots « aux articles 5, 6, 21*quinqvies*, § 1^{er}, b), à l'article 21*quatervicies*, § 4, à l'article 21*quinqviesvicies*, § 4, et à l'article 23, § 1^{er} » ont été remplacés par les mots « aux articles 23, 24, 46, § 1^{er}, 2^o, 68/1, § 4, 68/2, § 4, et 71, § 1^{er} ».

²¹² Loi du 4 avril 2014, art. 51. Les mots « La présente loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016. Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}. » ont été remplacés par les mots « Les articles 156 à 186 entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2016, sauf si le Roi, en exécution de l'article 51 de la loi du 4 avril 2014 réglementant les professions des soins de santé mentale et modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, fixe une date d'entrée en vigueur antérieure à cette date ».

Vu pour être annexé à notre arrêté du 10 mai 2015 portant coordination de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Ch. MICHEL

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

Bijlage**Coördinatie van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen****Wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen¹,
gecoördineerd op 10 mei 2015****Hoofdstuk 1. Inleidende bepalingen²**

Artikel 1³. De geneeskunst omvat de geneeskunde, de tandheelkunde inbegrepen, uitgeoefend ten aanzien van menselijke wezens, en de artsenijsbereidkunde, onder hun preventief of experimenteel, curatief, continu en palliatief voorkomen.

Art. 2⁴. Voor de toepassing van deze gecoördineerde wet wordt verstaan onder:

1° “Europees onderdaan”:

¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, opschrift. Vervangen bij de wet van 10 augustus 2001, art. 27. Het opschrift “Koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen” werd vervangen door “Wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10/05/2015”.

² Invoeging van een onderverdeling: “Hoofdstuk 1. Inleidende bepalingen” waarin de artikelen 1 en 2 (artikelen 1 en 1bis KB nr. 78 van 10 november 1967) ondergebracht worden.

³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 1. Vervangen bij de wet van 14 juni 2002, art. 9 en gewijzigd bij de wet van 7 mei 2004, art. 34.

⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 1bis. Ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998, art. 204, en gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 63, en bij de wet van 23 mei 2013, art. 4. De woorden “dit besluit” werden tweemaal vervangen door de woorden “deze gecoördineerde wet”. De onderverdeling in streepjes werd vervangen door een onderverdeling in “a), b), en c)”. De woorden “Lid-Staat” en “Lid-Staten”, werden vervangen door respectievelijk “lidstaat” en “lidstaten”. De woorden “4° “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”: de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994; 5° “Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992”: de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens; 6° “Kruispuntbankwet van 15 januari 1990”: de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid; 7° “Vestigingwet van 17 december 1973”: de wet van 17 december 1973 tot wijziging van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie en van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies.” werden toegevoegd.

a) onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie;

b) onderdaan van Noorwegen, IJsland of het Vorstendom Liechtenstein;

c) onderdaan van een Staat waarmee de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten een Associatieovereenkomst gesloten hebben die in werking is getreden en waarin bepaald wordt dat deze onderdaan, voor wat betreft de toegang tot en de uitoefening van een beroepsactiviteit, niet mag gediscrimineerd worden op grond van zijn nationaliteit;

2° “patiënt”: de natuurlijke persoon aan wie gezondheidszorg wordt verstrekt, al dan niet op eigen verzoek;

3° “gezondheidszorg”: diensten verstrekt door een beroepsbeoefenaar in de zin van deze gecoördineerde wet, met het oog op het bevorderen, vaststellen, behouden, herstellen of verbeteren van de gezondheidstoestand van een patiënt, om het uiterlijk van een patiënt om voornamelijk esthetische redenen te veranderen of om de patiënt bij het sterven te begeleiden.

4° “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”: de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

5° “Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992”: de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

6° “Kruispuntbankwet van 15 januari 1990”: de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

7° “Vestigingswet van 17 december 1973”: de wet van 17 december 1973 tot wijziging van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie en van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies.

Hoofdstuk 2⁵. De uitoefening van de geneeskunde en van de artsenijsbereidkunde

Art. 3⁶. § 1. Niemand mag de geneeskunde uitoefenen die niet het wettelijk diploma bezit van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, dat werd behaald in overeenstemming met de

⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk I. Het Romeins cijfer “I” werd vervangen door “2”.

⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 2. Gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, art. 2, en bij de wet van 23 mei 2013, art. 5. De woorden “lid 1 van deze paragraaf” werden vervangen door “het eerste lid”. De woorden “bedoeld bij vorig lid” werden vervangen door

wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden gesteld bij artikel 25, niet vervult.

Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de geneeskunde, het gewoonlijk verrichten door een persoon die het geheel van de voorwaarden, gesteld bij het eerste lid, niet vervult, van elke handeling die tot doel heeft, of wordt voorgesteld tot doel te hebben, bij een menselijk wezen, hetzij het onderzoeken van de gezondheidstoestand, hetzij het opsporen van ziekten en gebrekkigheden, hetzij het stellen van de diagnose, het instellen of uitvoeren van een behandeling van een fysieke of psychische, werkelijke of vermeende pathologische toestand, hetzij de inenting.

De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 140, de handelingen bedoeld in het tweede lid nader bepalen.

Eveneens een onwettige uitoefening van de geneeskunde is het gewoonlijk verrichten door een persoon die niet aan alle in het eerste lid bedoelde voorwaarden beantwoordt, ten aanzien van een mens, van elke medische technische ingreep doorheen de huid of de slijmvliezen en waarbij, zonder enig therapeutisch of reconstructief doel, vooral beoogd wordt het uiterlijk van de patiënt om esthetische redenen te veranderen.

De Koning kan, overeenkomstig artikel 142, de in het vierde lid bedoelde ingrepen nader omschrijven.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, zijn de houders van de beroepstitel van vroedvrouw erkend overeenkomstig artikel 63, ertoe gemachtigd de praktijk van de normale bevallingen te doen, voor zover zij voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 25.

Zonder afbreuk te doen aan de uitoefening van de geneeskunde, wordt als onwettige uitoefening van de geneeskunde beschouwd, het gewoonlijk verrichten door een persoon die het geheel van de voorwaarden gesteld in het eerste lid niet vervult van elke handeling die tot doel heeft, of wordt voorgesteld als tot doel hebbend, het toezicht uit te oefenen op de zwangerschap, op de bevalling of op het postpartum, alsmede elk ingrijpen dat erop betrekking heeft.

“bedoeld in het tweede lid”. Het woord “fysische” werd vervangen door het woord “fysieke”. Het in de tekst voorkomende paragraafteken “§” werd vervangen door het woord “paragraaf”. De woorden “artikel 7” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 25”, de woorden “artikel 46” werden vervangen door de woorden “artikel 140”, de woorden “artikel 21*noviesdecies*” werden vervangen door de woorden “artikel 63”, de woorden “artikel 46*ter*” werden vervangen door de woorden “artikel 142” en de woorden “van deze paragraaf” werden weggelaten.

Art. 4⁷. In afwijking van artikel 3, § 1, mag niemand de tandheelkunde uitoefenen die niet het diploma van licentiaat in de tandheelkunde bezit, dat werd behaald overeenkomstig de wetgeving op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden, gesteld in artikel 25, niet vervult.

Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de tandheelkunde, het gewoonlijk verrichten door een persoon die het geheel van de voorwaarden, gesteld bij het eerste lid niet vervult van alle bewerkingen of handelingen, uitgevoerd in de mond der patiënten, die het behoud, de genezing, het herstellen of vervangen van het gebit daarin begrepen het weefsel van de tandkas, op het oog hebben, meer bepaald die welke behoren tot de operatieve tandheelkunde, de orthodontie, en de mond- en tandprothese.

De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 140, de handelingen bedoeld in het tweede lid nader bepalen.

Art. 5⁸. De terugbetaling door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging van de prestaties bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1^o, e), van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994, wordt voorbehouden aan de houders van de bijzondere beroepstitels of aan de beoefenaars van de tandheelkunde die eveneens houder zijn van het wettelijk diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde of van de academische graad van arts.

Het eerste lid is, voor de duur van hun stage, ook van toepassing op kandidaat-houders van een bijzondere beroepstitel voor beoefenaars van de tandheelkunde, met een ontvankelijk stageplan, en dit tot uiterlijk twee maanden na de einddatum van hun stage.

Art. 6⁹. § 1. Niemand mag de artsenijsbereidkunde uitoefenen die niet het wettelijk diploma van apotheker bezit, dat werd behaald overeenkomstig de wetgeving op het toekennen van de

⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 3. Gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, art. 4. Het woord “Bij” werd vervangen door het woord “In”. De woorden “§ 1 van artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3, § 1”, de woorden “artikel 7” door de woorden “artikel 25”, de woorden “lid 1 van dit artikel” door de woorden “het eerste lid”, de woorden “artikel 46” door de woorden “artikel 140”, en de woorden “bedoeld bij vorig lid” door de woorden “bedoeld in het tweede lid”.

⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 3*bis*. Ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 29, vervangen bij de wet van 24 november 2004, art. 2, en gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, art. 140. De woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. Het woord “gezondheidszorgen” werd vervangen door de woorden “geneeskundige verzorging”. Het woord “geneesheer” werd vervangen door het woord “arts”.

⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, §§ 1 en 2, gewijzigd bij de wet van 17 november 1998, art. 4, bij de wet van 2 augustus 2002, art. 67, bij de wet van 22 december 2003, art. 175, bij de wet van 9 juli 2004, art. 193, bij de wet van 13 februari 2005, art. 12, bij de

academische graden en het programma van de universitaire examens, of die niet wettelijk ervan vrijgesteld is, en die bovendien de voorwaarden, gesteld bij artikel 25, niet vervult.

Wordt beschouwd als onwettige uitoefening van de artsenijbereidkunde het gewoonlijk verrichten, door een persoon die het geheel van de voorwaarden, gesteld bij het eerste lid, niet vervult van alle handelingen die tot doel hebben de bereiding, het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling, zelfs indien ze kosteloos is, van geneesmiddelen.

De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 140, de handelingen bedoeld in het tweede lid nader bepalen.

§ 2. Vallen niet onder de bepalingen van paragraaf 1:

1° de terhandstelling door een arts of door een beoefenaar van de tandheelkunde, onder bij de wet of de reglementen eventueel voorziene voorwaarden, van geneesmiddelen in dringende gevallen of, ten kosteloze titel, van geneesmiddelenmonsters alsook van geneesmiddelen in schrijnende gevallen, overeenkomstig de door de Koning vastgelegde voorwaarden en regels; deze terhandstellingen mogen geen aanleiding geven tot honoraria of winsten ten voordele van de arts;

2° de terhandstelling door een arts van geneesmiddelen bestemd om de venerische ziekten te bestrijden, op voorwaarde dat hij deze heeft laten bereiden door een apotheker van het arrondissement, met wiens etiket hij deze geneesmiddelen aan de cliënt moet afleveren;

wet van 1 mei 2006, art. 2, bij de wet van 13 december 2006, art. 5. De woorden “artikel 7” werden vervangen door de woorden “artikel 25”, en de woorden “artikel 46” door de woorden “artikel 140”. De woorden “lid 1 van deze paragraaf” werden vervangen door “het eerste lid”. De woorden “bedoeld bij vorig lid” werden vervangen door “bedoeld in het tweede lid”. De woorden “§1 van dit artikel” werden vervangen door “paragraaf 1”. De nummering “2°”, “3°”, “4°”, “5°”, “6°”, “7°”, “8°”, en “9°”, werd vervangen door respectievelijk: “1°”, “2°”, “3°”, “4°”, “5°”, “6°”, “7°”, en “8°”. Het woord “geneesheer” werd telkens vervangen door het woord “arts”. Meermaals werd op het einde van de onderdelen van § 2 een komma “,” toegevoegd. Het woord “kostelozen” werd vervangen door “kosteloze” en het woord “kliënt” door “cliënt”. Het woord “betreffende” werd vervangen door “op”. Het woord “veearts” werd vervangen door het woord “dierenarts”. Het woord “psychotropische” werd vervangen door het woord “psychotrope”. Het opschrift “wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica” werd vervangen door “wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen”. De woorden “directeur van een weefselbank erkend overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd door de Koning” werden vervangen door de woorden “beheerder van het menselijk lichaamsmateriaal in een instelling bedoeld in de wet van 19 december 2008 inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek”. Het woord “terhandstellen” werd vervangen door de woorden “ter hand stellen”.

3° de industriële fabricatie en de bereiding, de handel en de distributie in het groot alsmede de invoer van geneesmiddelen in de voorwaarden bepaald bij de wet of de reglementen;

4° het verschaffen door een dierenarts in de voorwaarden voorzien door de geldende reglementering van geneesmiddelen aangekocht bij een apotheker; deze voorwaarden kunnen worden gewijzigd door de Koning;

5° het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling, zelfs kosteloos, door personen door de Koning gemachtigd, met een profylactisch doel tegen besmettelijke ziekten of met het oog op de behandeling van chronische ziekten bepaald door de Koning, van voorwerpen, apparaten, enkelvoudige of samengestelde substanties, met uitzondering van geneesmiddelen zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, alsook van giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen en psychotrope stoffen, zoals bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 ‘betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, psychotrope stoffen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en van de stoffen die kunnen gebruikt worden voor de illegale vervaardiging van verdovende middelen en psychotrope stoffen’.

De Koning stelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de lijst van die voorwerpen, apparaten, enkelvoudige of samengestelde substanties vast en bepaalt de voorwaarden voor het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling ervan.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wijze waarop de in het eerste lid bedoelde personen, die verbonden dienen te zijn aan een gespecialiseerd centrum, zoals door Hem omschreven, overgaan tot het te koop aanbieden, de detailverkoop en de terhandstelling;

6° de terhandstelling door een arts of een ander persoon die een beroep uitoefent dat voor het verrichten van klinisch onderzoek is erkend op grond van de wetenschappelijke kennis en de ervaring in de zorgsector die het vergt, van geneesmiddelen voor onderzoek onder de door de Koning eventueel te bepalen voorwaarden; deze terhandstellingen mogen geen aanleiding geven tot honoraria of winsten;

7° de terhandstelling van geneesmiddelen voor somatische celtherapie, zoals gedefinieerd door de Koning, die enkel kan gebeuren door de beheerder van het menselijk lichaamsmateriaal in een instelling bedoeld in de wet van 19 december 2008 inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek, of zijn afgevaardigde;

8° de terhandstelling van geneesmiddelen die door de Staat bereid of aangekocht werden met het oog op een profylaxecampagne tegen besmettelijke ziekten of van geneesmiddelen die, wegens hun kenmerken, niet geschikt zijn om uitsluitend het normale

farmaceutische distributiecircuit te volgen. De Koning kan, op basis van criteria van een veilig gebruik, de lijst van deze geneesmiddelen bepalen. Hij bepaalt eveneens welke de personen zijn die deze geneesmiddelen kunnen ter hand stellen en kan de voorwaarden en regels vastleggen waaronder zij ter hand kunnen gesteld worden.

Art. 7¹⁰. De farmaceutische handelingen in de uitoefening van de functie van de apotheker inzake de verstrekking van farmaceutische zorg omvatten de verantwoorde aflevering van voorgeschreven geneesmiddelen of van geneesmiddelen die zonder voorschrift kunnen afgeleverd worden, met het oog op, in overleg met andere zorgverstrekkers en de patiënt, het bereiken van algemene gezondheidsdoelstellingen zoals het voorkomen, het identificeren, en het oplossen van problemen verbonden aan het geneesmiddelengebruik. De farmaceutische zorg is erop gericht om op een continue wijze het gebruik van geneesmiddelen te verbeteren en de levenskwaliteit van de patiënt te bewaren of te verbeteren. Het interprofessioneel overleg omvat onder meer het eventuele doorverwijzen naar een arts en het informeren van de behandelende arts.

Te dien einde legt de Koning de principes en de richtsnoeren voor de goede farmaceutische praktijken vast, die de farmaceutische handelingen omvatten die de apotheker stelt binnen de uitoefening van zijn beroep.

De uitoefening van de functie van apotheker binnen voor het publiek opengestelde apotheken, is onderworpen aan een permanente vorming teneinde de kwaliteit van de farmaceutische zorg te verzekeren.

De Koning kan de minimumvoorwaarden vaststellen voor de in het derde lid bedoelde permanente vorming, en nadere regelen vaststellen voor de controle op de naleving van deze bepaling.

Met het oog op het opsporen van geneesmiddelengebonden problemen, kan de Koning bovendien, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, regels stellen aangaande de verzameling en de verwerking van persoonsgegevens betreffende de gezondheid van patiënten. Deze regels voorzien garanties met betrekking tot de toestemming van de patiënt, de informatie aan de patiënt, de beperkte doorgifte en de maximale bewaringstermijn van deze gegevens overeenkomstig de Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992.

¹⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, §2bis, ingevoegd bij de wet van 1 mei 2006, art. 2, gewijzigd bij de wet van 22 december 2008, art. 104, en bij de wet van 10 april 2014, art. 115. Het woord “fleivering” werd vervangen door “aflevering”, het woord “eropgericht” werd vervangen door de woorden “erop gericht”, het woord “welk” werd vervangen door het woord “die”, het woord “omvat” werd vervangen door het woord “omvatten”, en de woorden “wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens” werden vervangen door de woorden “Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992”.

Art. 8¹¹. Iedere apotheek wordt onder de verantwoordelijkheid van één of meerdere apothekers-titularissen geplaatst. Wanneer er meerdere apothekers-titularissen zijn, wordt één van hen aangeduid als verantwoordelijke voor het vervullen van de administratieve formaliteiten vereist in het kader van de registratieprocedure bedoeld in artikel 18, §§ 1 en 3.

Iedere apotheker-titularis is strafrechtelijk, burgerrechtelijk en tuchtrechtelijk verantwoordelijk voor de farmaceutische handelingen, voor het beheer van de apotheek voor zover dit rechtstreeks invloed heeft op de farmaceutische handelingen en voor het toepassen van de wetgeving, waaronder de bepalingen inzake goede farmaceutische praktijken in de apotheek. Wanneer er meerdere apothekers-titularissen zijn, zijn allen solidair verantwoordelijk voor de hierboven bedoelde verantwoordelijkheden alsof zij die handelingen in eigen naam en voor eigen rekening zouden stellen.

Een apotheker of apothekers kunnen slechts apotheker-titularis zijn van één enkele apotheek.

De Koning kan voorwaarden en regels voor de toepassing van de bepalingen van het eerste en tweede lid vastleggen.

Indien de houder van de vergunning bedoeld in de artikelen 9 of 17 niet zelf de verantwoordelijkheid voor de apotheek verzekert of indien de vergunninghouder een rechtspersoon is, worden door de vergunninghouder één of meerdere apothekers-titularissen aangeduid met het oog op het verzekeren van de verantwoordelijkheid voor de apotheek overeenkomstig het eerste lid. Wanneer er meerdere apothekers-titularissen zijn, duidt de vergunninghouder de apotheker-titularis aan die het vervullen van de administratieve formaliteiten vereist in het kader van de registratieprocedure bedoeld in artikel 18, §§ 1 en 3 waarvoor een apotheker-titularis verantwoordelijk is op zich zal nemen, zoals bedoeld in het eerste lid.

In de in het vijfde lid bedoelde gevallen, stelt de vergunninghouder aan één of meerdere apothekers-titularissen de nodige middelen en uitrusting ter beschikking ten behoeve van de uitoefening van het beroep. Hij laat de apotheker(s)-titularis(sen) voldoende

¹¹ **Eerste tot zevende lid:** KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, §2^{ter}, ingevoegd bij de wet van 1 mei 2006, art. 2. De woorden “de §§3^{ter} en 3^{quinqies}” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 18, §§ 1 en 3”, en de woorden “§§ 3 of 3^{bis}” werden vervangen door de woorden “de artikelen 9 of 17”. De woorden “vorige lid” werden vervangen door “vijfde lid”. Het woord “apotheker(s)-titularissen” werd vervangen door “apotheker(s)-titularis(sen)” en het woord “de” werd vervangen door “die”. De woorden “dit artikel” werden vervangen door de woorden “de artikelen 6 tot 21”.

Achtste lid: Wet van 1 mei 2006, art. 6, eerste lid (*partim*). De woorden “Artikel 2, 4°, laatste lid, en 6°, treden in werking op een door de Koning te bepalen datum.” werden vervangen door de woorden “Het voorgaande lid treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.”.

autonomie en legt hen geen handeling noch beperking op die de naleving van de hem of hen opgelegde wettelijke en deontologische vereisten verhindert.

Iedere apotheker-titularis van een niet voor het publiek opengestelde apotheek is onderworpen aan een registratieprocedure, in voorkomend geval bij toepassing van het eerste lid. De Koning kan de regels van deze registratie bepalen en deze onderwerpen aan de betaling van een bijdrage. Deze bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 6 tot 21.

Het voorgaande lid treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 9¹². Voor de opening, de overbrenging of de fusie van voor het publiek opengestelde apotheken is een voorafgaande vergunning vereist, toegestaan aan één natuurlijk of één rechtspersoon die de aanvraag doet.

De vergunning is persoonlijk.

Onverminderd de regels bepaald in toepassing van artikel 15 wordt de vergunning slechts overdraagbaar ten vroegste vijf jaren na de opening van de apotheek.

De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve beroepsorganisaties van apothekers en voor zover dit advies Hem binnen zestig dagen na de aanvraag wordt verstrekt, de criteria die erop zijn gericht een spreiding van de apotheken te organiseren ten einde ter bescherming van de volksgezondheid in alle streken van het land een adequate, doeltreffende en regelmatige geneesmiddelenvoorziening te verzekeren, met inachtneming van de verschillende vormen van terhandstelling.

Over de aanvragen die betrekking hebben op de opening of de overbrenging van twee of meer apotheken in dezelfde omgeving, wordt beslist volgens criteria van voorrang door de Koning bepaald.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, volgens de procedure bepaald in het vierde lid, het maximum aantal voor het publiek opengestelde apotheken voor de periode die Hij bepaalt. Hij bepaalt tevens de periode waarin er aanvragen

¹² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 1°, eerste tot achtste lid, vervangen bij de wet van 13 mei 1999, art. 2. “1°” werd weggelaten. De woorden “het 6° van de onderhavige paragraaf” werden vervangen door de woorden “artikel 15”. De woorden “farmaceutische beroepsorganisaties” werden vervangen door de woorden “beroepsorganisaties van apothekers”. De woorden “in Ministerraad overlegd besluit” werden telkens vervangen door de woorden “besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”. De woorden “Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. De woorden “artikel 4 van dit besluit” werden vervangen door de woorden “de artikelen 6 tot 21”.

of hernieuwde aanvragen tot vergunning voor de opening van een voor het publiek opengestelde apotheek kunnen worden ingediend.

De Koning bepaalt bovendien, volgens de procedure bepaald in het vierde lid, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de procedure in het geval van de definitieve of de tijdelijke sluiting van apotheken, wegens overmacht of op initiatief van de vergunninghouder.

De Koning bepaalt bovendien, volgens de procedure bepaald in het vierde lid, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in het geval van de definitieve of de tijdelijke sluiting van apotheken, wegens overmacht of op initiatief van de vergunninghouder, de voorwaarden voor het behoud, de schorsing of de intrekking van de vergunning door de minister bevoegd voor Volksgezondheid, samen met de retributies of bijdragen die verschuldigd zijn. De bedragen die voortkomen uit deze retributies of bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit de artikelen 6 tot 21.

Art. 10¹³. De minister bevoegd voor Volksgezondheid kan de vergunning, bij gemotiveerde beslissing om redenen van Volksgezondheid, schorsen of intrekken, alsook het gebruik van de lokalen, ruimten, installaties en voorwerpen van de apotheek beperken, opschorten of verbieden.

Onder redenen van Volksgezondheid, moet onder meer worden verstaan :

1° het verkopen van geneesmiddelen en medische hulpmiddelen die niet conform de wettelijke bepalingen werden verkregen;

¹³ **Eerste, tweede en vierde lid :** KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 1°, negende en tiende lid, vervangen bij de wet van 13 mei 1999, art. 2, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001 (enkel de franse tekst), art. 30, bij de wet van 1 mei 2006, art. 2, bij de wet van 27 december 2006, art. 241 en bij de wet van 15 december 2013, art. 55, 1°. De woorden “Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door “minister bevoegd voor Volksgezondheid” en het woord “Minister” werd vervangen door het woord “minister”. De woorden “artikel 38bis en in artikel 43” werden vervangen door de woorden “de artikelen 123 en 131”. De nummering in “a), b), en c)” werd vervangen door “1°, 2°, en 3°”. De woorden “wet van 17 december 1973 tot wijziging van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie en van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies” werden vervangen door de woorden “Vestigingswet van 17 december 1973”. Het woord “onder” werd vervangen door het woord “in” en het woord “tiende” werd vervangen door “vierde”.

Derde lid: Wet van 15 december 2013, art. 57, eerste lid (*partim*). De woorden “De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van elk artikel van dit hoofdstuk” werden vervangen door de woorden “De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van het tweede lid.”.

2° het afleveren van geneesmiddelen en medische hulpmiddelen zonder inachtneming van de wettelijke bepalingen met betrekking tot traceerbaarheid.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van het tweede lid.

Onverminderd de straffen voorzien in de artikelen 123 en 131, kan de minister bevoegd voor Volksgezondheid:

1° als een vergunning van een voor het publiek opengestelde apotheek is geschorst of vernietigd door de Raad van State: de toezichthoudende ambtenaren van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten en een gerechtsdeurwaarder vorderen om over te gaan tot de tijdelijke of de definitieve sluiting van de apotheek;

2° als de minister zelf een vergunning heeft geschorst of ingetrokken: de ambtenaren van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten aanwijzen om, in voorkomend geval, met dwangmiddelen over te gaan tot de tijdelijke of de definitieve sluiting van de apotheek;

3° als de vergunning, na de inwerkingtreding van de Vestigingswet van 17 december 1973, nooit is toegekend of vervallen: in voorkomend geval, de sluiting van de apotheek bevelen, welke eventueel met de dwangmiddelen, vermeld in het vierde lid, 1°, kunnen ten uitvoer gelegd worden.

Art. 11¹⁴. Onverminderd de bepalingen van artikel 5 van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie, beslist de minister bevoegd voor Volksgezondheid, over het toekennen van de vergunning, na gemotiveerd advies van een vestigingscommissie.

De Minister neemt zijn gemotiveerde beslissing binnen drie maanden die volgen op het definitief advies.

De Koning bepaalt de gevallen waarbij de tijdelijke overbrenging of tijdelijke sluiting van een voor het publiek opengestelde apotheek niet aan het advies van een Vestigingscommissie moet onderworpen worden, maar enkel aan het advies van de administrateur-generaal van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten of diens afgevaardigde.

¹⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 2°, vervangen bij de wet van 14 mei 1985, art. 1, en gewijzigd bij de wet van 9 juli 2004, art. 10, bij de wet van 1 mei 2006, art. 2, en bij de wet van 27 december 2006, art. 241. De woorden “Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. Het woord “de” en de nummering “2°” werden weggelaten. De komma na het woord “vestigingscommissie” werd vervangen door een punt.

Art. 12¹⁵. De Koning bepaalt de procedure betreffende het onderzoek van de aanvragen; dit onderzoek kan afhankelijk gesteld worden van het betalen van een bedrag bestemd om bij te dragen tot de kosten voor het onderzoek van de aanvragen en waarvan de Koning het bedrag en de inningsmodaliteiten vaststelt.

De Koning legt tevens de samenstelling van de aanvragen vast alsook de wijze waarop zij moeten worden ingediend. Een aanvraag wordt slechts ontvankelijk verklaard door het secretariaat van de Vestigingscommissies indien deze volledig is en conform de door de Koning vastgelegde bepalingen werd ingediend. Het onderzoek van de ontvankelijkheid heeft voorafgaandelijk plaats aan het onderzoek van de gegrondheid van de aanvraag door het secretariaat van de Vestigingscommissies. De Koning legt deze procedure vast.

Art. 13¹⁶. Er worden twee vestigingscommissies opgericht, de ene Nederlandstalig, de andere Franstalig, die belast zijn met het onderzoek van de aanvragen die respectievelijk betrekking hebben op het Nederlandstalig en het Franstalig gebied; de aanvragen betreffende het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad worden onderzocht door de commissie die bevoegd is op grond van de taal waarin zij worden ingediend.

De vestigingscommissies zijn ieder samengesteld uit drie magistraten, hetzij behorende tot een rechtbank van eerste aanleg of tot een arbeidsrechtbank, hetzij eremagistraten, plaatsvervangende magistraten of gewezen magistraten van deze rechtbanken. Zij kunnen geen kennis nemen van een zaak indien ze betrokken geweest zijn bij de aanvraag tot het verkrijgen van de vergunning bedoeld in artikel 9.

Voor elk effectief lid worden een of meerdere plaatsvervangers aangewezen die dezelfde vereisten vervullen. Al de leden worden voor een termijn van zes jaar door de Koning benoemd.

De Koning regelt de organisatie en de werking van deze commissie alsook de procedure voor het onderzoek van de aanvragen betreffende het Duitstalig gebied. Hij bepaalt eveneens de termijnen, de procedureregels en de wijze waarop de beslissingen worden betekend.

Art. 14¹⁷. De Koning is gemachtigd, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, in het belang van de volksgezondheid en op advies van de meest representatieve

¹⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 3°, vervangen bij de wet van 17 december 1973, art. 1, gewijzigd bij de wet van 1 mei 2006, art. 2, en bij de wet van 1 maart 2007, art. 94.

¹⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 4°, vervangen bij de wet van 17 december 1973, art. 1, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, art. 67, en bij de wet van 9 juli 2004, art. 10. De nummering “4°” werd weggelaten. De woorden “onder 1°” werden vervangen door de woorden “in artikel 9”.

beroepsorganisaties van apothekers, regelen te bepalen op grond waarvan, vooraleer tot de overname of de fusie van apotheken kan worden overgegaan, de minister bevoegd voor Volksgezondheid, na advies van de vestigingscommissie, tot de definitieve stopzetting van de werking van een over te laten apotheek kan beslissen.

Art. 15¹⁸. De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve beroepsorganisaties van apothekers en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de regelen voor het vaststellen en beoordelen van de waarde van overdracht van de lichamelijke en onlichamelijke elementen van de apotheken, alsook de regelen betreffende het toezicht op deze overdracht.

De Koning bepaalt volgens dezelfde modaliteiten de regelen betreffende de fusie van apotheken.

Art. 16¹⁹. De Koning kan een Fonds oprichten waarvan Hij de organisatie en de werking regelt. Dit Fonds, met rechtspersoonlijkheid bekleed, wordt gestijfd door vastgestelde bijdragen ten laste van de vergunninghouders van een voor het publiek opengestelde apotheek. Het is beheerd door personen benoemd door de minister bevoegd voor Volksgezondheid, op voorstel van de meest representatieve beroepsorganisaties van apothekers.

Dit Fonds heeft als opdracht de sluiting van apotheken te vergoeden of steun te verlenen aan sommige ervan, volgens de criteria en modaliteiten door de Koning bepaald.

¹⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 5°, vervangen bij de wet van 17 december 1973, art. 1, en gewijzigd bij de wet van 9 juli 2004, art. 10. De nummering “5°” werd weggelaten. De woorden “in Ministerraad overlegd besluit” werden vervangen door de woorden “besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”. De woorden “farmaceutische beroepsorganisaties” werden vervangen door de woorden “beroepsorganisaties van apothekers”. De woorden “de Minister die de volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

¹⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 6°, vervangen bij de wet van 17 december 1973, art. 1. De nummering “6°” werd weggelaten. De woorden “in Ministerraad overlegd besluit” werden vervangen door de woorden “besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”. De woorden “farmaceutische beroepsorganisaties” werden vervangen door de woorden “beroepsorganisaties van apothekers”.

¹⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3, 7°, vervangen bij de wet van 17 december 1973, art. 1. De nummering “7°” werd weggelaten. De woorden “Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. De woorden “farmaceutische beroepsorganisaties” werden vervangen door de woorden “beroepsorganisaties van apothekers”.

Art. 17²⁰. In afwijking van de artikelen 9 en 10 kan de minister bevoegd voor Volksgezondheid, de overbrenging van een voor het publiek opengestelde apotheek naar de gebouwen van de luchthavens vergunnen, rekening houdend met de behoeften van een adequate, doeltreffende en regelmatige geneesmiddelenvoorziening.

De overtreding van voorgaande bepaling brengt de nietigheid van deze vergunning mee.

De Belgische farmaceutische wetgeving is van toepassing op deze apotheek.

De Koning bepaalt de procedure betreffende deze vergunning, alsmede de voorwaarden en modaliteiten waaraan de openingstoelating moet voldoen.

Art. 18²¹. § 1. De Koning bepaalt volgens de procedure bepaald in artikel 9, vierde lid de verplichte registratieprocedure betreffende de rechtmatig voor het publiek opengestelde

²⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3*bis*, ingevoegd bij de wet van 25 januari 1999, art. 188, en gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, art. 173. De woorden “artikel 4, § 3, 1^o” werden vervangen door de woorden “de artikelen 9 en 10” en het woord “de” werd weggelaten.

²¹ **§ 1**: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3*ter*, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999, art. 3.

§ 2: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3*quater*, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999, art. 3 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 30 (enkel de Nederlandse tekst).

§ 3: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3*quinqies*, eerste en tweede lid, ingevoegd bij de wet van 13 mei 1999, art. 3.

De nummeringen “§ 3*ter*”, “§ 3*quater*”, en “§ 3*quinqies*” werden respectievelijk vervangen door “§ 1”, “§ 2” en “§ 3”. De woorden “artikel 4, § 3, 1^o” werden vervangen door de woorden “de artikelen 9 en 10”. De woorden “paragraaf 3, 1^o” en “§ 3, 1^o” werden vervangen door de woorden “artikel 9”, de woorden “artikel 4” werden vervangen door de woorden “de artikelen 6 tot 21”. De woorden “wet van 17 december 1973 tot wijziging van de wet van 12 april 1958 betreffende de medisch-farmaceutische cumulatie en van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies” werden telkens vervangen door de woorden “Vestigingswet van 17 december 1973”. De woorden “van dit besluit” werden weggelaten. De woorden “Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. Het woord “aanvragen” werd vervangen door “aanvrager”. De woorden “§ 3, 1^o” werden vervangen door de woorden “de artikelen 9 en 10”, de woorden “artikel 4 van dit besluit” werden vervangen door de woorden “de artikelen 6 tot 21”. De woorden “Bij wijze van overgang wordt elke aanvrager bedoeld in § 3*ter*, inbegrepen voor de gevallen bedoeld in het eerste lid, 3^o of 4^o of 5^o, behalve als de oorspronkelijke vergunninghouder nog de houder is van de vergunning die

apotheken samen met de retributies of bijdragen die verschuldigd zijn. De bedragen die voortkomen uit deze retributies of bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit de artikelen 6 tot 21.

Elke eigenaar van een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek vóór de inwerkingtreding van de Vestigingswet van 17 december 1973, en elke houder van een vergunning bedoeld in de artikelen 9 en 10, moet deze registratieprocedure volgen.

De minister bevoegd voor Volksgezondheid, verleent aan voornoemde aanvrager, één natuurlijk of één rechtspersoon, een vergunning, behalve als de oorspronkelijke vergunninghouder nog houder is van de vergunning die werd verleend na de inwerkingtreding van de Vestigingswet van 17 december 1973.

§ 2. Wordt niet beschouwd als een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek, elke apotheek:

1° die gesloten werd gedurende meer dan tien jaar of waarvoor niet, ten laatste binnen de tien jaar die volgen op de sluiting, een vergunning tot overbrenging werd aangevraagd;

2° waarvan de definitieve sluiting, door de eigenaar of de vergunninghouder, werd medegedeeld aan de Minister vóór de inwerkingtreding van deze paragraaf;

3° waarvan de vergunninghouder niet één natuurlijk persoon of niet één rechtspersoon is, zoals bedoeld in artikel 9, eerste en tweede lid;

4° die niet werd overgedragen volgens de geldende reglementering inzake de overdracht van een apotheek;

5° die werd overgebracht naar een ander adres zonder dat de vergunninghouder hiervoor een voorafgaande vergunning heeft verkregen;

6° waarvoor, na de inwerkingtreding van de Vestigingswet van 17 december 1973, de vergunning nooit werd verleend of waarvan de vergunning werd geschorst, vernietigd, ingetrokken of is vervallen.

werd verleend na de inwerkingtreding van de voornoemde wet van 17 december 1973, geacht te beschikken over een tijdelijke vergunning, die persoonlijk is, gedurende een door de Koning te bepalen termijn, bepaald volgens de procedure voorzien in § 3, 1°, vierde lid. Bij wijze van overgang kan elke aanvrager bedoeld in het tweede lid, volgens de procedure, de modaliteiten en de termijnen bij koninklijk besluit bepaald een aanvraag tot regularisatie indienen.” en de woorden “De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze paragraaf” werden weggelaten.

§ 3. Bij de overdracht van een rechtmatig voor het publiek opengestelde apotheek, inbegrepen de vergunning tot het openhouden, dient eveneens een registratieprocedure te worden gevolgd om de aanpassing te bekomen van de persoonlijke vergunning, door de minister bevoegd voor Volksgezondheid, toegestaan aan één natuurlijk persoon of aan één rechtspersoon.

De Koning bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende deze registratie, evenals de retributie of bijdrage die verschuldigd is. De bedragen die voortkomen uit deze retributies of bijdragen zijn bestemd voor de financiering van de opdrachten die voor de betrokken administratieve diensten voortvloeien uit de artikelen 6 tot 21.

Art. 19²². De retributies of bijdragen bedoeld in artikel 18, § 3, worden jaarlijks aangepast aan de evolutie van het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk, in functie van het indexcijfer van de maand september.

Het aanvangscijfer is dat van de maand september voorafgaand aan de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag van de retributie of bijdrage.

Voor de retributies of bijdragen vastgesteld voor de datum van inwerkingtreding van de programmawet van 22 december 2008, is het aanvangsindexcijfer dat van de maand september voorafgaand aan de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van hun laatste vaststelling vóór deze datum.

De geïndexeerde bedragen worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en zijn van toepassing op de heffingen en retributies opeisbaar vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op dat gedurende hetwelk de aanpassing is uitgevoerd.

Art. 20²³. De arts of tandheekkundige die gemachtigd is een depot te houden, schaft de geneesmiddelen en de implanteerbare medische hulpmiddelen, aan in hetzij een voor het

²² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 3 *quinquies*, vierde tot zevende lid, ingevoegd bij de wet van 22 december 2008, art. 172. De woorden “deze paragraaf” werden vervangen door de woorden “artikel 18, § 3”.

²³ **Eerste tot zesde lid:** KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 4. Vervangen bij de wet van 15 december 2013, art. 55, 2°. Het woord “geneesheer” werd telkens vervangen door het woord “arts”, en het woord “§ 2^{ter}” werd vervangen door de woorden “artikel 8”. Een komma werd weggelaten, het woord “worden” werd vervangen door het woord “wordt”, en het woord “apothekers-titularis” werd vervangen door het woord “apotheker-titularis”.

Zevende lid: Wet van 15 december 2013, art. 57, eerste lid (*partim*). De woorden “De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van elk artikel van dit hoofdstuk.” werden vervangen door de woorden “De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit artikel.”. De woorden “Op die datum wordt artikel 4, § 4, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10

publiek opengestelde apotheek, hetzij een ziekenhuisapotheek. Hij mag deze geneesmiddelen en implanteerbare medische hulpmiddelen slechts afleveren in het kader van een medische akte.

Met het oog op de toepassing van artikel 8 sluit de in het eerste lid bedoelde arts een overeenkomst met een titularis van een voor het publiek opengestelde apotheek of van een ziekenhuisapotheek.

Het depot wordt voor de toepassing van deze wet gelijkgesteld met een niet voor het publiek opengestelde apotheek. Indien de in het tweede lid bedoelde overeenkomst wordt gesloten met een titularis van een ziekenhuisapotheek, wordt het depot voor de toepassing van deze wet verder gelijkgesteld met een ziekenhuisapotheek.

Indien de in het derde lid bedoelde titularis niet zelf de verantwoordelijkheid voor de apotheek verzekert, wordt door deze titularis een apotheker-titularis aangewezen met het oog op het verzekeren van de verantwoordelijkheid voor de apotheek.

De titularis die de verantwoordelijkheid voor de apotheek verzekert, staat in voor de in het kader van de in artikel 8, zesde lid, bedoelde registratieprocedure vereiste administratieve formaliteiten.

De Koning kan de nadere regels en voorwaarden bepalen voor de bevoorrading en het beheer van en het toezicht op deze depots die van het geneeskundig kabinet of andere plaatsen de arts patiënten ontvangt, onderzoekt, adviezen geeft of zorgen toedient, gescheiden zijn.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit artikel. Op die datum wordt artikel 4, § 4, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, opgeheven.

Art. 21²⁴. De Koning kan, na het advies te hebben ingewonnen van de meest representatieve beroepsverenigingen van apothekers, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en in het belang van de volksgezondheid, ervoor zorgen dat de producten, andere dan geneesmiddelen, die in de apotheek worden verkocht en die het vertrouwen genieten van het cliënteel, aan bepaalde kwaliteitseisen zouden beantwoorden.

Art. 22²⁵. De gelijktijdige uitoefening van de geneeskunde en van de artsenijsbereidkunde is verboden zelfs aan de houders van de diploma's die het recht verlenen elk dezer beroepen uit te oefenen.

november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, opgeheven.” werden toegevoegd.

²⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4, § 5, ingevoegd bij de wet van 1 mei 2006, art. 2.

Art. 23²⁶. § 1. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, de voorwaarden vaststellen waaronder de artsen, op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, personen die een paramedisch beroep uitoefenen kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen die de diagnose voorafgaan of de toepassing van de behandeling aangaan of de uitvoering van maatregelen van preventieve geneeskunde betreffen.

De Koning kan eveneens, overeenkomstig de procedure bepaald in artikel 141, de voorwaarden vaststellen waaronder de in het voorgaande lid bepaalde handelingen kunnen worden opgedragen aan personen die bevoegd zijn om de verpleegkunde uit te oefenen.

De lijst van de in de voorgaande leden bedoelde handelingen, de uitvoeringsmodaliteiten alsook de vereiste bekwaamingsvoorwaarden worden door de Koning vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van artikel 141.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad na advies van de Koninklijke Academiën voor Geneeskunde en na advies, elk wat hen betreft, van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de Federale Raad voor Verpleegkunde, de Federale Raad voor de Kinesithérapie en de Nationale Raad voor de Paramedische Beroepen, de lijst van activiteiten vaststellen die tot het dagelijkse leven behoren en die niet tot de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de kinesithérapie of een paramedisch beroep behoren. Hij kan daarenboven de voorwaarden vaststellen waaraan deze activiteiten moeten beantwoorden om als dusdanig te worden beschouwd.

§ 2. De houders van het wettelijk diploma van apotheker of van licentiaat in de scheikundige wetenschappen zijn ertoe gemachtigd de analyses van klinische biologie te verrichten, welke de Koning bepaalt overeenkomstig de bepalingen van artikel 140 en waarvan Hij, in dezelfde voorwaarden, de uitvoeringsmodaliteiten vaststelt.

Tenzij uitzonderingen vastgesteld door de Koning, overeenkomstig de bepalingen van artikel 140, is het de apothekers niet toegelaten titularis te zijn van een voor het publiek opengestelde officina en tevens klinische analyses te verrichten.

²⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 4*bis*. Ingevoegd bij de wet van 13 december 1976, art. 4.

²⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 5. Gewijzigd bij de wet van 20 december 1974, art. 2, de wet van 19 december 1990, art. 1, de wet van 17 maart 1997, art. 2, de wet van 9 juli 2004, art. 189, de wet van 13 december 2006, art. 6, en de wet van 19 december 2008, art. 73. De woorden “artikel 46” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 140” en de woorden “artikel 46*bis*, § 2” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 141, tweede lid”, het woord “geneesheren” werd vervangen door het woord “artsen” en het woord “et” werd vervangen door “en”. Het woord “Nationale” werd vervangen door “Federale”.

De Koning kan, overeenkomstig artikel 141, tweede lid, de voorwaarden bepalen waaronder de apothekers en de licentiaten in de scheikunde wetenschappen, die gemachtigd zijn om de analyses van klinische biologie te verrichten, op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, personen die een paramedisch beroep uitoefenen kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen die betrekking hebben op de klinische biologie.

De lijst van die handelingen, de wijze waarop ze worden uitgevoerd, alsook de kwalificatievoorwaarden vereist van die beoefenaars van een paramedisch beroep, worden vastgesteld door de Koning, eveneens overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, tweede lid.

Art. 24²⁷. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, tweede lid, de voorwaarden bepalen waaronder de apothekers op eigen verantwoordelijkheid en onder eigen toezicht, helpers kunnen belasten met het verrichten van bepaalde handelingen die betrekking hebben op de artsenijsbereidkunde.

De lijst van die handelingen, de uitvoeringsmodaliteiten ervan, alsook de vereiste kwalificatievoorwaarden van de helpers worden door de Koning vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, tweede lid.

Art. 25²⁸. § 1. De beoefenaars van een gezondheidszorgberoep mogen hun beroep enkel uitoefenen:

1° indien zij hun diploma hebben laten viseren door het Directoraat-generaal Gezondheidsberoepen, Medische Bewaking en Welzijn op het Werk van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu,

²⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 6. Gewijzigd bij de wet van 19 december 1990, art. 2. De woorden “artikel 46bis, § 2” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 141, tweede lid”.

²⁸ **§ 1**: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 7, vervangen bij de wet van 24 november 2004, art. 3.

§ 2: Wet van 24 november 2004, art. 6 (*partim*). De woorden “De Koning bepaalt de datum waarop de artikelen 2 en 3 van deze wet in werking treden. Wat het artikel 3 betreft, bepaalt Hij die datum voor ieder gezondheidszorgberoep.” werden vervangen door de woorden “De Koning bepaalt de datum waarop paragraaf 1 in werking treedt voor ieder gezondheidszorgberoep.”.

§ 3: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 7, gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, art. 7. De oorspronkelijke indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “De in de artikelen 2, § 1, 3, 4, 21bis en 21noviesdecies bedoelde beoefenaars mogen” werden vervangen door de woorden “Voor de in artikel 63 bedoelde beroepsbeoefenaars is paragraaf 1 van toepassing vanaf 1 juli 2015. Tot 30 juni 2015 mogen deze beroepsbeoefenaars”. De woorden “artikel 36” werden vervangen door de woorden “artikel 118”.

2° en, in voorkomend geval, indien zij hun inschrijving op de lijst van de voor hun beroep bevoegde Orde hebben verkregen.

§ 2. De Koning bepaalt de datum waarop paragraaf 1 in werking treedt voor ieder gezondheidszorgberoep.

§ 3. Voor de in artikel 63 bedoelde beroepsbeoefenaars is paragraaf 1 van toepassing vanaf 1 juli 2015. Tot 30 juni 2015 mogen deze beroepsbeoefenaars alleen hun kunst uitoefenen indien zij vooraf hun titel hebben laten viseren door de bij artikel 118 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen, en zo daartoe aanleiding bestaat, hun inschrijving op de lijst van de voor hun beroep bevoegde Orde bekomen hebben.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten van deze bijdrage.

Op verzoek van de betrokkene, kan de Commissie het document viseren waarmee de onderwijsinstelling of de centrale examencommissie getuigt dat de verkrijger voor het eindexamen geslaagd is dat recht geeft op het vereiste diploma.

Art. 26²⁹. Voor de toepassing van de artikelen 27, 28 en 29 wordt verstaan onder :

1° het holst van de nacht : de periode van drieëntwintig uur tot acht uur;

2° gewone praktijkuren : de periode, van maandag tot vrijdag, van acht uur tot achttien uur, behalve op wettelijke feestdagen;

3° periode van permanentie : de periode buiten de gewone praktijkuren;

4° zorgcontinuïteit : de opvolging van de behandelingen van de patiënten door de behandelende gezondheidszorgbeoefenaar of door een andere gezondheidszorgbeoefenaar wanneer de behandelende gezondheidszorgbeoefenaar zijn praktijk onderbreekt;

5° medische permanentie : de regelmatige en normale zorgverstrekking aan de bevolking tijdens de periode van permanentie;

6° dagelijkse sluiting : sluiting van de praktijk van een gezondheidswerker buiten het normale praktijkrooster.

²⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 8. Vervangen bij de wet van 10 april 2014, art. 141. De woorden “artikelen 8*bis*, 9 en 9*bis*” werden vervangen door de woorden “artikelen 27, 28 en 29”.

Art. 27³⁰. § 1. De in de artikelen 3, § 1, 4, 43, 45 en 63 bedoelde beoefenaars mogen een aan de gang zijnde behandeling van een patiënt niet bewust en zonder wettige reden van hun kant onderbreken zonder vooraf alle voorzieningen te hebben getroffen om de zorgcontinuïteit te garanderen.

De bevoegde geneeskundige commissie waakt erover dat de in de artikelen 3, § 1, 4, 43, 45 en 63 bedoelde beoefenaars het eerste lid naleven.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de lijst met de in dit artikel bedoelde beroepen uitbreiden of vervolledigen.

§ 2. De zorgcontinuïteit wordt verzekerd door een andere beoefenaar die over dezelfde bijzondere beroepstitel beschikt.

Voor wat betreft de in artikel 3, § 1, bedoelde beoefenaars, kan, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, de zorgcontinuïteit tijdens het holst van de nacht behalve wat de palliatieve verzorging en de behandeling van de pijn betreft, aan de houder van een andere bijzondere beroepstitel voorbehouden aan de houders van een diploma van dokter in de geneeskunde worden toevertrouwd.

§ 3. De apotheker mag zijn apotheek niet bewust en zonder wettige reden van zijn kant tijdelijk of definitief sluiten zonder vooraf alle voorzieningen te hebben getroffen om de continuïteit van de uitreiking van de in een aan de gang zijnde voorschrift voorgeschreven geneesmiddelen te verzekeren.

De bevoegde geneeskundige commissie waakt erover dat het eerste lid wordt nageleefd.

§ 4. In geval van onderbreking van de aan de gang zijnde behandeling van een patiënt wegens de dagelijkse sluiting mag de zorgcontinuïteit in het kader van de medische permanentie worden verzekerd, in zoverre de gezondheidszorgbeoefenaar deelneemt aan de medische permanentie volgens de overeenkomstig artikel 28 vastgelegde nadere regels.

Art. 28³¹. § 1. De Koning bepaalt de nadere regels voor het verzekeren van de medische permanentie.

³⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 8*bis*. Ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, art. 142. De woorden “artikelen 2, § 1, 3, 21*bis*, 21*quater* en 21*noviesdecies*” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, 4, 43, 45 en 63”, de woorden “artikel 2, § 1” werden vervangen door de woorden “artikel 3, § 1”, en de woorden “artikel 9” werden vervangen door de woorden “artikel 28”.

³¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 9. Vervangen bij de wet van 10 april 2014, art. 143. De woorden “artikelen 2, § 1, 3, 4, 21*bis*, 21*quater* en 21*noviesdecies*” werden telkens vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, 4, 6 tot 21, 43, 45 en 63”. De woorden “voor de

De Koning kan de door Hem vastgelegde opdrachten met betrekking tot de lokale organisatie van de medische permanentie, de vertegenwoordiging van de betrokken beroepsbeoefenaars en de samenwerking met andere gezondheidszorgbeoefenaars, toevertrouwen aan de representatieve beroepsverenigingen van de in de artikelen 3, § 1, 4, 6 tot 21, 43, 45 en 63 bedoelde beoefenaars, aan hiertoe samengestelde groeperingen of aan werkgevers van de in de artikelen 3, § 1, 4, 6 tot 21, 43, 45 en 63 bedoelde beoefenaars, mits zij daartoe erkend zijn.

De voorwaarden en de procedure om de erkenning te krijgen worden vastgelegd door de minister bevoegd voor Volksgezondheid.

Geen enkele van de in de artikelen 3, § 1, 4, 6 tot 21, 43, 45 en 63 bedoelde en aan de vereiste voorwaarden beantwoordende beoefenaars mag van deze medische permanentie worden uitgesloten, mits de betrokkene het huishoudelijk reglement aanvaardt en de deontologische regels naleeft.

Wanneer er voor de voor het publiek opengestelde apotheken een permanentie werd ingericht, nemen alle voor het publiek opengestelde apotheken die op de wachtrol voorkomen er volgens de door de Koning vastgelegde regels aan deel.

De in het tweede lid bedoelde verenigingen, groeperingen of werkgevers delen de bevoegde geneeskundige commissie de door eerstgenoemden opgestelde wachtrol en alle eventueel voorkomende wijzigingen daarvan en een huishoudelijk reglement mee.

De Koning legt de nadere regels voor de registratie van de oproepen tijdens de periode van permanentie vast.

§ 2. De geneeskundige commissie bepaalt de behoeften inzake de lokale organisatie van de medische permanentie. Zij controleert de werking van de lokale medische permanentie georganiseerd door de in paragraaf 1 bedoelde beroepsverenigingen, groeperingen of werkgevers, en is bevoegd om de in paragraaf 1 bedoelde huishoudelijke reglementen goed te keuren en geschillen inzake de lokale organisatie van de medische permanentie te beslechten.

Wanneer met betrekking tot de medische permanentie regels zijn vastgesteld in de code van plichtenleer die bindende kracht heeft voor de bedoelde gezondheidszorgbeoefenaars, verwijst de commissie daarnaar bij de uitvoering van de in het eerste lid bedoelde opdrachten.

Volksgezondheid bevoegde minister” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. Het in de tekst voorkomende paragraafteken “§” werd telkens vervangen door het woord “paragraaf”.

Bij tekortkoming of ontoereikendheid, doet de geneeskundige commissie, op eigen initiatief of op verzoek van de gouverneur van de provincie, een beroep op de medewerking van de in paragraaf 1 bedoelde beroepsverenigingen, groeperingen of werkgevers, of beoefenaars met het oog op het inrichten of het aanvullen van de lokale organisatie van de medische permanentie.

§ 3. Indien, na het verstrijken van de termijn, vastgesteld bij de in paragraaf 2, derde lid, bedoelde aanvraag, de lokale organisatie van de medische permanentie niet op voldoende wijze werkt, neemt de gezondheidsinspecteur of, in voorkomend geval, de inspecteur van de apotheken zelf, alle maatregelen met het oog op het inrichten of het aanvullen van de lokale organisatie van de medische permanentie in functie van de behoeften die eventueel zullen zijn bepaald door de geneeskundige commissie, welke bij deze gelegenheid wordt voorgezeten door de gouverneur van de provincie. In dat kader kan de gezondheidsinspecteur of, in voorkomend geval, de toezichthoudende ambtenaar van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, de deelname vorderen van de in paragraaf 1 bedoelde verenigingen, groeperingen of werkgevers of van de betrokken beoefenaars, die hij aanwijst, met het oog op het organiseren of aanvullen van de lokale organisatie van de medische permanentie.

Art. 29³². § 1. Binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een eenvormig oproepsysteem opgericht waardoor de bevolking de in artikel 28 bedoelde medische permanentie kan bereiken. De Koning legt de werking van dat eenvormig oproepsysteem vast, alsook de minimumkwaliteitsnormen, de oproepregels en het nummer voor de telefonische oproepen.

Een in artikel 28, § 1, tweede lid bedoelde beroepsvereniging, groepering of werkgever kan zich bij het eenvormig oproepsysteem voor de medische permanentie aansluiten.

§ 2. De in artikel 28, § 1, tweede lid bedoelde beroepsverenigingen, groeperingen of werkgevers die zich bij het eenvormig oproepsysteem voor de medische permanentie aansluiten delegeren aan dat eenvormige oproepsysteem de keuze van het antwoord dat de aangestelden van dat eenvormige oproepsysteem aan de vragen van de patiënten geven die op dat eenvormige oproepsysteem een beroep doen.

De aangestelden van het eenvormige oproepsysteem beoordelen de vragen van de patiënten die op dat eenvormige oproepsysteem een beroep doen en geven er de medische

³² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 9*bis*. Ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, art. 144. De woorden “artikel 9” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 28”. De woorden “wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens” werden vervangen door de woorden “Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992” en de woorden “voor de Volksgezondheid bevoegd minister” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

antwoorden op die het meest geschikt zijn en die met de door de minister bevoegd voor Volksgezondheid gevalideerde protocollen voor de medische wachtdienst overeenstemmen.

De Koning kan een orgaan creëren of kan een bestaand orgaan aanstellen om de in het tweede lid bedoelde protocollen voor te stellen.

§ 3. De Koning legt mits naleving van de Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992 en na advies van de Commissie voor bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels voor de registratie van de oproepen vast.

Deze nadere regels hebben in het bijzonder betrekking op de aard van de te registreren oproepgegevens en op hun structurering, en laten de werking van het oproepsysteem toe te beoordelen, zowel wat betreft het naleven van minimale kwaliteitsnormen als voor het organiseren van een interne kwaliteitsopvolging.

§ 4. De Koning legt, per beroep, de datum van de inwerkingtreding van dit artikel vast.

Art. 30³³. Het is verboden de regelmatige en normale uitoefening van de geneeskunde of de artsensijbereidkunde door een persoon die aan de vereiste voorwaarden voldoet, door feitelijkheden of geweld te verhinderen of te belemmeren.

Art. 31³⁴. Aan de beoefenaars bedoeld in de artikelen 3, 4 en 6 mogen geen reglementaire beperkingen worden opgelegd bij de keuze van de middelen die aangewend moeten worden, hetzij voor het stellen van de diagnose, hetzij voor het instellen en uitvoeren van de behandeling, hetzij voor het uitvoeren van magistrale bereidingen.

Voor acute behandelingen met antibiotica en antimycotica, of wanneer de prijs van de voorgeschreven farmaceutische specialiteit hoger is dan de som van het persoonlijk aandeel en de verzekeringstegemoetkoming wanneer die overeenkomstig artikel 37, § 3/2, tweede lid, van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994 uit vaste bedragen bestaan, mag de apotheker de voorgeschreven farmaceutische specialiteit die wordt afgeleverd in een voor het publiek opengestelde apotheek substitueren door een ander geneesmiddel met eenzelfde werkzaam

³³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 10.

³⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 11. Gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, art. 34, bij de wet van 20 december 1995, art. 90, en bij de wet van 17 februari 2012, art. 10. De woorden “bij de artikelen 2, 3 en 4” werden vervangen door de woorden “in de artikelen 3, 4 en 6”, de woorden “artikel 35^{ter}” door de woorden “artikel 85”. De woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. Het woord “geneesherenziekenfondsen” werd vervangen door het woord “geneesheren-ziekenfondsen”. De woorden “wet op de ziekenhuizen gecoördineerd op 7 juli 1987” werden vervangen door de woorden “gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen”.

bestanddeel of combinatie van actieve bestanddelen, eenzelfde sterkte, eenzelfde toedieningsweg en eenzelfde toedieningsfrequentie, op voorwaarde dat de prijs lager is en de voorschrijver hier geen therapeutisch bezwaar heeft tegen aangetekend. De redenen voor het therapeutisch bezwaar moeten worden vermeld in het patiëntendossier.

Indien het voorschrift specificaties bevat met betrekking tot de toedieningsvorm dan is de substitutie bedoeld in het voorgaande lid, beperkt tot geneesmiddelen die aan deze specificaties voldoen.

Indien het voorschrift een allergie aan een hulpstof, zijnde elk ander bestanddeel van een geneesmiddel dan het werkzame bestanddeel en het verpakkingsmateriaal, met erkende werking overeenkomstig de gedetailleerde richtsnoeren zoals bekendgemaakt door de Europese Commissie, vermeldt, mag de apotheker niet overgaan tot substitutie.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van de Commissie voor geneesmiddelen voor menselijk gebruik, en de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, de substitutie geheel of gedeeltelijk van toepassing verklaren op andere therapeutische klassen van geneesmiddelen en hier eventueel nadere regels aan verbinden. De Koning stelt de procedureregels vast.

De misbruiken van de vrijheid waarvan zij overeenkomstig het eerste lid opzicht genieten, worden beteugeld door de raden van de Orde waarvan zij afhangen.

In afwijking van het eerste lid kan het voorschrijven van bepaalde geneesmiddelen worden voorbehouden aan bepaalde groepen beoefenaars, houders van een bijzondere beroepstitel als bedoeld in artikel 85, die al dan niet werkzaam zijn in bepaalde medische diensten, erkend krachtens de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen. De Koning bepaalt de gevallen en de voorwaarden waaronder dit lid wordt toegepast.

Art. 32³⁵. Worden beschouwd als niet geschreven zijnde in de overeenkomsten gesloten door de beoefenaars bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, en 63, de bepalingen die hun keuzevrijheid bedoeld in artikel 31 schenden.

Art. 33³⁶. § 1. Elke beoefenaar bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, en 63 is gehouden, op verzoek of met akkoord van de patiënt, aan een ander behandelend beoefenaar door de patiënt

³⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 12. Gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, art. 10. De woorden “bedoeld bij de artikelen 2, § 1, 3, 4, en 21*noviesdecies*” werden vervangen door de woorden “bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, en 63” en de woorden “bedoeld bij artikel 11” werden vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 31”.

³⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 13. Gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, art. 7, bij de wet van 13 december 2006, art. 11, en bij de wet van 19 december 2008, art. 65. Het woord “Elk” werd vervangen door “Elke”. De woorden “bedoeld bij de artikelen 2, § 1, 3, 4, of

aangeduid om hetzij de diagnose, hetzij de behandeling voort te zetten of te vervolledigen, alle nuttige of noodzakelijke hem betreffende inlichtingen van geneeskundige of farmaceutische aard mede te delen.

De raden van de Orde waaronder de in de artikelen 3, § 1, en 6 bedoelde beoefenaars vallen, zien toe op de naleving van de bepaling van het eerste lid en de bevoegde geneeskundige commissie ziet erop toe dat de in artikelen 4 en 63 bedoelde beoefenaars de bepaling van het eerste lid naleven.

§ 2. Elke in artikel 43 bedoelde beoefenaar is ertoe gehouden, op verzoek of met instemming van de patiënt, aan een andere behandelende beoefenaar, aangewezen door deze laatste om een in artikel 43, § 4, bedoelde handeling te volgen of aan te vullen, alle nuttige en nodige inlichtingen van geneeskundige aard mede te delen die hem betreffen.

De bevoegde geneeskundige commissie ziet erop toe dat de in artikel 43 bedoelde beoefenaars de bepaling van de eerste paragraaf naleven.

Art. 34³⁷. § 1. In het kader van de organisatie of de erkenning door de overheid van een activiteit die betrekking heeft op de geneeskunst onder haar preventief voorkomen, kan de Koning de verplichting voorzien voor de beoefenaar van de geneeskunst, verantwoordelijk voor deze activiteit, aan de behandelende beoefenaar die de consultant daartoe uitdrukkelijk aanwijst, de uitslagen over te maken van de onderzoeken waaraan deze laatste werd onderworpen.

De Koning kan bovendien de verplichting voorzien voor de beoefenaar van de geneeskunst, verantwoordelijk voor een in het eerste lid bedoelde activiteit, mits het akkoord van de belanghebbende persoon, het geneeskundig dossier van deze laatste mede te delen aan de beoefenaar die verantwoordelijk is voor een andere activiteit die betrekking heeft op de geneeskunst onder haar preventief voorkomen, behalve wanneer deze laatste activiteit het geneeskundig toezicht op de arbeiders betreft.

21*noviesdecies*” werden vervangen door de woorden “bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, en 63”, de woorden “artikelen 2, § 1, en 4” door de woorden “artikelen 3, § 1, en 6”, de woorden “artikelen 3 en 21*noviesdecies*” door de woorden “artikelen 4 en 63” en de woorden “artikel 21*bis*” telkens door de woorden “artikel 43”. Het woord “de” werd ingevoegd.

³⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 14. Gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 66. Het woord “raam” werd vervangen door “kader”. Het woord “bij” werd driemaal vervangen door het woord “in”. De woorden “vorig lid” werden vervangen door “eerste lid”. De woorden “van dit artikel” werden weggelaten. De woorden “lid 3 van § 1 van dit artikel” werden vervangen door “paragraaf 1, derde lid”, “§ 1” werd vervangen door de woorden “paragraaf 1” en de woorden “artikelen 3 en 21*noviesdecies*” werden vervangen door de woorden “artikelen 4 en 63”.

In geval van niet naleving van de verplichtingen opgelegd in uitvoering van de twee vorige leden, kunnen de erkenning van de daar bedoelde activiteit en de financiële voordelen, die daaraan desgevallend verbonden zijn, geweigerd of ingetrokken worden.

De Koning bepaalt, op advies van de nationale raad van de betrokken Orde, de modaliteiten volgens dewelke de overdracht van de uitslagen, van de onderzoeken bedoeld in het eerste lid of de mededeling van het geneeskundig dossier, bedoeld in het tweede lid, dient te geschieden.

§ 2. Onverminderd paragraaf 1, derde lid, zien de raden van de Orde, waaronder de beoefenaars ressorteren, toe dat de krachtens paragraaf 1, vastgestelde bepalingen worden nageleefd en de bevoegde geneeskundige commissie ziet erop toe dat de in artikelen 4 en 63 bedoelde beoefenaars de krachtens paragraaf 1 getroffen bepalingen naleven.

Art. 35³⁸. Onverminderd de bepalingen van artikel 38, § 2, hebben de beoefenaars bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, en 63, mits eerbiediging van de regelen van de plichtenleer, recht op honoraria of forfaitaire bezoldigingen voor de door hen geleverde prestaties.

Onverminderd de toepassing van bedragen welke eventueel zijn vastgesteld door of krachtens de wet of voorzien bij statuten of overeenkomsten waartoe de beoefenaars zijn togetreden, bepalen deze vrij het bedrag van hun honoraria, onder voorbehoud van de bevoegdheid, in geval van betwisting, van de Orde waaronder zij ressorteren of van de rechtbanken.

Indien algemene criteria terzake zijn vastgesteld door de bevoegde nationale paritaire commissie, voorzien bij het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967, tot instelling van een nationale paritaire commissie geneesheren-ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de Nationale Paritaire Commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke paritaire commissies, en algemeen bindend verklaard door de Koning, op grond van artikel 8 van dat besluit, moeten hogergenoemde statuten en overeenkomsten daarmee conform zijn.

Art. 36³⁹. Is verboden iedere vooraf gesloten overeenkomst die het honorarium koppelt aan de doelmatigheid van een behandeling.

³⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 15. Gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, art. 12. De woorden “artikel 18” werden vervangen door de woorden “artikel 38” en de woorden “bedoeld bij de artikelen 2, § 1, 3, 4, en 21*noviesdecies*” door de woorden “bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, en 63”. Sommige beginletters in het opschrift van het koninklijk besluit nr. 47 werden, om in overeenstemming te zijn met het oorspronkelijk bekendgemaakte opschrift, vervangen door hoofdletters.

³⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 16. Gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van de Raad van State van 27 oktober 1972, nr. 15.533.

Art. 37⁴⁰. Onverminderd de bepalingen van artikel 38, § 2, wanneer een beoefenaar bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, of 63 voor de uitoefening van zijn beroep personeel, lokalen en materieel gebruikt, dat niet voor het geheel voorwerp waren of zijn van een betaling ten welke andere titel ook en die ter beschikking zijn gesteld van de beoefenaar door een derde persoon, worden de voorwaarden voor dit gebruik bepaald in een statuut of een uitdrukkelijke overeenkomst tussen deze beoefenaar en de derde.

Indien algemene criteria terzake zijn vastgesteld door de bevoegde nationale paritaire commissie, voorzien bij het koninklijk besluit nr. 47 van 24 oktober 1967 tot instelling van een nationale paritaire commissie geneesheren-ziekenhuizen en tot vaststelling van het statuut van de Nationale Paritaire Commissies voor andere beoefenaars van de geneeskunst of voor andere categorieën van inrichtingen, alsmede van de gewestelijke paritaire commissies, en algemeen bindend verklaard door de Koning, op grond van artikel 8 van dat besluit, moet het statuut of de overeenkomst bedoeld in het vorig lid daarmee conform zijn.

Art. 38⁴¹. § 1. Is verboden onder beoefenaars van een zelfde tak van de geneeskunst, elke verdeling van honoraria onder gelijk welke vorm, behalve zo deze verdeling geschiedt in het kader van de organisatie van de groepsgeneeskunde of in geval er meerdere apothekers-titularissen verantwoordelijk zijn voor een apotheek of in het kader van een apotheek uitgebaat door een rechtspersoon.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 35 en 37, is verboden elke overeenkomst van welke aard ook, gesloten hetzij tussen de beoefenaars, bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, 43 en 63 hetzij tussen deze beoefenaars en derden, inzonderheid producenten van farmaceutische producten of leveranciers van geneeskundige of protheseapparaten, wanneer deze overeenkomst betrekking heeft op hun beroep en ertoe strekt aan de een of de ander rechtstreeks of onrechtstreeks winst of voordeel te verschaffen.

⁴⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 17. Gewijzigd bij de wet van 13 december 2006, art. 13. De woorden “artikel 18” werden vervangen door de woorden “artikel 38”, de woorden “bedoeld bij de artikelen 2, § 1, 3, 4, of 21*noviesdecies*” door de woorden “bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, of 63”, en de woorden “bedoeld bij” werden vervangen door de woorden “bedoeld in het”. Sommige beginletters in het opschrift van het koninklijk besluit nr. 47 werden, om in overeenstemming te zijn met het oorspronkelijke opschrift, vervangen door hoofdletters.

⁴¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 18. Gedeeltelijk vernietigd bij het arrest van de Raad van State van 27 oktober 1972, nr. 15.533, gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, art. 8, bij de wet van 16 december 2004, art. 3, bij de wet van 1 mei 2006, art. 3, en bij de wet van 13 december 2006, art. 14. Het woord “raam” werd vervangen door “kader”, de woorden “artikelen 15 en 17” werden vervangen door de woorden “de artikelen 35 en 37”, de woorden “artikelen 2, § 1, 3, 4, 21*bis* en 21*noviesdecies*” werden vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, 4, 6, 43 en 63”, en het woord “produkten” werd vervangen door het woord “producten”.

In het kader van hun beroep is het de in het eerste lid bedoelde beoefenaars verboden om rechtstreeks of onrechtstreeks de door andere beroepsbeoefenaars of door derde personen aangeboden of toegekende premies, voordelen, uitnodigingen of gastvrijheid, te vragen of ze te aanvaarden.

Art. 39⁴². Het is aan elke beoefenaar bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, 43 of 63 verboden om op het even welke wijze zijn medewerking te verlenen aan een derde of als naamlener voor hem op te treden, met het doel hem te onttrekken aan de straffen waarmee de onwettige uitoefening van de geneeskunde of de artsnijbereidkunde gestraft wordt.

Art. 40⁴³. De artsen en de beoefenaars van de tandheelkunde die vaststellen dat geneesmiddelen, welke door de apotheker aan hun zieken geleverd worden slecht bereid zijn, strijdig met het recept, of bedorven, zetten er hun zegel op en verzoeken de zieken ze enkel af te geven aan degenen die ze zullen komen halen namens de geneeskundige commissie van hun gebied.

Zij geven zo haast mogelijk van dit feit kennis aan de secretaris der commissie, zodat deze laatste die geneesmiddelen kan doen afhalen en overmaken aan de commissie, die de zaak zal onderzoeken en handelen volgens de belangrijkheid van het geval.

Art. 41⁴⁴. De toepassing op de mens van menselijk lichaamsmateriaal zoals bedoeld in de wet van 19 december 2008 inzake het verkrijgen en het gebruik van menselijk lichaamsmateriaal met het oog op de geneeskundige toepassing op de mens of het wetenschappelijk onderzoek, alsook van industrieel vervaardigde producten in het kader van de somatische celtherapie, gentherapie of weefselmanipulatie, geschiedt uitsluitend door een beoefenaar bedoeld in artikel 3, en dit in een erkend ziekenhuis dat behoort tot het toepassingsgebied van de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, of in een ziekenhuis dat wordt uitgebaat door het Ministerie van Landsverdediging van de Belgische Staat.

De in het eerste lid bedoelde beoefenaar dient volkomen onafhankelijk te zijn van de in de voornoemde wet bedoelde intermediaire structuren voor menselijk lichaamsmateriaal,

⁴² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 19. Gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, art. 9, en bij de wet van 13 december 2006, art. 15. De woorden “artikelen 2, § 1, 3, 4, 21bis of 21noviesdecies” werden vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, 4, 6, 43 of 63”

⁴³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 20. Het woord “geneesheren” werd vervangen door het woord “artsen”.

⁴⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 20bis. Ingevoegd bij de wet van 19 december 2008, art. 25. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”. De woorden “de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987” werden vervangen door de woorden “de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen”.

productie-instellingen en derden die één of meer handelingen hebben verricht met het bedoeld menselijk lichaamsmateriaal of het menselijk lichaamsmateriaal waarmee bedoeld product is bereid, alsook van een onderneming of de persoon door wie het bedoeld product is vervaardigd.

Art. 42⁴⁵. Elk voorschrift :

1° vermeldt zo uitvoerig mogelijk de gebruiksaanwijzing van het geneesmiddel;

2° wordt door de arts, de beoefenaar van de tandheelkunde of iedere andere persoon die door of krachtens deze gecoördineerde wet geneesmiddelen mag voorschrijven, gedagtekend op papier of op elektronische wijze aan de hand van een procedure die vastgesteld werd door het Beheerscomité van het eHealth-platform en goedgekeurd werd door het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid;

3° wordt ondertekend door de arts, de beoefenaar van de tandheelkunde of iedere andere persoon die door of krachtens deze gecoördineerde wet geneesmiddelen mag voorschrijven, ofwel wordt de identiteit van de arts, de beoefenaar van de tandheelkunde of iedere andere persoon die door of krachtens deze gecoördineerde wet geneesmiddelen mag voorschrijven, geauthentiseerd aan de hand van een procedure die vastgesteld werd door het Beheerscomité van het eHealth-platform en goedgekeurd werd door het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid.

De Koning kan de toepassing van de in het eerste lid, 2° en 3°, vermelde procedures uitbreiden tot andere categorieën van voorschriften dan voorschriften voor geneesmiddelen.

Indien gebruik gemaakt wordt van de elektronische handtekening dient deze geavanceerd te zijn, gerealiseerd op basis van een gekwalificeerd certificaat en aangemaakt door een veilig middel.

De Koning kan de inhoud en de modaliteiten van het voorschrijven bepalen. Hij legt bovendien de bijkomende voorwaarden vast waaraan de voorschriften in ambulante en extramurale omgeving moeten voldoen. Het ondertekenen van een voorschrift mag niet gedelegeerd worden. De Koning kan eveneens de inhoud en de nadere regels van het voorschrijven bepalen met het oog op de erkenning in België van voorschriften uitgevaardigd door in een andere Lidstaat gevestigde voorschrijvers alsook met het oog op de erkenning in een andere Lidstaat van door voorschrijvers gevestigd in België uitgevaardigde voorschriften.

⁴⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21. Gewijzigd bij de wet van 22 februari 1994, art. 1, bij de wet van 10 augustus 2001, art. 32, bij de wet van 22 december 2003, art. 176, bij de wet van 9 juli 2004, art. 194, en bij de wet van 10 april 2014, art. 59 en 116. Het woord “geneesheer” werd telkens vervangen door het woord “arts”. De woorden “dit koninklijk besluit” werden telkens vervangen door de woorden “deze gecoördineerde wet”.

Wanneer een arts of een beoefenaar van de tandheelkunde een toxisch geneesmiddel voorschrijft met een grotere dosis dan deze voorzien in de betreffende reglementering, moet hij deze dosis voluit in letters herhalen en door een nieuwe handtekening bevestigen.

De Koning kan voor het voorschrijven van geneesmiddelen die slaap- of verdovende middelen bevatten alsook van psychotrope stoffen die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen het gebruik opleggen van speciale voorschriftenbriefjes waarin Hij het model bepaalt; Hij stelt de lijst van deze stoffen vast. De Koning kan de afgifte van deze speciale voorschriftenbriefjes onderwerpen aan de inning van een bijdrage.

Hoofdstuk 3⁴⁶. De uitoefening van de kinesitherapie

Art. 43⁴⁷. § 1. In afwijking van artikel 3, § 1, en zonder de betekenis van het begrip “de geneeskunde”, bepaald in dit artikel, te beperken, mag niemand de kinesitherapie uitoefenen die niet houder is van een erkenning afgegeven door de minister bevoegd voor Volksgezondheid.

De houders van de erkenning, bedoeld in het eerste lid, die voldoen aan de criteria bedoeld in artikel 92, § 1, 4°, kunnen de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging verkrijgen, voor de in artikel 34, eerste lid, 1°, c), van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994, bedoelde verstrekkingen.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden en regels bepalen voor het verkrijgen, het behouden en het intrekken van de in paragraaf 1 bedoelde erkenning en van de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan de houder van een universitair diploma in kinesitherapie of een diploma van hoger onderwijs buiten de universiteit in kinesitherapie dat een opleiding in het kader van een voltijds onderwijs bekroont dat ten minste vier studie jaren omvat.

⁴⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk 1*bis*. Ingevoegd bij de wet van 6 april 1995, art. 1. De nummering “1*bis*” werd vervangen door “3”.

⁴⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*bis*. Ingevoegd bij de wet van 6 april 1995, art. 2, gewijzigd bij de wet van 24 november 2004, art. 4, en bij de wet van 10 april 2014, art. 147. De woorden “artikel 2” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 3”, de woorden “artikel 3” werden vervangen door de woorden “artikel 4” en de woorden “artikel 35*novies*” werden vervangen door de woorden “artikel 92”. De woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. Het paragraafteken “§” werd telkens vervangen door het woord “paragraaf”. Het woord “fysische” werd vervangen door het woord “fysieke”. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door “minister bevoegd voor Volksgezondheid”, en het woord “geneesheer” werd vervangen door het woord “arts”.

§ 3. Niemand mag de beroepstitel van kinesitherapeut dragen die niet houder is van de in paragraaf 1 bedoelde erkenning.

§ 4. Als onwettige uitoefening van de kinesitherapie wordt beschouwd, het gewoonlijk verrichten door een persoon die er niet toe gemachtigd is krachtens paragraaf 1 van:

1° systematische handelingen met als doel functieproblemen van spierskeletale, zenuwfysiologische, respiratoire, cardiovasculaire en psychomotorische aard te verhelpen door het toepassen van een of meerdere van de volgende vormen van therapie:

a) de lichaams oefeningstherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel door de patiënt doen uitvoeren van bewegingen, met of zonder fysieke bijstand;

b) de massagetherapie, zijnde het tot een geneeskundig doel toepassen van massagetechnieken op de patiënt;

c) de fysieke therapieën, zijnde het tot geneeskundig doel aan de patiënt toedienen van niet-invasieve fysieke prikkels, zoals elektrische stromen, elektromagnetische stralingen, ultrageluiden, warmte- en koudeapplicaties en balneotherapie;

2° het verrichten van onderzoeken en het opstellen van balansen van de motoriek van de patiënt met als doel bij te dragen tot het stellen van een diagnose door een arts of een behandeling bestaande uit de in het 1° bedoelde handelingen in te stellen;

3° het concipiëren en het uitwerken van behandelingen bestaande uit de onder het 1° bedoelde handelingen;

4° de perinatale kinesitherapie en de bekkenbodemreëductie.

§ 5. De Koning kan de onder paragraaf 4 bedoelde handelingen nader bepalen.

§ 6. De krachtens paragraaf 1 erkende personen mogen enkel kinesitherapie uitoefenen ten aanzien van de patiënten die op grond van een voorschrift door een persoon worden verwezen die krachtens artikel 3, § 1, eerste lid, gemachtigd is om de geneeskunde uit te oefenen of, voor wat de kinesitherapie betreft voor temporomandibulaire dysfuncties, die verwezen worden door een persoon die krachtens artikel 4 gemachtigd is om de tandheelkunde uit te oefenen.

Dit voorschrift is schriftelijk, eventueel onder elektronische vorm of telefax. Het vermeldt in elk geval de diagnose of de diagnostische gegevens van de arts, of in voorkomend geval van de tandheeskundige, het maximum aantal behandlingsbeurten bij de kinesitherapeut en de eventuele contra-indicaties voor bepaalde behandlingswijzen. Het kan ook de prestatie of de prestaties vermelden die de arts, of in voorkomend geval de tandheeskundige, vraagt.

Wanneer de voorschrijvende arts, of in voorkomend geval de tandheekkundige, ermee instemt, mag de kinesitherapeut ook andere dan de voorgeschreven prestaties verrichten of de voorgeschreven prestaties niet verrichten.

Op verzoek van de voorschrijvende arts, of in voorkomend geval de tandheekkundige, bezorgt de kinesitherapeut hem een verslag over de uitvoering van de behandeling en de verkregen resultaten.

De Koning kan de lijst vaststellen van de redenen waarom en de situaties waarin personen erkend krachtens paragraaf 1 kunnen afwijken van de in het eerste lid bedoelde voorwaarde.

Art. 44⁴⁸. § 1. Bij de minister bevoegd voor Volksgezondheid, wordt een Federale Raad voor de Kinesithérapie ingesteld.

§ 2. De Federale Raad voor de Kinesithérapie heeft tot taak aan de minister bevoegd voor Volksgezondheid, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de kinesithérapie.

§ 3. De Federale Raad voor de Kinesithérapie kan ook de regeringen van de gemeenschappen, op hun verzoek, advies verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de studies en opleiding van de kinesitherapeuten.

§ 4. De Federale Raad voor de Kinesithérapie bestaat uit:

1° veertien leden, kinesitherapeuten, die de kinesithérapie uitoefenen en die een minimale ervaring van tien jaar bezitten van wie ten minste vier personen hun beroep sedert ten minste tien jaar uitoefenen in het universitair onderwijs in de kinesithérapie of in het hoger onderwijs buiten de universiteit in de kinesithérapie;

⁴⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21^{ter}. Ingevoegd bij de wet van 6 april 1995, art. 3, en gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, art. 146 en 148. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden driemaal vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. Het woord “Gemeenschappen” werd vervangen door “gemeenschappen”. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”, het woord “fysische” werd vervangen door het woord “fysieke”, de woorden “het 1° en 2° van § 4” werden vervangen door de woorden “paragraaf 4, 1° en 2°”, de woorden “artikel 47, § 1” werden vervangen door de woorden “artikel 143, eerste lid” en het woord “de” werd ingevoegd. Het in de tekst voorkomende paragraafteken “§” werd telkens vervangen door het woord “paragraaf”. De woorden “twee derde meerderheid” werden vervangen door de woorden “tweederdemeerderheid”.

2° zes leden die gemachtigd zijn om de geneeskunde uit te oefenen krachtens artikel 3, § 1, waarvan drie beoefenaars van de huisartsgeneeskunde en drie beoefenaars van verschillende medische specialismen, waaronder één de fysieke geneeskunde uitoefent;

3° twee ambtenaren die de minister bevoegd voor Volksgezondheid vertegenwoordigen.

De in het 3° bedoelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem en verzorgen het secretariaat van de Raad.

Aan elk lid van de Raad wordt een plaatsvervanger toegevoegd, die onder dezelfde voorwaarden wordt benoemd.

§ 5. De gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De leden bedoeld in paragraaf 4, 1° en 2° worden benoemd op basis van dubbele lijsten, voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen.

§ 6. Bij de eerste samenstelling van de Federale Raad voor de Kinesithérapie kunnen beschouwd worden als kinesitherapeuten de personen erkend door de dienst geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, op voorstel van de Erkenningsraad voor de kinesitherapeuten van dit instituut.

§ 7. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Federale Raad voor de Kinesithérapie.

De Raad kan alleen geldig beraadslagen wanneer ten minste de helft van de gewone leden aanwezig zijn of door hun plaatsvervanger vertegenwoordigd zijn. Indien de leden van de Federale raad voor de Kinesithérapie niet in voldoende aantal aanwezig zijn, roept de voorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda bijeen. De Raad kan dan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

De Raad spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is het punt waarover werd gestemd niet aangenomen.

De beslissingen van de Raad, voor wat betreft de in artikel 143, eerste lid, bedoelde adviezen worden genomen bij tweederdemeerderheid van de in paragraaf 4, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde leden voor zover deze meerderheid bestaat uit ten minste een in paragraaf 4, eerste lid, 2°, bedoeld lid.

Hoofdstuk 4⁴⁹. De uitoefening van de verpleegkunde

Art. 45⁵⁰. § 1. Niemand mag de verpleegkunde zoals ze is bepaald in artikel 46 uitoefenen die niet in het bezit is van het diploma of de titel van gegradueerde verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleger of verpleegster, van het brevet of de titel van verpleegassistent of -assistente, en die bovendien de voorwaarden gesteld in artikel 47 niet vervult.

§ 2. De drager van de beroepstitel van vroedvrouw die haar of zijn diploma heeft behaald voor 1 oktober 2018, mag van rechtswege de verpleegkunde uitoefenen onder dezelfde voorwaarden als de dragers van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige.

De drager van de beroepstitel van vroedvrouw die haar of zijn diploma heeft behaald na 1 oktober 2018, mag van rechtswege de technische verpleegkundige verstrekkingen en de toevertrouwde medische handelingen die tot de verpleegkunde behoren, uitvoeren binnen het terrein van de verloskunde, de fertiliteitsbehandeling, de gynaecologie en de neonatologie.

§ 3. De diploma's, brevetten of gelijkwaardige titels worden afgeleverd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde bepalingen.

Art. 46⁵¹. § 1. Onder uitoefening van de verpleegkunde wordt verstaan het vervullen van de volgende activiteiten:

1°a) het observeren, het herkennen en het vastleggen van de gezondheidsstatus zowel op psychisch, fysiek als sociaal vlak;

⁴⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk *Iter*. Ingevoegd bij de wet van 20 december 1974, art. 3 en gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 10. De Romeinse nummering "*Iter*" werd vervangen door "4".

⁵⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, artikel 21*quater*. Ingevoegd (als art. 21*bis*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, (vernummerd en) gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, art. 11, en bij de wet van 10 april 2014, art. 149. De woorden "artikel 21*quinquies*" werden vervangen door de woorden "artikel 46" en de woorden "artikel 21*sexies*" werden vervangen door de woorden "artikel 47" (rekening houdende met de opheffing op 1 juli 2015 van artikel 47 zal deze verwijzing op die datum zonder voorwerp worden. Een formele opheffing/wijziging van de betreffende passus is aan te raden).

⁵¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*quinquies*. Ingevoegd (als art. 21*ter*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3. Gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 12, en vervangen bij de wet van 10 augustus 2001, art. 35. Het woord "fysisch" werd vervangen door het woord "fysiek". De woorden "artikel 5" en "artikel 46*bis*" werden respectievelijk vervangen door de woorden "artikel 23" en "artikel 141". De onderverdeling in "a), b), en c)" werd vervangen door "1°, 2°, en 3°". De opsomming in streepjes werd vervangen door een opsomming in "a) tot f)". Het in de tekst voorkomende paragraafteken "§" werd telkens vervangen door het woord "paragraaf".

- b) het omschrijven van verpleegproblemen;
- c) het bijdragen aan de medische diagnose door de arts en aan het uitvoeren van de voorgeschreven behandeling;
- d) het informeren en adviseren van de patiënt en zijn familie;
- e) het voortdurend bijstaan, uitvoeren en helpen uitvoeren van handelingen, waardoor de verpleegkundige het behoud, de verbetering en het herstel van de gezondheid van gezonde en zieke personen en groepen beoogt;
- f) het verlenen van stervensbegeleiding en begeleiding bij de verwerking van het rouwproces;

2° de technisch-verpleegkundige verstrekkingen waarvoor geen medisch voorschrift nodig is, alsook deze waarvoor wel een medisch voorschrift nodig is.

Die verstrekkingen kunnen verband houden met de diagnosestelling door de arts, de uitvoering van een door de arts voorgeschreven behandeling of met het nemen van maatregelen inzake preventieve geneeskunde;

3° de handelingen die door een arts kunnen worden toevertrouwd overeenkomstig artikel 23, § 1, tweede en derde lid.

§ 2. De verpleegkundige verstrekkingen bedoeld in paragraaf 1, 1°, 2°, en 3°, worden opgetekend in een verpleegkundig dossier.

§ 3. De Koning kan overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, de lijst vaststellen van de in paragraaf 1 bedoelde verstrekkingen, alsook de regelen voor de uitvoering ervan en de desbetreffende bekwaamheidsvereisten.

Art. 47⁵². § 1. De in artikel 45 bedoelde beoefenaars mogen alleen de verpleegkunde beoefenen indien zij vooraf hun titel hebben laten viseren door de bij artikel 118 bepaalde geneeskundige commissie, bevoegd overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Bij het verlenen van het visum gaat de commissie over tot de registratie van de belanghebbende overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten, na advies van de Federale Raad voor Verpleegkunde.

⁵²[Deze bepaling wordt opgeheven op 1 juli 2015] KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*sexies*. Ingevoegd (als art. 21*quater*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, art. 35, gewijzigd en vernummerd bij de wet van 6 april 1995, art. 13, gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 73, en op 1 juli 2015 opgeheven bij de wet van 19 december 2008, art. 71, 1°. De woorden “artikel 21*quater*” en “artikel 36” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 45” en “artikel 118”.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten van deze bijdrage.

§ 2. Op verzoek van de betrokkene kan de commissie haar visum aanbrengen op het bescheid waarin de overheid van de onderwijsinrichting of de centrale examencommissie verklaart dat de aanvrager geslaagd is in het eindexamen dat op het wettelijk diploma recht geeft. De uitwerking van dat visum vervalt bij het verstrijken van de maand die op de bekrachtiging van het diploma volgt en uiterlijk bij het verstrijken van de zesde maand die op de verlenging van het visum volgt.

Art. 48⁵³. Niemand mag één der beroepstitels dragen als bedoeld in artikel 45, § 1, indien hij niet voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 45, § 1.

De persoon die voldoet aan de kwalificatievoorwaarden die zijn gesteld bij de wetgeving van een vreemd land, mag maximum één van de in artikel 45, bedoelde beroepstitels dragen mits hij de machtiging bekomt van de minister bevoegd voor Volksgezondheid, belast met de uitvoering van de besluiten tot vaststelling van de vereiste kwalificatievoorwaarden of van een door hem gemachtigde ambtenaar.

Art. 49⁵⁴. Het is ieder beoefenaar van de verpleegkunde verboden, hoe dan ook, zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken de verpleegkunde te beoefenen.

Art. 50⁵⁵. Niemand mag één der in artikel 45, § 1, bedoelde beroepstitels toekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt indien die personen niet voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 45, § 1.

Art. 51⁵⁶. Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Federale Raad voor Verpleegkunde opgericht.

⁵³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*septies*. Ingevoegd (als art. 21*quinquies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 14, en vervangen bij de wet van 10 augustus 2001, art. 37. De indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “artikel 21*quater*” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 45” en de woorden “, tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “bevoegd voor Volksgezondheid”.

⁵⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*octies*. Ingevoegd (als art. 21*sexies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, en gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 15.

⁵⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*novies*. Ingevoegd (als art. 21*septies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 16, en vervangen bij de wet van 10 augustus 2001, art. 38. De woorden “artikel 21*quater*” werden telkens vervangen door de woorden “artikel 45”.

Art. 52⁵⁷. De Federale Raad voor Verpleegkunde heeft tot taak aan de minister bevoegd voor Volksgezondheid, op diens verzoek of op eigen initiatief, advies te verstrekken over alle aangelegenheden in verband met de verpleegkunde, meer bepaald betreffende de uitoefening van de verpleegkunde en de kwalificatie hiertoe.

De Federale Raad voor Verpleegkunde kan ook de minister bevoegd voor Volksgezondheid en de overheden van de gemeenschappen, bevoegd inzake onderwijs, op hun verzoek of op eigen initiatief, advies verstrekken over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de studies en de opleiding van de in artikel 45 bedoelde personen.

Art. 53⁵⁸. § 1. De Federale Raad voor Verpleegkunde bestaat uit:

1° a) 12 leden en evenveel vervangers die de beoefenaars van de verpleegkunde die geen houder zijn van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid, vertegenwoordigen;

b) telkens 2 leden en evenveel vervangers die elke categorie van de beoefenaars van de verpleegkunde die houder zijn van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid, vertegenwoordigen;

c) 4 leden en evenveel vervangers die de zorgkundigen vertegenwoordigen;

2° 6 leden en evenveel vervangers die de artsen vertegenwoordigen;

⁵⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*decies*. Ingevoegd (als art. 21*octies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 17, en gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 73. De woorden “het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin” werden vervangen door de woorden “de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu”.

⁵⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*undecies*. Ingevoegd (als art. 21*nonies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 18, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 39, bij de wet van 19 december 2008, art. 73. De indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “Minister (ook “minister”) tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort” werden telkens vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”, en de woorden “artikel 21*quater*” werden vervangen door de woorden “artikel 45”.

⁵⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*duodecies*. Ingevoegd (als art. 21*decies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 19, en vervangen bij de wet van 19 december 2008, art. 74. De woorden “vertegenwoordigt tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “bevoegd voor Volksgezondheid vertegenwoordigt”. De opsomming in streepjes werd vervangen door een opsomming in “a) tot c)”. De woorden “paragraaf 1” werden telkens toegevoegd.

3° 3 ambtenaren aangewezen door de overheden die op grond van de artikelen 127 en 130, § 1, eerste lid van de gecoördineerde Grondwet bevoegd zijn voor het onderwijs in het geval dat zij wensen te worden vertegenwoordigd;

4° 1 ambtenaar die de minister bevoegd voor Volksgezondheid vertegenwoordigt en die het secretariaat zal verzorgen.

De in 3° en 4° bedoelde ambtenaren hebben zitting met raadgevende stem.

§ 2. De leden worden door de Koning benoemd voor een termijn van zes jaar, die eenmaal kan worden verlengd; de benoemingen van de in paragraaf 1, 1° en 2° bedoelde leden geschieden uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de betrokken personen; de benoemingen van de in paragraaf 1, 3° bedoelde leden geschieden op aanwijzing van de betrokken overheden; de benoeming van het in paragraaf 1, 4° bedoelde lid geschiedt op de voordracht van de minister van wie hij afhangt.

§ 3. Opdat de Federale Raad voor Verpleegkunde geldig zou kunnen beraadslagen, moeten minstens de helft van de 12 leden die de beoefenaars van de verpleegkunde die geen houder zijn van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid, vertegenwoordigen, de helft van de leden die de beoefenaars van de verpleegkunde die houder zijn van een bijzondere beroepstitel of een bijzondere beroepsbekwaamheid, vertegenwoordigen, minstens de helft van de leden die de zorgkundigen en de artsen vertegenwoordigen, waarvan minstens één lid dat de zorgkundigen vertegenwoordigt en één lid dat de artsen vertegenwoordigt, wanneer de Raad advies moet verstrekken over een aangelegenheid die specifiek op hen betrekking heeft, aanwezig zijn.

Indien de leden van de Federale Raad voor Verpleegkunde niet in voldoende aantal aanwezig zijn, belegt de voorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda; de Raad kan dan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden. De Raad spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is het punt waarover werd gestemd niet aangenomen.

Art. 54⁵⁹. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Federale Raad voor Verpleegkunde. De Raad kan alleen geldig beslissen wanneer de helft van de in artikel 53, §1, 1° en 2°, bedoelde leden aanwezig is.

Art. 55⁶⁰. § 1. Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Technische Commissie voor Verpleegkunde opgericht.

⁵⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*terdecies*. Ingevoegd (als art. 21*undecies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, (vernummerd en) gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, art. 20 en bij de wet van 19 december 2008, art. 73. De woorden “artikel 21*duodecies*, § 1, sub 1° en 2°” werden vervangen door de woorden “artikel 53, §1, 1° en 2°”.

Die commissie is ermee belast de Koning de in artikel 141, eerste lid bedoelde adviezen te verstrekken.

§ 2. De commissie bestaat uit:

1° 12 leden die door de Koning worden benoemd uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen en -organisaties van de verpleegkundigen;

2° 12 leden die door de Koning worden benoemd uit een dubbeltal voorgedragen door de representatieve organisaties van de artsen.

§ 3. Het mandaat van lid van de Technische Commissie voor Verpleegkunde is onverenigbaar met dat van lid van de Federale Raad voor Verpleegkunde bedoeld in artikel 51 en met dat van lid van de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkunde bedoeld in artikel 61, § 1.

§ 4. Volgens dezelfde procedure benoemt de Koning een aantal plaatsvervangers dat gelijk is aan het aantal in paragraaf 2 bedoelde leden.

§ 5. De gewone en plaatsvervangende leden worden benoemd voor een termijn van zes jaar die eenmaal kan worden verlengd.

§ 6. De Koning benoemt een voorzitter en een ondervoorzitter op de voordracht van de technische commissie. De voorzitter en ondervoorzitter hebben geen stemrecht.

⁶⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*quaterdecies*. Ingevoegd (als art. 21*duodecies*) bij de wet van 20 december 1974, art. 3, gewijzigd bij de wet van 19 december 1990, art. 5, bij de wet van 22 februari 1994, art. 4, (vernummerd) bij de wet van 6 april 1995, art. 21, bij de wet van 10 augustus 2001, art. 41, en bij de wet van 19 december 2008, art. 75. De woorden “het Ministerie van Volksgezondheid en het Gezin” werden vervangen door de woorden “de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu”, de woorden “technische commissie voor verpleegkunde” werden vervangen door de woorden “Technische Commissie voor Verpleegkunde”, de woorden “Minister van Volksgezondheid en van het Gezin” werden vervangen door “minister bevoegd voor Volksgezondheid”, de woorden “artikel 46*bis*, § 1”, “artikel 21*decies*” en “artikel 21*septiesdecies*/1” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 141, eerste lid”, “artikel 51”, en “artikel 61”, de woorden “drie vierde meerderheid” werden vervangen door “drievierdemeerderheid”, de paragrafen 2*bis*, 3, 3*bis*, 4, en 5 werden vernummerd in respectievelijk de paragrafen 3, 4, 5, 6, en 7, de woorden “*sub* § 2” werden vervangen door “in paragraaf 2”, het in de tekst voorkomende paragraafteken “§” werd telkens vervangen door het woord “paragraaf”, en het woord “geneesheren” werd vervangen door het woord “artsen”.

Het secretariaat wordt waargenomen door een door de minister bevoegd voor Volksgezondheid aangewezen ambtenaar.

§ 7. De Koning stelt het reglement vast voor de organisatie en de werking van de technische commissie.

De commissie kan slechts geldig beraadslagen als de helft van de in paragraaf 2, 1°, bedoelde leden en de helft van de in paragraaf 2, 2°, bedoelde leden aanwezig zijn. De beslissingen worden genomen bij een drievierdemeerderheid van de aanwezige leden van elke groep. Wanneer in een zitting van de commissie de helft van elke groep niet aanwezig is, kan in een volgende zitting geldig beraadslaagd worden ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 56⁶¹. Niemand mag het beroep van zorgkundige uitoefenen die niet geregistreerd is binnen de diensten van de regering, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning.

Art. 57⁶². Het is ieder zorgkundige verboden, hoe dan ook, zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken een of meer van de aan de zorgkundigen toegelaten verpleegkundige activiteiten te beoefenen.

Art. 58⁶³. Niemand mag de in artikel 56 bedoelde beroepstitel toekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt indien die personen niet voldoen aan de in artikelen 56 en 60 gestelde voorwaarden.

Art. 59⁶⁴. Onder zorgkundige wordt verstaan de persoon die specifiek is opgeleid om de verpleegkundige onder zijn/haar toezicht bij te staan inzake zorgverstrekking, gezondheidsopvoeding en logistiek in het kader van de door de verpleegkundige gecoördineerde activiteiten binnen een gestructureerde equipe.

⁶¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*quinquiesdecies*. Ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 42.

⁶² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*quinquiesdecies*/1. Ingevoegd bij de wet van 19 maart 2013, art. 61.

⁶³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*quinquiesdecies*/2. Ingevoegd bij de wet van 19 maart 2013, art. 62. De woorden “artikel 21*quinquiesdecies*” werden vervangen door de woorden “artikel 56” en de woorden “artikelen 21*quinquiesdecies* en 21*septiesdecies*” werden vervangen door de woorden “artikelen 56 en 60”.

⁶⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*sexiesdecies*. Ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 43, en gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 73. De indeling paragrafen werd weggelaten. De woorden “artikel 21*quinquies*, § 1, a) en b)” werden vervangen door de woorden “artikel 46, § 1, 1° en 2°”, en de woorden “in § 1” werden vervangen door “in het eerste lid”.

De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor Verpleegkunde en de Technische commissie voor Verpleegkunde, de activiteiten, vermeld in artikel 46, § 1, 1° en 2° die de zorgkundige kan uitvoeren, en stelt de voorwaarden vast waaronder de zorgkundige deze handelingen kan stellen die verband houden met zijn functie, zoals vastgesteld in het eerste lid.

Art. 60⁶⁵. § 1. De certificaten, brevetten of diploma's van de in artikel 56 bedoelde personen moeten vooraf worden geïssueerd door de bij artikel 118 bepaalde geneeskundige commissie, die bevoegd is overeenkomstig de plaats waar zij zich wensen te vestigen.

Voordat het visum wordt verleend, gaat de Erkenningscommissie van de Federale Raad voor Verpleegkunde na of de betrokkene beantwoordt aan de modaliteiten voor de registratie als zorgkundige, bedoeld in artikel 56, overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door de Koning, na advies van de Federale Raad voor Verpleegkunde.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten.

§ 2. Op verzoek van de betrokkene kan de geneeskundige commissie het document viseren waarmee de directie van de onderwijsinstelling of de bevoegde examencommissie getuigt dat de aanvrager geslaagd is voor het eindexamen dat recht geeft op het diploma of brevet.

De uitwerking van dit visum houdt op na het verstrijken van de maand die volgt op die van de homologatie van het diploma of brevet en uiterlijk bij het verstrijken van de twaalfde maand die volgt op die waarin het visum werd verleend.

§ 3. Onderhavig artikel wordt opgeheven op een door de Koning te bepalen datum.

Art. 61⁶⁶. § 1. Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkunde opgericht.

⁶⁵ **§ 1 en § 2:** KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*septiesdecies*. Ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 44, gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 73 en bij de wet van 19 maart 2013, art. 63. De woorden “artikel 21*quinquiesdecies*” en “artikel 36” werden vervangen door respectievelijk de woorden “artikel 56” (2x), en “artikel 118”.

§ 3: Wet van 19 december 2008, art. 71, 2°, in samenhang gelezen met art. 72 (*partim*). De woorden “In hetzelfde besluit worden opgeheven: 2° artikel 21*septiesdecies*, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001;” en de woorden “De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding voor elk van de artikelen 64 tot 71” werden vervangen door “§3. Onderhavig artikel wordt opgeheven op een door de Koning te bepalen datum.”.

⁶⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*septiesdecies*/1. Ingevoegd bij de wet van 19 december 2008, art. 76. De woorden “voor de volksgezondheid werden vervangen door de

§ 2. De Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkunde heeft tot taak advies uit te brengen over de aanvragen om erkenning waarbij de beoefenaars van de verpleegkunde gemachtigd worden een beroepstitel of een bijzondere beroepstitel te dragen of zich te beroepen op een bijzondere beroepsbekwaamheid, alsook na te gaan of de nadere regels voor de registratie als zorgkundige worden nageleefd. Zij heeft tevens tot taak om de naleving van de door de minister bevoegd voor Volksgezondheid vastgestelde voorwaarden voor het behoud van de desbetreffende titel of bekwaamheid te controleren en om de minister sancties voor te stellen wanneer bij controle blijkt dat er aan die voorwaarden niet is voldaan.

§ 3. De Koning regelt de samenstelling, de organisatie en de werking van de Erkenningscommissie voor de beoefenaars van de verpleegkunde.

Het mandaat van lid van de Erkenningscommissie is onverenigbaar met dat van lid van de Federale Raad voor Verpleegkunde bedoeld in artikel 51 en met dat van lid van de Technische Commissie voor Verpleegkunde bedoeld in artikel 55, § 1.

Hoofdstuk 5⁶⁷. De uitoefening van het beroep van vroedvrouw

Art. 62⁶⁸. § 1. Zonder afbreuk te doen aan de uitoefening van de geneeskunde zoals bepaald in artikel 3 wordt onder de uitoefening van het beroep van vroedvrouw verstaan:

1° het autonoom uitvoeren van de volgende activiteiten:

a) diagnose van de zwangerschap;

b) toezicht op, zorg en advies aan de vrouw tijdens de zwangerschap, de bevalling en de periode na de bevalling;

c) het opvolgen van normale zwangerschappen, het verrichten van normale bevallingen en het verlenen van de eerste zorg aan pasgeborenen en gezonde zuigelingen;

woorden “voor Volksgezondheid” en de woorden “artikel 21^{decies}” en “artikel 21^{quaterdecies}” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 51” en “artikel 55”.

⁶⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk *Iquater*. Ingevoegd bij de wet van 13 december 2006, art. 3. De Romeinse nummering “*Iquater*” werd vervangen door “5”.

⁶⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21^{octiesdecies}. Ingevoegd bij de wet van 13 december 2006, art. 3. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”. Het woord “en” werd tweemaal weggelaten, en de woorden “overeenkomstig § 1” werden vervangen door de woorden “overeenkomstig paragraaf 1”. Het woord “vroedvrouwen” werd vervangen door het woord “Vroedvrouwen”.

- d) preventieve maatregelen, het opsporen van risico's bij moeder en kind;
- e) in dringende gevallen het verrichten van de noodzakelijke handelingen in afwachting van deskundige medische hulp;
- f) gezondheidsvoorlichting en -opvoeding van de vrouw, de familie en de maatschappij;
- g) prenatale opvoeding en voorbereiding op het ouderschap;

2° het meewerken, samen met de arts, en onder diens verantwoordelijkheid, aan de opvang en de behandeling van vruchtbaarheidsproblemen, van zwangerschappen en bevallingen met verhoogd risico en van pasgeborenen die in levensbedreigende of bijzondere ziektecondities verkeren, alsook aan de zorg die in die gevallen moet worden verleend.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de handelingen die, overeenkomstig paragraaf 1, mogen worden verricht door de personen die erkend zijn als houder van de beroepstitel van vroedvrouw en bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de nadere regels en de erkenningscriteria voor de verkrijging van de beroepstitel van vroedvrouw.

§ 3. De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de nadere regels en de bijzondere kwalificatiecriteria die de houder van de beroepstitel van vroedvrouw de mogelijkheid geven geneesmiddelen voor te schrijven.

De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de Koninklijke Academie voor Geneeskunde welke geneesmiddelen autonoom mogen worden voorgeschreven in het kader van de opvolging van normale zwangerschappen, de praktijk van normale bevallingen en de zorg aan gezonde pasgeborenen in en buiten het ziekenhuis. Het voorschrijven van contraceptiva is beperkt tot de drie maanden volgend op de bevalling.

§ 4. De Koning stelt na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de bijzondere kwalificatieregels en -criteria vast waaraan houders van de beroepstitel van vroedvrouw moeten voldoen om bekkenbodembreëducatie te mogen uitvoeren.

§ 5. De Koning stelt na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de bijzondere kwalificatiemodaliteiten en -criteria vast waaraan houders van de beroepstitel van vroedvrouw moeten voldoen om functionele, en geen morfologische, echografieën uit te voeren.

De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, de Koninklijke Academie voor Geneeskunde de lijst met motieven en situaties waarin de houder van de beroepstitel van vroedvrouw een echografie kan uitvoeren.

Art. 63⁶⁹. De erkenning als houder of houdster van de beroepstitel van vroedvrouw wordt van rechtswege toegekend aan de houder van een diploma van hoger onderwijs van vroedvrouw, afgeleverd door een door de bevoegde overheid erkende onderwijsinstelling, of van een daarmee door de bevoegde overheid gelijkwaardig verklaard diploma. De minimale duur van de opleiding wordt vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De erkenning als houder of houdster van de beroepstitel van vroedvrouw wordt toegekend door de minister bevoegd voor Volksgezondheid. Om de erkenning als houder of houdster van de beroepstitel van vroedvrouw te behouden, is de vroedvrouw verplicht zich door middel van permanente opleiding op de hoogte te houden van de evoluties in de verloskunde. De minimumduur en de regels van de permanente opleiding worden, op advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, door de Koning vastgesteld.

De erkenning als houder of houdster van de beroepstitel van vroedvrouw kan worden ingetrokken indien de betrokkene, na een waarschuwing te hebben ontvangen, geen permanente opleiding volgt. De regels inzake intrekking van de erkenning worden, op advies van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen, door de Koning vastgesteld.

Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Federale Raad voor de Vroedvrouwen opgericht die tot taak heeft advies uit te brengen omtrent alle problemen van de vroedvrouwen die tot de federale bevoegdheid behoren.

Art. 64.⁷⁰ Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een erkenningscommissie voor de vroedvrouwen opgericht.

De erkenningscommissie voor de vroedvrouwen heeft als opdracht om advies uit te brengen over de aanvragen tot erkenning waarbij de vroedvrouwen gemachtigd worden een beroepstitel te dragen, alsook advies te verlenen over de registratie van permanente opleidingen. Zij heeft tevens als opdracht om de naleving van de door de minister bevoegd

⁶⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*noviesdecies*. Ingevoegd bij de wet van 13 december 2006, art. 3, en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, art. 92. De indeling in paragrafen werd weggelaten. Het woord “de” werd weggelaten tussen de woorden “voor” en “Volksgezondheid” en het woord “de” werd ingevoegd tussen de woorden “voor” en “Vroedvrouwen”. Het woord “voedselketen” werd vervangen door het woord “Voedselketen”.

⁷⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*noviesdecies*/1. Ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, art. 150. De indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “voor de Volksgezondheid bevoegde minister” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

voor Volksgezondheid vastgestelde voorwaarden voor het behoud van de desbetreffende titel te controleren en om de minister sancties voor te stellen wanneer bij controle blijkt dat er aan die voorwaarden niet is voldaan.

De Koning regelt de samenstelling, de organisatie en de werking van de erkenningscommissie voor de vroedvrouwen.

Hoofdstuk 6⁷¹. De uitoefening van het beroep van hulpverlener - ambulancier

Art. 65⁷². Onverminderd de toepassing van artikel 6ter, § 2, van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening mag niemand het beroep van hulpverlener-ambulancier uitoefenen die niet geregistreerd is bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, overeenkomstig de nadere regels vastgesteld door de Koning.

Art. 66⁷³. Onder hulpverlener-ambulancier wordt verstaan de persoon die specifiek is opgeleid om de arts of de verpleegkundige bij te staan of om onder hun toezicht, overeenkomstig de nadere regels vastgesteld door de Koning, inzake zorgverstrekking, gezondheidsopvoeding en logistiek, in te staan voor het vervoer van de personen bedoeld in artikel 1 van de wet van 8 juli 1964 betreffende de dringende geneeskundige hulpverlening.

De Koning bepaalt, na advies van de Federale Raad voor Verpleegkunde en de Technische Commissie voor Verpleegkunde, alsook van de Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening bedoeld in het koninklijk besluit van 5 juli 1994 tot oprichting van een Nationale Raad voor dringende geneeskundige hulpverlening, de activiteiten vermeld in artikel 46, § 1, 1°, 2°, en 3°, die de hulpverlener-ambulancier kan uitvoeren, en stelt de nadere regels vast waaronder de hulpverlener-ambulancier deze handelingen kan stellen die verband houden met zijn functie, zoals vastgesteld in het eerste lid.

Art. 67⁷⁴. Het is ieder hulpverlener-ambulancier verboden, hoe dan ook, zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken

⁷¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk *Iquinquies*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 2008, art. 77. De Romeinse nummering “*Iquinquies*” werd vervangen door “6”.

⁷² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*vicies*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 2008, art. 77. De afkorting “FOD” werd vervangen door de woorden “Federale Overheidsdienst”.

⁷³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*unvicies*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 2008, art. 77. De woorden “artikel 21*quinquies*, § 1, a), b) en c)” werden vervangen door de woorden “artikel 46, § 1, 1°, 2°, en 3°”. De onderverdeling in paragrafen werd weggelaten, en de woorden “paragraaf 1” werden vervangen door de woorden “het eerste lid”.

⁷⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*duovicies*. Ingevoegd bij de wet van 19 maart 2013, art. 64.

een of meer activiteiten die onder het beroep van hulpverlener-ambulancier vallen te beoefenen.

Art. 68⁷⁵. Niemand mag de in artikel 65 bedoelde beroepstitel toekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt indien die personen niet voldoen aan de in artikel 65 gestelde voorwaarden.

Hoofdstuk 7⁷⁶. De uitoefening van de paramedische beroepen

Art. 69⁷⁷. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder uitoefening van een paramedisch beroep:

1° het gewoonlijk verrichten door andere personen dan deze bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, 6, 43 en 45 van technische hulpprestaties die verband houden met het stellen van de diagnose of met het uitvoeren van de behandeling, zoals zij nader bepaald zullen kunnen worden in uitvoering van artikel 71;

2° het gewoon uitvoeren van de in artikel 23, § 1, eerste lid en § 2, derde lid bedoelde handelingen;

3° het gewoon uitvoeren van de in artikel 24 bedoelde handelingen.

Art. 70⁷⁸. De Koning stelt de lijst vast van de paramedische beroepen.

Art. 71⁷⁹. § 1. De Koning kan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, tweede lid, de in artikel 69, 1° bedoelde prestaties nader bepalen en de voorwaarden vaststellen waaronder zij moeten worden uitgevoerd.

⁷⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 21*tervicies*. Ingevoegd bij de wet van 19 maart 2013, art. 65. De woorden “artikel 21*vicies*” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 65”.

⁷⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk II.

⁷⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 22. Gewijzigd bij de wet van 20 december 1974, art. 4, bij de wet van 6 april 1995, art. 22, en bij de wet van 17 maart 1997, art. 3. De woorden “bij artikel 2, § 1 en de artikelen 3, 4, 21*bis* en 21*quater*” werden vervangen door “in de artikelen 3, § 1, 4, 6, 43 en 45”, de woorden “artikel 23” door de woorden “artikel 71”, de woorden “bij artikel 5” door de woorden “in artikel 23” en de woorden “bij artikel 6” door de woorden “in artikel 24”.

⁷⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 22*bis*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 4 en de Nederlandse tekst gewijzigd bij een niet uitvoerbare wijziging van de wet van 10 april 2014, art. 151.

Hij kan eveneens, overeenkomstig de bepalingen van artikel 141, tweede lid, de vereiste kwalificatievoorwaarden bepalen waaraan de personen moeten voldoen die deze prestaties verrichten.

§ 2. De Koning kan, op advies van de Nationale Raad voor de paramedische beroepen, de beroepstitels bepalen waaronder de betrokkenen die in artikel 69 bedoelde prestaties en handelingen verrichten.

Art. 72⁸⁰. § 1. Buiten de beoefenaars, bedoeld in artikel 3, § 1, en de artikelen 4, 6 en 43 voor wat betreft de prestaties verbonden aan hun respectieve kunst, mag niemand prestaties verrichten die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of handelingen uitvoeren die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, die niet houder is van een erkenning afgegeven door de minister bevoegd voor Volksgezondheid.

⁷⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 23. Gewijzigd bij de wet van 19 december 1990, art. 5. De woorden “artikel 46bis, § 2” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 141, tweede lid” en de woorden “artikel 22” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 69”. Het woord “de” werd ingevoegd en het woord “bij” werd vervangen door het woord “in”.

⁸⁰ **§ 1 en § 2:** KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 24 zoals het werd vervangen bij de wet van 25 januari 1999, art. 177. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”, de woorden “artikelen 3, 4 en 21bis” werden vervangen door de woorden “artikelen 4, 6 en 43”, de woorden “artikel 23” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 71” en de woorden “artikel 22” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 69”. Het woord “bij” werd vervangen door het woord “in”. De woorden “tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “bevoegd voor Volksgezondheid”. Het woord “van” werd vervangen door het woord “voor”, en de woorden “in § 1” werden vervangen door “in de eerste paragraaf”.

§ 3: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 24, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, art. 36, en bij de wet van 6 april 1995, art. 23. De woorden “§ 3. De paragrafen 1 en 2 hebben enkel betrekking tot de beroepsbeoefenaars ten aanzien van wie de Koning reeds de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Voor de andere beroepsbeoefenaars gelden, tot op het ogenblik dat de Koning ten aanzien van hen de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, de hierna volgende bepalingen:” werden toegevoegd. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”, de woorden “artikelen 3, 4 en 21bis” werden vervangen door de woorden “artikelen 4, 6 en 43”, de woorden “artikel 23” werden vervangen door de woorden “artikel 71”, de woorden “artikel 22” werden vervangen door de woorden “artikel 69” en de woorden “bij artikel 36” werden vervangen door de woorden “in artikel 118”.

§ 2. De Koning bepaalt, op advies van de Nationale Raad voor de paramedische beroepen, de voorwaarden en de regels tot het verkrijgen, het behouden en het intrekken van de in de eerste paragraaf bedoelde erkenning.

Deze erkenning mag enkel toegekend worden aan personen die voldoen aan de vereiste kwalificatievoorwaarden die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of ter uitvoering van artikel 69, 2° en 3°.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 hebben enkel betrekking tot de beroepsbeoefenaars ten aanzien van wie de Koning reeds de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Voor de andere beroepsbeoefenaars gelden, tot op het ogenblik dat de Koning ten aanzien van hen de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, de hierna volgende bepalingen:

Niemand mag, met uitzondering van de beoefenaars, bedoeld in artikel 3, § 1, en de artikelen 4, 6, en 43 voor wat betreft de prestaties verbonden aan hun respectievelijke kunst, prestaties verrichten die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of handelingen uitvoeren die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, indien hij geen bewijs van de vereiste kwalificaties kan overleggen en indien hij zijn titels door de in artikel 118 bepaalde geneeskundige commissie, die bevoegd is overeenkomstig de plaats waar hij voornemens is zich te vestigen, niet heeft doen viseren.

Bij het verlenen van het visum gaat de commissie over tot de registratie van de belanghebbende overeenkomstig de door de Koning bepaalde modaliteiten.

Het visum wordt verleend tegen betaling van een bijdrage. De Koning bepaalt de bedragen en de betalingsmodaliteiten van deze bijdrage.

Art. 73⁸¹. § 1. Niemand mag een beroepstitel dragen die betrekking heeft op één van de prestaties die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of op handelingen die

⁸¹ **§ 1:** KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 25, § 1, zoals deze werd gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, art. 179. De woorden “bij artikel 22”, “artikel 23”, “artikel 24” werden respectievelijk vervangen door de woorden “in artikel 69”, “artikel 71” en “artikel 72”.

§ 2: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 25, § 1 (ongewijzigd). De woorden “bij artikel 22” en “artikel 23” werden vervangen door de woorden “in artikel 69”, en “artikel 71”. De woorden “§ 2. De voorgaande paragraaf heeft enkel betrekking op de beroepsbeoefenaars ten aanzien van wie de Koning reeds de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Voor de andere beroepsbeoefenaars geldt, tot op het ogenblik dat de Koning de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, de bepaling in het volgende lid:” werden toegevoegd.

bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, zo hij niet houder is van de erkenning bedoeld in artikel 72, § 1.

§ 2. De voorgaande paragraaf heeft enkel betrekking op de beroepsbeoefenaars ten aanzien van wie de Koning reeds de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen. Voor de andere beroepsbeoefenaars geldt, tot op het ogenblik dat de Koning de inwerkingtreding heeft bepaald overeenkomstig artikel 183 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen, de bepaling in het volgende lid:

Niemand mag een beroepstitel dragen die betrekking heeft op één van de prestaties die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of op handelingen die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, zo hij aan de vereiste kwalificatievoorwaarden niet voldoet.

§ 3. Hij die aan de kwalificatievoorwaarden, gesteld bij de wetgeving van een vreemd land, voldoet, mag slechts een beroepstitel dragen die betrekking heeft op één van de prestaties die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of op handelingen die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, zo hij de machtiging bekomt van de minister belast met de uitvoering van de besluiten tot vaststelling van de vereiste kwalificatievoorwaarden.

Art. 74⁸². Niemand mag een beroepstitel die betrekking heeft op één van de prestaties, die nader bepaald zijn ter uitvoering van artikel 71, § 1, of op handelingen die bedoeld zijn in artikel 69, 2° en 3°, toekennen aan personen die hij, zelfs kosteloos, tewerkstelt, zo deze personen aan de vereiste kwalificatievoorwaarden niet voldoen.

Art. 75⁸³. Het is eenieder, die voor de toepassing van dit hoofdstuk als bevoegd beschouwd wordt, verboden op welke wijze ook zijn medewerking of zijn bijstand te verlenen aan een niet bevoegde derde, met het doel het hem mogelijk te maken een paramedisch beroep uit te oefenen.

Art. 76⁸⁴. Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Nationale raad voor de paramedische beroepen opgericht, hierna “de raad” te noemen.

§ 3: KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 25, § 2. De nummering “§ 2” werd vervangen door “§ 3”. De woorden “bij artikel 22” en “artikel 23” werden vervangen door de woorden “in artikel 69”, en “artikel 71”. Het woord “Minister” werd vervangen door het woord “minister”.

⁸² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 26. De woorden “bij artikel 22” en “artikel 23” werden respectievelijk vervangen door de woorden “in artikel 69” en “artikel 71”.

⁸³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 27.

⁸⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 28. Gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, art. 152. Het woord “voedselketen” werd vervangen door het woord “Voedselketen”.

Art. 77⁸⁵. De raad verstrekt aan de minister bevoegd voor Volksgezondheid, op diens aanvraag, of op eigen initiatief, adviezen betreffende alle aangelegenheden in verband met de paramedische beroepen.

Art. 78⁸⁶. § 1. De raad is samengesteld uit:

1° een voorzitter die een paramedisch beroep uitoefent of heeft uitgeoefend;

2° een lid per paramedisch beroep dat betrekking heeft op handelingen of prestaties bedoeld in artikel 69.

Tenminste één derde van de leden die tot deze categorie behoren, moeten hun beroep uitoefenen in een verplegingsinrichting;

3° doctors in de genees-, heel- en verloskunde onder dewelke minstens twee artsen voorgedragen door het Comité van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle ingesteld bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsuitkeringen.

Afgezien van de artsen voorgedragen door het Comité van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle waarvan hierboven sprake, moet ten minste de helft van de leden artsen hun kunst uitoefenen in een verzorgingsinstelling;

4° een beoefenaar van de tandheelkunde;

⁸⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 29. Gewijzigd bij de wet van 19 december 1990, art. 6. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

⁸⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 30. Gewijzigd bij de wet van 22 februari 1994, art. 5, bij de wet van 22 februari 1998, art. 201, bij de wet van 25 januari 1999, art. 181, bij de wet van 10 augustus 2001, art. 45, en bij de wet van 10 april 2014, art. 153. De woorden “bij artikel 22” werden vervangen door de woorden “in artikel 69”, de woorden “evaluatie en” werden toegevoegd, het woord “Controle” werd vervangen door het woord “controle”, het woord “moeten” werd vervangen door het woord “moet”, de woorden “artikelen 59bis, § 2, eerste lid, 2°, en 59ter, 2, eerste lid, 3°, van de Grondwet” werden vervangen door de woorden “artikelen 127, § 1, eerste lid, 2°, en 130, § 1, eerste lid, 3°, van de Grondwet”, de woorden “artikel 30” werden weggelaten, en het “§”-teken werd vervangen door het woord “paragraaf”. Het woord “onder” werd vervangen door het woord “in”. Het woord “sub” werd telkens vervangen door “in”, en de woorden “van deze paragraaf” werden weggelaten. Het woord “niet” werd vervangen door het woord “geen”. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. Het woord “en” werd geschrapt. De woorden “bij het Ministerie van Sociale Voorzorg” werden vervangen door de woorden “Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu”. Het woord “Executieven” werd vervangen door “Regeringen”. Het woord “geneesheren” werd vervangen door het woord “artsen”.

5° een apotheker;

6° twee ambtenaren die de functie van secretaris en adjunct-secretaris zullen uitoefenen;

7° drie ambtenaren aangewezen door de overheden die op grond van de artikelen 127, § 1, eerste lid, 2°, en 130, § 1, eerste lid, 3°, van de Grondwet bevoegd zijn voor het onderwijs.

De ambtenaren bedoeld in 6° en 7° hebben een adviserende stem.

Het totaal aantal van de artsen, beoefenaars van de tandheelkunde en apothekers, bedoeld in 3°, 4° en 5°, zal gelijk zijn aan het aantal van de in 2° bedoelde leden.

§ 2. Aan de leden die geen ambtenaar zijn, wordt een plaatsvervanger toegevoegd.

§ 3. De voorzitter en de andere gewone en plaatsvervangende leden worden door de Koning benoemd op voordracht van de minister bevoegd voor Volksgezondheid, uitgezonderd de leden ambtenaren bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu of bij een daarvan afhangende openbare instelling, die door de Koning worden benoemd op voordracht van de Minister van wie zij afhangen. De ambtenaren aangewezen in paragraaf 1, 7° worden aangewezen door de betrokken Regeringen.

De Koning benoemt een ondervoorzitter tussen de leden niet ambtenaren.

§ 4. Het mandaat van de leden niet ambtenaren heeft een duur van vier jaar en is hernieuwbaar.

Art. 79⁸⁷. Het dagelijks bestuur van de raad bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris of de adjunct-secretaris, alsook uit vier leden bedoeld in artikel 78, § 1, 2°, twee leden die geen ambtenaren zijn als bedoeld in artikel 78, § 1, 3°, een van de in artikel 78, § 1, 4° bedoelde leden, en een van de in artikel 78, § 1, 5° bedoelde leden, verkozen bij gewone meerderheid.

⁸⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 31. Vervangen bij de wet van 20 december 1974, art. 6, en gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, art. 182. Het woord “Raad” werd vervangen door het woord “raad”. De woorden “sub 2° van § 1 van artikel 30” werden vervangen door de woorden “in artikel 78, § 1, 2°”, de woorden “sub 3°” werden vervangen door de woorden “in artikel 78, § 1, 3°”, de woorden “sub 4°” werden vervangen door de woorden “in artikel 78, § 1, 4°”, en de woorden “sub 5°” werden vervangen door de woorden “de in artikel 78, § 1, 5°”.

Art. 80⁸⁸. Het dagelijks bestuur is belast met de regeling van de werkzaamheden van de raad, de verdeling van de taken en met het beheer van de gewone zaken. Het is bovendien belast met de bij artikel 82 bepaalde bekrachtiging.

Art. 81⁸⁹. § 1. De raad kan in zijn midden afdelingen oprichten die belast zijn met het onderzoek van vraagstukken die betrekking hebben:

1° op de in artikel 69, 1° bedoelde prestaties;

2° op de medewerking welke door de leden van de paramedische beroepen wordt verleend bij de uitvoering van de in artikel 69, 2° en 3° bedoelde handelingen.

§ 2. Met de toelating van het dagelijks bestuur, kan elke afdeling een beroep doen op personen buiten de raad, die zij kiest wegens hun bevoegdheid op het gebied waarmede elke afdeling inzonderheid belast is.

Art. 82⁹⁰. Behalve wat betreft de aangelegenheden waarvan de raad het onderzoek voor zichzelf behoudt, worden de adviezen van elk der afdelingen beschouwd als door de raad zelf gegeven, indien zij door het dagelijks bestuur bekrachtigd zijn. Bij gebreke van bekrachtiging door het dagelijks bestuur, wordt de zaak aan de raad voorgelegd.

Art. 83⁹¹. De raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de minister bevoegd voor Volksgezondheid.

Art. 84⁹². § 1. Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Technische Commissie voor de paramedische beroepen opgericht.

⁸⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 32. De woorden “artikel 34” werden vervangen door “artikel 82”.

⁸⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 33. De woorden “artikel 22” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 69”, het woord “bij” werd vervangen door het woord “in”, en het woord “akten” werd vervangen door het woord “handelingen”.

⁹⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 34.

⁹¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

⁹² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*bis*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 7 en vervangen bij de wet van 10 april 2014, art. 154. De woorden “artikel 46*bis*, § 2” werden vervangen door de woorden “artikel 141, tweede lid”. De woorden “voor de Volksgezondheid bevoegde minister” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd

Die Commissie heeft als opdracht om het in artikel 141, tweede lid, bedoeld advies te verstrekken.

§ 2. De Commissie is paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de paramedische beroepen en vertegenwoordigers van de geneeskunst, die door de Koning zijn benoemd. De Koning benoemt eveneens een plaatsvervanger voor elk van deze vertegenwoordigers.

§ 3. De Koning benoemt een voorzitter en een ondervoorzitter op de voordracht van de Technische Commissie. De voorzitter van de vergadering is niet stemgerechtigd. Indien de voorzitter een beoefenaar van een paramedisch beroep is, mag hij zich laten vertegenwoordigen door zijn plaatsvervanger die dan stemgerechtigd is. Indien de ondervoorzitter een beoefenaar van een paramedisch beroep is en de taak van voorzitter van de vergadering op zich moet nemen, mag hij zich laten vertegenwoordigen door zijn plaatsvervanger, die dan stemgerechtigd is.

Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar aangewezen door de minister bevoegd voor Volksgezondheid.

§ 4. Onder voorbehoud van de paragrafen 2 en 3, en het tweede lid, regelt de Koning de samenstelling, de organisatie en de werking van de Technische Commissie voor de paramedische beroepen.

De Commissie beraadslaagt op geldige wijze wanneer de helft van de vertegenwoordigers van de paramedische beroepen en de helft van de vertegenwoordigers van de beroepen die de geneeskunst uitoefenen, aanwezig zijn. Zij neemt haar beslissingen met een meerderheid van twee derden van de stemmen van de aanwezige leden en minstens een meerderheid van de stemmen van elke groep.

Wanneer in een zitting van de Commissie niet de helft van de leden van elke groep aanwezig is, kan de Commissie in de volgende zitting geldig beraadslagen over dezelfde agendapunten, ongeacht het aantal aanwezige leden. In dit geval neemt zij haar beslissingen met een meerderheid van drie vierden van de stemmen.

Hoofdstuk 8 ⁹³ . Bijzondere beroepsbekwaamheden, bijzondere beroepstitels, aanbodsbeheersing, eindeloopbaan, evaluatie, structuur en organisatie van de praktijk,

voor Volksgezondheid”. De in de tekst voorkomende paragraaftekens “§§” werden vervangen door de woorden “de paragrafen”.

organen en permanente federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen

Afdeling 1⁹⁴. Bijzondere beroepsbekwaamheden en bijzondere beroepstitels

Art. 85⁹⁵. De Koning stelt de lijst van bijzondere beroepstitels en van bijzondere beroepsbekwaamheden vast voor de in de artikelen 3, § 1, 4, 6, 23, § 2, eerste lid, 43, 45, 63 en 69 bepaalde beoefenaars.

Art. 86⁹⁶. Niemand kan een bijzondere beroepstitel dragen of zich beroepen op een bijzondere beroepsbekwaamheid, dan na door de minister bevoegd voor Volksgezondheid of de door hem gemachtigde ambtenaar hiertoe te zijn erkend.

Art. 87⁹⁷. Niemand kan aan personen die hij tewerkstelt, zelfs als vrijwilliger, een van de in artikel 85 bepaalde titels of bekwaamheden toekennen, indien die personen niet werden erkend overeenkomstig artikel 88.

Art. 88⁹⁸. De erkenning bepaald in artikel 86 wordt toegekend overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure en voor zover is voldaan aan de erkenningscriteria die zijn

⁹³ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk II*bis*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 8. Opschrift vervangen bij de wet van 29 januari 2003, art. 2 en bij de wet van 10 april 2014, art. 155. De Romeinse nummering “II*bis*” werd vervangen door “8”.

⁹⁴ Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen.

⁹⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*ter*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 8, en gewijzigd bij de wet van 17 maart 1997, art. 4, bij de wet van 10 augustus 2001, art. 47, en bij de wet van 13 december 2006, art. 16. De woorden “artikelen 2, § 1, 3, 4, 5, § 2 eerste lid, 21*bis*, 21*quater*, 21*noviesdecies* en 22” werden vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, 4, 6, 23, § 2, eerste lid, 43, 45, 63 en 69”.

⁹⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*quater*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 8, en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 48. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheden de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

⁹⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*quinquies*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 8, en gewijzigd de wet van 10 augustus 2001, art. 49. De woorden “artikel 35*ter*” en “artikel 35*sexies*” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 85” en “artikel 88”.

⁹⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*sexies*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 8, en gewijzigd bij de wet van 10 december 2009, art. 8. De woorden “artikel 35*quater*” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikel 86” en de woorden “bij dit besluit” werden vervangen door “in deze gecoördineerde wet”. De woorden “Minister tot

vastgesteld door de minister bevoegd voor Volksgezondheid, op advies, wanneer zij bestaan, van de Raden waaraan deze bevoegdheid is toegewezen.

De exclusieve uitoefening van de specialiteit, waarop de erkenning bedoeld in artikel 86 betrekking heeft, door een in deze gecoördineerde wet bedoelde gezondheidszorgbeoefenaar, kan gelden als één van de criteria voor de verkrijging en het behoud van de erkenning.

Art. 89⁹⁹. De minister bevoegd voor Volksgezondheid, kan een vereniging zonder winstoogmerk van de Franse taalrol en een vereniging zonder winstoogmerk van de Nederlandse taalrol erkennen, met het oog op de coördinatie van de opleiding leidend tot de bijzondere beroepstitel van huisarts. De Koning bepaalt de criteria voor het toekennen en het behoud van de erkenning en de erkenningsprocedure voor die verenigingen.

Art. 90¹⁰⁰. De criteria voor de erkenning of bevoegdheidsverklaring alsook de erkenningsvoorwaarden voor een bijzondere beroepsbekwaamheid die van toepassing zijn op de datum van inwerkingtreding van deze wet blijven behouden in afwachting dat de nieuwe bepalingen worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 85 en 88.

Afdeling 2¹⁰¹. Aanbodsbeheersing

Art. 91¹⁰². § 1. Bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu wordt een Planningscommissie-Medisch aanbod opgericht.

wiens bevoegdheden de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

⁹⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*sexies*/1. Ingevoegd bij de wet van 10 december 2009, art. 9. De woorden “Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”.

¹⁰⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*septies*. Ingevoegd bij de wet van 19 december 1990, art. 8, en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 50. De woorden “artikelen 35*ter* en 35*sexies*” werden vervangen door de woorden “artikelen 85 en 88”.

¹⁰¹ Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen

¹⁰² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*octies*. Ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, art. 169, en gewijzigd bij de wet van 22 februari 1998, art. 202, de wet van 10 augustus 2001, art. 51, de wet van 29 januari 2003, art. 3, en bij de wet van 10 april 2014, art. 156. De woorden “het Ministerie van Sociale zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu” werden vervangen door de woorden “de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu”. De zin “Een eerste rapport zal neergelegd worden bij de Ministers van Volksgezondheid en Sociale Zaken ten laatste op 15 mei 1996, inzake behoeften, bevattend voorstellen van een globaal aantal en van een verdeling onder andere per gemeenschap” werd weggelaten. De woorden “Ministers van Volksgezondheid en Sociale Zaken” werden vervangen door de woorden “ministers bevoegd voor Volksgezondheid en

§ 2. De opdracht van deze Commissie bestaat erin:

1° de behoeften inzake medisch aanbod na te gaan met betrekking tot de beroepen vermeld in de artikelen 3, § 1, en 4. Bij het bepalen van deze behoeften dient rekening gehouden te worden met de evolutie van de behoeften inzake medische zorgen, de kwaliteit van de zorgenverstrekking en de demografische en de sociologische evolutie van de betrokken beroepen;

2° op een continue wijze de weerslag evalueren die de bepaling van deze behoeften heeft op de toegang tot de studies voor de beroepen bedoeld in de artikelen 3, § 1, en 4;

3° jaarlijks een verslag opstellen ten behoeve van de ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken betreffende de relatie tussen de behoeften, studies en de doorstroming tot de stages, met het oog op het verkrijgen van de bijzonder beroepstitels bedoeld in artikel 85 en de beroepstitel bedoeld in artikel 43, § 3.

§ 3. Met het oog op het vervullen van haar wettelijke opdrachten, kan de Planningscommissie persoonsgegevens in verband met beoefenaars van gezondheidszorgberoepen verwerken.

De resultaten van deze verwerking mogen enkel medegedeeld, verspreid of openbaar gemaakt worden, indien de personen niet identificeerbaar zijn.

Mogen ingezameld worden op permanente wijze:

1° bij de databank bedoeld in artikel 97, de gegevens die daarin geregistreerd zijn;

2° bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, de gegevens over de individuele beroepsactiviteiten.

voor Sociale Zaken". De woorden "Minister van Volksgezondheid" werden telkens vervangen door de woorden "minister bevoegd voor Volksgezondheid". De woorden "artikelen 2, § 1 en 3" werden tweemaal vervangen door de woorden "artikelen 3, § 1, en 4", de woorden "artikel 35ter" tweemaal door de woorden "artikel 85", de woorden "artikel 21bis" door de woorden "artikel 43", de woorden "artikel 35quaterdecies" door de woorden "artikel 97" en de woorden "in Ministerraad overlegd besluit" werden tweemaal vervangen door de woorden "besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad". De opsomming in streepjes werd vervangen door "1°, 2°, en 3°" en de opsomming "a) en b)" werd vervangen door "1° en 2°". De nummering "§ 2bis" werd vervangen door "§ 3", de nummering "§ 3" werd vervangen door "§ 4", en de nummering "§ 4" werd vervangen door "§ 5". Het woord "Minister" werd vervangen door het woord "minister".

§ 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de samenstelling en de werking van de Planningscommissie. De Planningscommissie kan zich laten bijstaan door experts.

De Planningscommissie wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de minister bevoegd voor Volksgezondheid. Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar van Volksgezondheid, aangewezen door de minister.

§ 5. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op voorstel van de minister bevoegd voor Volksgezondheid, de opdrachten van de Planningscommissie uitbreiden tot andere beroepen vermeld in artikel 85.

Art. 92¹⁰³. § 1. Op gezamenlijk voorstel van de ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad:

1° kan de Koning, na advies van de Planningscommissie, het globaal aantal kandidaten bepalen, opgesplitst per gemeenschap, dat jaarlijks, na het behalen van het diploma bedoeld in de artikelen 3, § 1, eerste lid, en 4, eerste lid, toegang heeft tot het verkrijgen van de bijzondere beroepstitels, die het voorwerp uitmaken van de erkenning bedoeld in artikel 86;

¹⁰³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*nonies*. Ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, art. 170, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, art. 52, en bij de wet van 24 november 2004, art. 5. De woorden “die respectievelijk de Volksgezondheid en Sociale Zaken onder hun bevoegdheid hebben” werden tweemaal vervangen door de woorden “die respectievelijk bevoegd zijn voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken”. De woorden “artikelen 2, § 1, eerste lid, en 3, eerste lid” werden vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, eerste lid, en 4, eerste lid”, de woorden “artikel 35*quater*” werden vervangen door de woorden “artikel 86”, de woorden “artikel 21*bis*” door de woorden “artikel 43”, het in de tekst voorkomende paragraafteken “§” werd telkens vervangen door het woord “paragraaf”, de woorden “artikelen 2, § 1 en 3” door de woorden “artikelen 3, § 1, en 4”, de woorden “artikel 35*octies*” door de woorden “artikel 91”, de woorden “artikel 35*ter*” door de woorden “artikel 85” en de woorden “bedoeld bij artikelen 2, § 1, 3 en 5, § 2” door de woorden “bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, en 23, § 2”. Het woord “Gemeenschap” werd telkens vervangen door “gemeenschap”. De woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. Het woord “planningscommissie” werd vervangen door het woord “Planningscommissie”. De woorden “in Ministerraad overlegd besluit” werden telkens vervangen door de woorden “besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”. De woorden “Minister van Volksgezondheid en van de Minister van Sociale Zaken” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid en van de minister bevoegd voor Sociale Zaken”, en de woorden “Minister van Volksgezondheid” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. De paragraaftekens “§§” werden vervangen door de woorden “de paragrafen”.

2° kan de Koning, na advies van de Planningscommissie, het globaal aantal kandidaten bepalen, die houders zijn van een diploma afgeleverd door een instelling die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of van de Vlaamse Gemeenschap valt, opgesplitst per gemeenschap, dat jaarlijks, na het behalen van de erkenning bedoeld in artikel 43, § 1, eerste lid, toegang krijgt tot de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging, voor de in artikel 34, eerste lid, 1°, c), van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994, bedoelde verstrekkingen;

3° kan de Koning, na advies van de Planningscommissie, het globaal aantal kandidaten bepalen dat jaarlijks toegang heeft tot het verkrijgen van een erkenning voor de uitoefening van een beroep waarvoor een erkenning bestaat;

4° kan de Koning de criteria en regels vastleggen voor de selectie van de in 1°, in 2° en in 3° bedoelde kandidaten.

§ 2. De in paragraaf 1, 1°, bedoelde maatregel:

1° kan ten vroegste uitwerking hebben na een termijn die gelijk is aan de duur van de studies die nodig zijn voor het behalen van de in de artikelen 3, § 1, en 4 bedoelde diploma's;

2° wordt door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad opgeschort, indien blijkt onder andere uit het rapport van de Planningscommissie bedoeld in artikel 91, § 2, dat de vastgestelde behoeften per gemeenschap niet worden overschreden onder meer ten gevolge van de maatregelen genomen per gemeenschap inzake aanbodsbeheersing.

§ 3. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Planningscommissie, op voorstel van de minister bevoegd voor Volksgezondheid en van de minister bevoegd voor Sociale Zaken, per gemeenschap het aantal kandidaten bepalen dat toegang heeft tot de diverse beroepstitels of groep van bijzondere beroepstitels.

§ 4. De Koning kan op voorstel van de minister bevoegd voor Volksgezondheid en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, mits de nodige aanpassingen, de bepalingen van de paragrafen 1, 2 en 3 uitbreiden tot andere beroepen vermeld in artikel 85.

§ 5. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad en op voorstel van de ministers die respectievelijk bevoegd zijn voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken, de lijst vastleggen van de bijzondere beroepstitels die verkregen kunnen worden door de houders van de basisdiploma's bedoeld in de artikelen 3, § 1, 4, en 23, § 2 waarvoor de beperking van het aantal kandidaten niet van toepassing is.

§ 6. Wanneer een kandidaat deel moet uitmaken van twee groepen van beoefenaars van een gezondheidszorgberoep waarvan het aantal reglementair beperkt is overeenkomstig paragraaf 1, moet hij slechts in één enkele groep opgenomen worden.

Afdeling 3¹⁰⁴. Eindeloopbaan

Art. 93¹⁰⁵. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op gezamenlijk voorstel van de ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken en na overleg in het bij deze wet opgerichte Overlegcomité, bij toepassing van artikel 77bis van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994, de regels betreffende de eindeloopbaan voor de in artikel 3, § 1, bedoelde beoefenaars.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op gezamenlijk voorstel van de ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken en na overleg met de desbetreffende overeenkomstencommissies bedoeld in artikel 26 van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994, de regels betreffende de eindeloopbaan voor de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, met uitzondering van de in het eerste lid bedoelde beoefenaars.

Afdeling 4¹⁰⁶. Evaluatie

Art. 94¹⁰⁷. § 1. De Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en op de gezamenlijke voordracht van de ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken en na overleg in het Overlegcomité:

¹⁰⁴ Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen.

¹⁰⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*decies*. Ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, art. 171, en vervangen bij de wet van 2 augustus 2002, art. 68. De indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “Ministers van Volksgezondheid en van Sociale Zaken” werden telkens vervangen door de woorden “ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken”. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3” en de woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden telkens vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. De woorden “paragraaf 1” werden vervangen door de woorden “het eerste lid”.

¹⁰⁶ Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen.

¹⁰⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*undecies*. Ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, art. 172, en vervangen bij de wet van 2 augustus 2002, art. 69. De woorden “Ministers van Volksgezondheid en van Sociale Zaken” werden telkens vervangen door de woorden “ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken”. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”, het woord “modaliteiten” werd vervangen

1° bepaalt de regels en de modaliteiten inzake de evaluatie, onder andere via een systeem van “*peer review*”, van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaliging van de individuele beroepsbeoefenaars bedoeld in artikel 3, § 1;

2° duidt de structuren aan die de evaluatie van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaliging organiseren of begeleiden en bepaalt de algemene regels van de werking ervan.

§ 2. De Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op de gezamenlijke voordracht van de ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken en na overleg in de desbetreffende overeenkomstencommissies bedoeld in artikel 26 van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994:

1° bepaalt de regels en de modaliteiten inzake de evaluatie, onder andere via een systeem van “*peer review*”, van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaliging van de individuele beoefenaars van de gezondheidsberoepen, met uitzondering van de beoefenaars bedoeld in paragraaf 1;

2° duidt de structuren aan die de evaluatie van de praktijk en van het onderhouden van de professionele bekwaliging organiseren of begeleiden en bepaalt de algemene regels van de werking ervan voor de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, met uitzondering van de in paragraaf 1 bedoelde beoefenaars.

Afdeling 5¹⁰⁸. Structuur en organisatie van de praktijk

Art. 95¹⁰⁹. De Koning bepaalt, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en na overleg met het overlegcomité, de regels met betrekking tot de structuur en de organisatie van de praktijk van de in artikel 3, § 1, bedoelde beoefenaars.

door het woord “modaliteiten”, en de woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. Het woord “*peer-review*” werd vervangen door de woorden “*peer review*”.

¹⁰⁸ Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen.

¹⁰⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*duodecies*. Ingevoegd bij de wet van 29 april 1996, art. 173, vervangen bij de wet van 10 december 1997, art. 6, en gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, art. 70. De woorden “artikel 2” werden vervangen door de woorden “artikel 3”, de woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”, de woorden “artikelen 2, § 2, 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater* en 22” door de woorden “artikelen 3, § 2, 4, 6, 23, § 2, 43, 45 en 69”.

De Koning bepaalt, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en na overleg met de in artikel 26 van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994 bedoelde desbetreffende overeenkomstencommissies, de regels met betrekking tot de structuur en de organisatie van de praktijk van de in de artikelen 3, § 2, 4, 6, 23, § 2, 43, 45 en 69 bedoelde beroepsbeoefenaars.

Deze regels hebben geen betrekking op het stellen van de diagnose, de keuze, het instellen van de behandeling en de uitvoering ervan.

Onder structuur en organisatie van de praktijk wordt inzonderheid verstaan: de organisatie en het beheer van het algemeen medisch dossier; de organisatie en, in voorkomend geval, de erkenningscriteria van de groepspraktijk en van diverse samenwerkingsverbanden; de rolomschrijving van en taakafspraken tussen huisartsen en specialisten.

Afdeling 6¹¹⁰. Organen

Art. 96¹¹¹. De Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op de gezamenlijke voordracht van de ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken:

1° richt een “Hoge Raad voor de Gezondheidsberoepen” op, dewelke kan bestaan uit afdelingen met betrekking tot elk van de in artikelen 3, § 1, 4, 6, 23, § 2, 43, 45, 63 en 69 vermelde beroepen;

¹¹⁰ Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen.

¹¹¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*terdecies*. Ingevoegd bij de wet van 10 december 1997, art. 7, en gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, art. 71, en bij de wet van 13 december 2006, art. 17. De woorden “in Ministerraad overlegd besluit” werden vervangen door de woorden “besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”, het aanhalingsteken voor het woord “een” werd weggelaten, er werd een aanhalingsteken ingevoegd voor het woord “Hoge”, de woorden “Minister van Volksgezondheid en van de Minister van Sociale Zaken” werden vervangen door de woorden “ministers bevoegd voor Volksgezondheid en voor Sociale Zaken”. De woorden “artikelen 2, § 1, 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater*, 21*noviesdecies* en 22” werden vervangen door “artikelen 3, § 1, 4, 6, 23, § 2, 43, 45, 63 en 69”. De woorden “de Minister van Volksgezondheid, de Minister van Sociale Zaken” werden vervangen door de woorden “de minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Sociale Zaken”. De woorden “van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967” werden weggelaten. De woorden “artikelen 2, § 1” werden vervangen door de woorden “artikel 3, § 1”, en de woorden “artikelen 3, 4, 5, § 2, 21*bis*, 21*quater*, 21*noviesdecies* en 22” werden vervangen door de woorden “artikelen 4, 6, 23, § 2, 43, 45, 63 en 69”. De woorden “wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkering, gecoördineerd op 14 juli 1994” werden vervangen door de woorden “Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994”. De woorden “het 3^o” werden vervangen door “3^o” en het woord “ondermeer” werd vervangen door de woorden “onder meer”.

2° bepaalt de samenstelling ervan. De medische afdeling ervan wordt als volgt samengesteld: de minister bevoegd voor Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de representatieve beroepsverenigingen, de verzekeringsinstellingen, de universiteiten en de wetenschappelijke verenigingen;

3°a) bepaalt de opdrachten ervan, welke er inzonderheid in bestaan advies te verstrekken met betrekking tot de kwaliteit, de evaluatie en de organisatie van de medische praktijk van de in de artikel 3, § 1, bedoelde beroepsbeoefenaars; en stelt meer bepaald aanbevelingen voor goede praktijkvoering op. Op eigen initiatief of op vraag van de bevoegde minister, of het desbetreffend Overlegcomité, zoals bepaald in artikel 8 van de wet van 10 december 1997 tot reorganisatie van de gezondheidszorg, formuleert de betreffende afdeling voorstellen of adviezen onder meer inzake kwaliteit van de zorgverlening, de organisatie van de zorgverlening, en de taakafspraken tussen de beoefenaars onderling;

b) bepaalt de opdrachten ervan, welke er inzonderheid in bestaan advies te verstrekken met betrekking tot de kwaliteit, de evaluatie en de organisatie van de medische praktijk van de in artikelen 4, 6, 23, § 2, 43, 45, 63 en 69 bedoelde beroepsbeoefenaars; en stelt meer bepaald aanbevelingen voor goede praktijkvoering op. Op eigen initiatief of op vraag van de bevoegde minister, of van de in artikel 26 van de Ziekteverzekeringswet van 14 juli 1994, bedoelde desbetreffende overeenkomstencommissie, formuleert de betreffende afdeling voorstellen of adviezen onder meer inzake kwaliteit van de zorgverlening, de organisatie van de zorgverlening, en de taakafspraken tussen de beoefenaars onderling.

4° bepaalt de werking ervan. Vooraleer er door de geëigende organen definitieve beslissingen genomen worden desaangaande, alsmede met betrekking tot de in 3° beoogde materies dient voorafgaandelijk overleg georganiseerd in het geëigend overlegcomité, opgericht bij deze wet.

Op voorstel van de bevoegde minister kunnen verschillende afdelingen samen vergaderen.

Afdeling 7 ¹¹². De permanente federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen

Art. 97¹¹³. § 1. Voor elke beroepsbeoefenaar van een gezondheidszorgberoep bedoeld in deze gecoördineerde wet worden identificatiegegevens en gegevens in verband met hun erkenning

¹¹² Nieuw ingevoegde onderverdeling in afdelingen

¹¹³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35^{quaterdecies}, §§ 1 en 2, ingevoegd bij de wet van 29 januari 2003, art. 4, en gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, art. 157. De woorden “dit besluit” werden vervangen door “deze gecoördineerde wet”. De aanhalingstekens voor en na de woorden “Het Directoraat-Generaal gezondheidsberoepen, Medische bewaking en Welzijn op het werk” werden weggelaten. De woorden “van de” werden toegevoegd. De woorden “wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van

en bepaalde aspecten van hun beroepsactiviteit in een permanente federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen geregistreerd en bijgehouden.

Het Directoraat-Generaal gezondheidsberoepen, Medische bewaking en Welzijn op het werk van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu is de verantwoordelijke voor de verwerking, in de zin van artikel 1, § 4, van de Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992.

§ 2. De registratie bedoeld in paragraaf 1 heeft als doel:

1° de gegevens te verzamelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de opdrachten van de Planningscommissie, bedoeld in artikel 91, § 2 die betrekking hebben op de werkkraacht, op de evolutie en geografische spreiding ervan en op de demografische en sociologische kenmerken van de beroepsbeoefenaars;

2° de uitvoering van de reglementaire opdrachten van de administraties alsook de uitwisseling van de gegevens, die hun naargelang hun respectieve reglementaire opdrachten zijn toevertrouwd, tussen de overheidsinstellingen voor sociale zekerheid, de openbare administraties en de instellingen van openbaar nut, mogelijk te maken, mede met het oog op administratieve vereenvoudiging;

3° de mogelijkheid te creëren om de communicatie met en tussen de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen te verbeteren.

Art. 98¹¹⁴. De volgende gegevens worden verzameld:

1° de identificatiegegevens: onder identificatiegegevens wordt verstaan alle gegevens waardoor de beoefenaar geïdentificeerd kan worden, met inbegrip van het rijksregisternummer, alsmede de gegevens m.b.t. de beroepstitels en de bijzondere

de verwerking van persoonsgegevens” werden vervangen door de woorden “Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992”. Het “§”-teken werd vervangen door het woord “paragraaf”. De woorden “artikel 35octies” werden vervangen door de woorden “artikel 91”.

¹¹⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35^{quaterdecies}, § 3, ingevoegd bij de wet van 29 januari 2003, art. 4. De definities van de gegevens die voorkomen in 1° tot 4°, en die oorspronkelijk telkens een nieuw lid uitmaakten, volgen steeds na de te definiëren gegevens, gevolgd door een dubbele punt. De woorden “De” werden viermaal vervangen door “de”. De woorden “artikel 35ter” werden vervangen door de woorden “artikel 85”, de woorden “artikel 35sexies” tweemaal door de woorden “artikel 88”, de woorden “paragraaf 1” door de woorden “artikel 97, § 1”, en de woorden “artikel 35octies, § 1^{er}” door de woorden “artikel 91, § 1”. Toevoeging van een kommapunt. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. De woorden “in Ministerraad overlegd besluit” werden vervangen door de woorden “besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”.

beroepskwaamheden bedoeld in artikel 85 of academische titels waarvan hij titularis is, de woonplaats en het beroepsadres;

2° de gegevens in verband met de erkenning: onder gegevens in verband met de erkenning wordt verstaan de nodige administratieve gegevens voor de uitvoering van de in artikel 88 bedoelde erkenningsmodaliteiten;

3° de gegevens van de sociale zekerheid: onder gegevens doorgegeven door de overheidsinstellingen voor sociale zekerheid wordt verstaan het feit dat een beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in artikel 97, § 1, het beroep uitoefent als loontrekkende of als zelfstandige in hoofd- of bijberoep of dat hij pensioengerechtigd is;

4° de gegevens die vrijwillig door een beoefenaar ter beschikking worden gesteld en die op hem betrekking hebben: onder gegevens die vrijwillig ter beschikking worden gesteld, wordt verstaan de gegevens die door een beoefenaar ter beschikking worden gesteld van andere beoefenaars, zoals o.m. elektronische adressen, een publieke vercijferingssleutel, academische titels, bijzondere activiteiten- of onderzoeksgebieden. De lijst van bijzondere activiteiten- of onderzoeksgebieden kan, op advies van de bevoegde Raad bedoeld in artikel 88, door de minister bevoegd voor Volksgezondheid worden vastgelegd.

Bij een in besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning, op voorstel van de Planningscommissie bedoeld in artikel 91, § 1, de lijst van de gegevens uitbreiden of aanvullen.

Art. 99¹¹⁵. De volgende diensten, instellingen en personen verschaffen aan de permanente federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen de hierna bepaalde gegevens:

1° het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering: de beschikbare identificatiegegevens bedoeld in artikel 98, 1°, van elke beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in artikel 97, § 1, die zich bij het Rijksinstituut inschrijft, met inbegrip van het

¹¹⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*quaterdecies*, § 4, ingevoegd bij de wet van 29 januari 2003, art. 4, gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 67, bij de wet van 12 december 2010, art. 13, bij het koninklijk besluit van 11 februari 2014, art. 2, en bij de wet van 10 april 2014, art. 157. De nummeringen “7°*bis*”, “8°”, “9°”, “10°”, “11°”, “12°” werden vervangen door “8°”, “9°”, “10°”, “11°”, “12°”, en “13°”. De woorden “paragraaf 1”, “paragraaf 3, 1°”, “paragraaf 3, 2°”, “paragraaf 3, 4°” werden telkens respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 97, § 1”, “artikel 98, 1°”, “artikel 98, 2°”, en “artikel 98, 4°”. De woorden “artikel 35*sexies*” werden vervangen door de woorden “artikel 88”. De woorden “geneesheer-adviseurs” werden vervangen door de woorden “adviserend geneesheren”. Een aantal dubbele punten werden toegevoegd. De woorden “voor wat” en “betreft” werden tweemaal weggelaten. De woorden “elk jaar” werden verplaatst. Het woord “mee” werd weggelaten. Het woord “kruispuntbank” werd vervangen door de woorden “Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid”.

RIZIV-nummer dat hem is toegekend, het beroepsadres alsmede de lijst van de adviserend geneesheren;

2° het Rijksregister van de natuurlijke personen, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: de volgende bijgewerkte gegevens: het identificatienummer van het Rijksregister of het identificatienummer van de natuurlijke personen die niet zijn inschreven in het Rijksregister, de naam, de voornamen, het adres, de geboortedatum, de nationaliteit, het geslacht en desgevallend de datum van overlijden;

3° de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: het feit dat een beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in artikel 97, § 1, een loontrekkende is, het inschrijvingsnummer van de werkgever, het desbetreffende uittreksel uit het repertorium van werkgevers en het arbeidsregime;

4° het Rijksinstituut voor Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: het feit dat een van de in artikel 97, § 1, bedoelde beoefenaars een zelfstandige in hoofd- of bijberoep is;

5° de Rijksdienst voor Pensioenen via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: het feit dat een beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in artikel 97, § 1, pensioengerechtigd is;

6° de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu: de identificatiegegevens verzameld tijdens de procedure van het toekennen van het visum en tijdens de procedure van erkenning bedoeld in artikel 88 en de gegevens betreffende de erkenning van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen bedoeld in artikel 97, § 1;

7° de Orde: de beroepsadressen evenals de gegevens betreffende de inschrijving op de lijst en betreffende de tijdelijke of definitieve intrekking van het recht tot uitoefening maar zonder de redenen te vermelden die deze intrekking hebben gemotiveerd;

8° de beoefenaars van een van de beroepen bedoeld in artikel 97, § 1, voor wiens beroep geen Orde bestaat en die geen RIZIV-nummer hebben, zelf: de adressen waar ze hun beroep hoofdzakelijk uitoefenen;

9° de beoefenaar van een van de beroepen bedoeld in artikel 1 zelf: de gegevens die volgens hem verbeterd of vervolledigd dienen te worden en de gegevens die hij vrijwillig ter beschikking stelt, bedoeld in artikel 98, 4°;

10° de erkende verzorgingsinstellingen, de rusthuizen en de openbare of privé-instellingen die zorgen verstrekken of preventieve activiteiten uitoefenen: elk jaar de naam en de voornamen alsook het beroep van de gezondheidszorgbeoefenaars die er werken als zelfstandige;

11° de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: het feit dat een werknemer bedoeld in artikel 97, § 1, zijn activiteit uitoefent als loontrekkende;

12° de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid, via de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid: het feit dat een werknemer bedoeld in artikel 97, § 1, zijn activiteit uitoefent in het buitenland, buiten de Europese Unie;

13° De Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg : de gegevens in verband met de in artikel 98, 2°, vermelde erkenning, verzameld in het kader van de toezichtopdrachten bedoeld in de wet van 12 december 2010 tot vaststelling van de arbeidsduur van de geneesheren, de tandartsen, de dierenartsen, kandidaat-geneesheren in opleiding, kandidaat-tandartsen in opleiding en studenten-stagiairs die zich voorbereiden op de uitoefening van deze beroepen.

Art. 100¹¹⁶. Het recht op toegang tot de gegevens die geregistreerd zijn in de permanente federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen is beperkt overeenkomstig de volgende bepalingen:

1° elke beoefenaar van een gezondheidszorgberoep, die in de gegevensbank geregistreerd is, heeft toegang tot de gegevens die op hem betrekking hebben; overeenkomstig artikel 12 van de Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992 is hij bovendien gerechtigd om die gegevens kosteloos te doen verbeteren;

2° voor zover zij geen andere rechtstreekse toegang hebben tot deze gegevens en voor zover zij door of krachtens een wet bevoegd zijn om de desbetreffende informatie te kennen hebben de overheidsinstellingen voor sociale zekerheid en de openbare overheden toegang tot alle identificatiegegevens.

3° de bevoegde Ordes, de ziekenfondsen bedoeld in de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en de verzekeringsmaatschappijen hebben toegang tot de identificatiegegevens zonder echter

¹¹⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35*quaterdecies*, § 5, ingevoegd bij de wet van 29 januari 2003, art. 4, gewijzigd bij de wet van 29 maart 2012, art. 43, bij het koninklijk besluit van 11 februari 2014, art. 2, en bij de wet van 10 april 2014, art. 157. De woorden “voornoemde wet” werden vervangen door “Wet Persoonlijke Levenssfeer van 8 december 1992”. Het woord “voorzover” werd vervangen door de woorden “voor zover”. De woorden “paragraaf 1” werden vervangen door de woorden “artikel 97, § 1”, en de woorden “paragraaf 3, 4°” door de woorden “artikel 98, 4°”. De aanhalingstekens voorafgaand en volgend op de woorden “het Directoraat-Generaal gezondheidsberoepen, Medische Bewaking en Welzijn op het Werk” werden weggelaten. De nummering “8°” werd vervangen door “7°” en de nummering “9°” werd vervangen door “8°”.

toegang te hebben tot het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen.

Bovendien hebben de ziekenfondsen en de verzekeringsmaatschappijen toegang tot gegevens betreffende de erkenning van de praktijken.

4° het publiek heeft toegang tot de naam en de voornamen, tot de beroepstitel(s) en de bijzondere beroepsbekwaamheden en tot informatie over het recht van een specifieke zorgaanbieder om diensten te verlenen of over mogelijke beperkingen ten aanzien van zijn praktijk en, behoudens verzet van de beoefenaar, tot zijn belangrijkste beroepsadres; een beoefenaar die het beroep waarvoor hij geregistreerd is niet meer substantieel uitoefent, kan vragen om het publiek geen toegang meer te verlenen tot zijn registratie;

5° de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen bedoeld in artikel 97, § 1, hebben toegang tot de naam en de voornamen, tot de beroepstitel(s) en de bijzondere beroepskwaamheden en tot het beroepsadres alsook tot de vrijwillig ter beschikking gestelde gegevens bedoeld in artikel 98, 4°;

6° het Directoraat-Generaal gezondheidsberoepen, Medische Bewaking en Welzijn op het Werk van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu en het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering hebben toegang tot de gegevens met betrekking tot de erkenning;

7° het eHealth-platform, opgericht door de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform, heeft toegang tot alle identificatiegegevens, tot de gegevens betreffende de erkenning, alsook tot die betreffende de machtiging tot uitoefening maar niet, ingeval van intrekking van de machtiging tot uitoefening, tot de gegevens betreffende de redenen die tot de intrekking hebben geleid.

8° De autoriteiten van andere lidstaten hebben toegang tot gegevens geregistreerd in de federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen, in de context van grensoverschrijdende gezondheidszorg, overeenkomstig de hoofdstukken II en III en de nationale maatregelen ter uitvoering van de uniale bepalingen inzake de bescherming van persoonsgegevens, in het bijzonder de Richtlijnen 95/46/EG en 2002/58/EG, en het beginsel van het vermoeden van onschuld. De uitwisseling van informatie vindt plaats via het informatiesysteem interne markt dat is ingesteld bij Beschikking 2008/49/EG van de Commissie van 12 december 2007 inzake de bescherming van persoonsgegevens bij de invoering van het informatiesysteem interne markt (IMI).

Art. 101 ¹¹⁷. De in de permanente federale databank van de beoefenaars van de gezondheidszorgberoepen geregistreerde gegevens zijn eigendom van de Belgische Staat. De

¹¹⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 35 *quaterdecies*, § 6, ingevoegd bij de wet van 29 januari 2003, art. 4, en gewijzigd bij de wet van 10 april 2014, art. 157. De woorden „, alle

commercialisering van de inhoud van de gegevens, door verkoop, verhuur, verspreiding of elke andere vorm van terbeschikkingstelling aan derden is verboden. Meer algemeen is alle gebruik, ander dan het louter intern gebruik ter ondersteuning van de activiteit van de wettige gebruiker uitdrukkelijk verboden.

Hoofdstuk 9¹¹⁸. Erkenning van beroepskwalificaties – Toepassing van de Europese regelgeving

Art. 102¹¹⁹. De bepalingen van dit hoofdstuk hebben als doel Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties, laatstelijk gewijzigd bij (EU)-Verordening nr. 213/2011 van de Commissie van 3 maart 2011, om te zetten.

Afdeling 1. Definities

Art. 103¹²⁰. Voor de toepassing van dit hoofdstuk verstaat men onder :

1° “minister “: de minister bevoegd voor Volksgezondheid;

2° “Directoraat-generaal”: het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

3° “Richtlijn”: Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties, laatstelijk gewijzigd bij (EU)-verordening nr. 213/2011 van de Commissie van 3 maart 2011;

gebruik, ander dan het louter intern gebruik” en “uitdrukkelijk verboden” werden toegevoegd in de Nederlandse tekst.

¹¹⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk IV*bis*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juni 1983, art. 1 en vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1. De woorden “Hoofdstuk IV*bis*” werden vervangen door de woorden “Hoofdstuk 9”.

¹¹⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*bis*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juni 1983, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 1.

¹²⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*ter*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juni 1983, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 2. Het woord “Minister” werd vervangen door het woord “minister”. De woorden “Minister die bevoegd is voor Volksgezondheid” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. De woorden “dit besluit” werden telkens vervangen door de woorden “deze gecoördineerde wet”. Het woord “De” werd vervangen door het woord “de”.

4° “Lidstaat”: lidstaat van de Europese Unie en de landen waar de richtlijn van toepassing is;

5° “migrant”: *a)* een onderdaan van een lidstaat of *b)* een onderdaan van een derde land die zich in België mag vestigen conform de bepalingen van de artikelen 14 en volgende of de artikelen 61/6 en volgende van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

6° “beroepskwalificaties”: kwalificaties die worden gestaafd door een opleidingstitel op het vlak van volksgezondheid, een bekwaamheidsattest op het vlak van volksgezondheid, een beroepservaring of een combinatie van de twee of drie voorgaande elementen;

7° “gezondheidszorgberoep”: een beroepswerkzaamheid of een geheel van beroepswerkzaamheden waartoe de toegang of waarvan de uitoefening of één van de wijzen van uitoefening krachtens deze gecoördineerde wet direct of indirect afhankelijk wordt gesteld van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties; met name het voeren van een beroepstitel die door deze gecoördineerde wet beperkt is tot personen die een specifieke beroepskwalificatie bezitten, geldt als een wijze van uitoefening;

8° “beroepservaring”: de werkelijke en wettelijke uitoefening van het betrokken gezondheidszorgberoep in een lidstaat;

9° “de Europese Gemeenschap”: alle lidstaten;

10° “bevoegde overheid”: elke overheid of instantie die specifiek gemachtigd werd door een lidstaat om opleidingstitels en andere documenten of informaties uit te reiken of in ontvangst te nemen, alsook om aanvragen in ontvangst te nemen en beslissingen te nemen, bedoeld in de richtlijn;

11° “opleidingstitel”: *a)* diploma's, getuigschriften en andere bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een overheid van een Lidstaat gemachtigd krachtens de wets-, verordening- of administratieve bepalingen van deze lidstaat en die een beroepsopleiding bekrachtigen die voornamelijk verworven werd in de Europese Gemeenschap, of *b)* een opleidingstitel op het vlak van volksgezondheid uitgereikt in een derde land voor zover de titularis over een beroepservaring van drie jaar beschikt, voor het betrokken beroep, op het grondgebied van de lidstaat die het opleidingsbewijs erkend en gehomologeerd heeft;

12° “bekwaamheidsproef”: een controle, uitsluitend betreffende de beroepskennis van de migrant of de dienstverrichter, die wordt verricht door het Directoraat-generaal en die tot doel heeft te beoordelen of de migrant of de dienstverrichter de bekwaamheid bezit om een gezondheidszorgberoep in België uit te oefenen; teneinde deze controle mogelijk te maken, stelt het Directoraat-generaal op basis van een vergelijking tussen de in België vereiste opleiding en de opleiding die de migrant of de dienstverrichter heeft ontvangen, een lijst op van de vakgebieden die niet bestreken worden door het diploma of andere opleidingstitels die

de migrant of de dienstverrichter overlegt; bij de bekwaamheidsproef moet in aanmerking worden genomen dat de migrant of de dienstverrichter in de lidstaat van oorsprong of herkomst een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar is; de proef heeft betrekking op de vakgebieden die moeten worden gekozen uit die welke op de lijst staan en waarvan de kennis een wezenlijke voorwaarde is om het beroep in België te kunnen uitoefenen; deze proef kan ook betrekking hebben op de kennis van de beroepsregels die in België op de betrokken activiteiten van toepassing zijn;

13° “aanpassingsstage”: de uitoefening in België van een gezondheidszorgberoep onder verantwoordelijkheid van een gekwalificeerde beroepsbeoefenaar, eventueel gekoppeld aan een aanvullende opleiding; de stage wordt beoordeeld en er wordt geoordeeld of de migrant voldoende bekwaamheid bezit om het desbetreffende gezondheidszorgberoep in België uit te oefenen;

14° “gereguleerde opleiding”: elke opleiding die de specifieke uitoefening van een bepaald gezondheidszorgberoep beoogt en die uit een studiecycclus bestaat, eventueel aangevuld met een beroepsopleiding, een beroepsstage of een beroepspraktijk; de structuur en het niveau van de beroepsopleiding, de beroepsstage of de praktijkervaring worden in wets-, verordening- of administratieve bepalingen van de betrokken lidstaat vastgesteld of door een daartoe aangewezen autoriteit gecontroleerd of erkend.

Afdeling 2. Vrijheid van vestiging

Art. 104¹²¹. De migrant die houder is van een beroepskwalificatie, met uitzondering van de Belgische beroepskwalificaties die vermeld worden in andere bepalingen van deze gecoördineerde wet, en die in België één van de gezondheidszorgberoepen wenst uit te oefenen die worden gereguleerd in deze gecoördineerde wet, laat deze beroepskwalificatie conform de bepalingen van deze gecoördineerde wet erkennen.

De migrant die een erkenning van zijn beroepskwalificatie krijgt, is ook onderworpen aan de andere bepalingen van deze gecoördineerde wet waarin het gezondheidsberoep is gereguleerd die hij wenst uit te oefenen. Bovendien laat de migrant de akte viseren waarbij hij een erkenning van zijn beroepskwalificatie krijgt conform de bepalingen van artikel 25.

*Onderafdeling 1*¹²². Algemeen stelsel van erkenning van opleidingstitels

¹²¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44ter/1. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 3. De indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “dit besluit” werden telkens vervangen door “deze gecoördineerde wet” en de woorden “artikel 7” werden vervangen door de woorden “artikel 25”.

¹²² De letter “A.” werd vervangen door de woorden “Onderafdeling 1”.

Art. 105¹²³. § 1. Het algemeen stelsel van de erkenning van opleidingstitels bedoeld in titel III van de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een nieuw algemeen kader voor de erkenning van EG-beroepskwalificaties geldt voor alle gezondheidszorgberoepen die niet gedekt zijn door het erkenningsstelsel op basis van de in artikel 106 en volgende vastgelegde coördinatie van de minimale opleidingsvereisten of door het in artikel 107 en volgende vastgelegde stelsel voor tijdelijke en incidentele dienstverrichtingen.

§ 2. De volgende gevallen worden ook aan het in titel III van dezelfde wet bedoelde algemeen stelsel van de erkenning van opleidingstitels onderworpen:

1° de erkenningsaanvragen van de door een lidstaat uitgereikte opleidingstitels voor artsen met een basisopleiding, medische specialisten, verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers, beoefenaren der tandheelkunde, gespecialiseerde beoefenaren der tandheelkunde, dierenartsen, verloskundigen en apothekers wanneer de migrant niet voldoet aan de eisen inzake daadwerkelijke en wettige beroepsuitoefening zoals vastgelegd door de minister met betrekking tot het voordeel van de verworven rechten;

2° onverminderd de bepalingen betreffende de verworven rechten, de erkenningsaanvragen van opleidingstitels voor artsen, ziekenverplegers, beoefenaren der tandheelkunde, dierenartsen, verloskundigen en apothekers die houder zijn van een opleidingstitel van specialist die moeten volgen op de opleiding tot het verwerven van een titel van basisopleiding van hun beroep, zoals door de minister vastgelegd en dit alleen teneinde deze gespecialiseerde opleidingstitel te erkennen;

3° de erkenningsaanvragen van opleidingstitels voor verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers of gespecialiseerde ziekenverplegers die houder zijn van een opleidingstitel als specialist die volgt op de opleiding voor een opleidingstitel als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger zoals vastgelegd door de minister wanneer de betrokken beroepswerkzaamheden worden uitgeoefend door gespecialiseerde ziekenverplegers zonder opleiding als verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers;

4° de erkenningsaanvragen van de opleidingstitels voor gespecialiseerde ziekenverplegers zonder opleiding van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, wanneer de betrokken werkzaamheden worden uitgeoefend door verantwoordelijk algemeen

¹²³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44^{quater}. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juni 1983, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 4. Het woord “Minister” werd telkens vervangen door het woord “minister”. De woorden “artikel 44^{quinquies}” en “artikel 44^{undecies}” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 106” en “artikel 107”, de komma op het einde van een opsommend onderdeel werd telkens vervangen door een komma-punt. De onderverdelingen in streepjes werden vervangen door de genummerde onderverdeling “1°”, “2°”, “3°”, “4°” en “5°” en “1°”, “2°”, “3°” en “4°”.

ziekenverplegers, gespecialiseerde ziekenverplegers zonder opleiding als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger of gespecialiseerde ziekenverplegers die houder zijn van een gespecialiseerde beroepstitel die volgt op de opleiding tot het verwerven van een titel van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger zoals door de minister vastgelegd;

5° de erkenningsaanvragen van de in een derde land uitgereikte opleidingstitel op het vlak van volksgezondheid voor migranten wanneer de houder voor het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft op het grondgebied van een lidstaat die voornoemde titel heeft erkend en die beroepservaring homologeert.

§ 3. In het kader van de toepassing van het door titel III van dezelfde wet bedoelde algemeen stelsel van erkenning van beroepstitels kan de minister bepalen of de erkenning van de beroepskwalificaties ondergeschikt is aan een bekwaamheidsproef of een aanpassingsstage voor :

1° de erkenningsaanvragen van de door een lidstaat uitgereikte opleidingstitels voor artsen met een basisopleiding, medische specialisten, verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers, beoefenaren der tandheelkunde, gespecialiseerde beoefenaren der tandheelkunde, dierenartsen, verloskundigen en apothekers wanneer de migrant niet voldoet aan de eisen inzake daadwerkelijke en wettige beroepsuitoefening zoals vastgelegd door de minister met betrekking tot het voordeel van de verworven rechten;

2° de erkenningsaanvragen van opleidingstitels voor artsen, ziekenverplegers, beoefenaren der tandheelkunde, dierenartsen, verloskundigen en apothekers die houder zijn van een opleidingstitel van specialist die moeten volgen op de opleiding tot het verwerven van een titel van basisopleiding van hun beroep, zoals door de minister vastgelegd en dit alleen teneinde deze gespecialiseerde opleidingstitel te erkennen;

3° de erkenningsaanvragen van de opleidingstitels voor de beroepen van gespecialiseerde ziekenverplegers zonder opleiding van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, wanneer de betrokken werkzaamheden worden uitgeoefend door verantwoordelijk algemeen ziekenverplegers, gespecialiseerde ziekenverplegers zonder opleiding als verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger of gespecialiseerde ziekenverplegers die houder zijn van een gespecialiseerde beroepstitel die volgt op de opleiding tot het verwerven van een titel van verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger zoals door de minister vastgelegd;

4° de erkenningsaanvragen van de in een derde land uitgereikte opleidingstitel op het vlak van volksgezondheid voor migranten wanneer de houder voor het betrokken beroep een beroepservaring van drie jaar heeft op het grondgebied van een lidstaat die voornoemde titel heeft erkend en die beroepservaring homologeert.

Onderafdeling 2. ¹²⁴ *Automatische erkenning op basis van de coördinatie van de minimumopleidingseisen*

Art. 106 ¹²⁵. § 1. De minister legt het volgende vast :

1° de lijst met opleidingstitels betreffende de beroepen van arts met een basisopleiding, huisarts, geneesheer-specialist, verantwoordelijk algemeen ziekenverpleger, tandarts, tandarts-specialist, vroedvrouw en apotheker die worden uitgereikt door een Lidstaat;

2° de minimale opleidingsvereisten waarvan de uitreiking van die opleidingstitels afhangt;

3° de bevoegde organen in de Lidstaten om die opleidingstitels uit te reiken;

4° in voorkomend geval de attesten die die opleidingstitels moeten vergezellen;

5° de verkregen rechten die eventueel verband houden met die opleidingstitels en de overeenstemming tussen die opleidingstitels en de beroepstitels bedoeld in deze gecoördineerde wet.

§ 2. De minister erkent, volgens de procedure die is vastgesteld door de Koning, de opleidingstitels bedoeld in paragraaf 1 en geeft hieraan, wat betreft de toegang tot de beroepsactiviteiten en de uitoefening ervan, dezelfde rechtsgevolgen als de beroepstitels bedoeld in deze gecoördineerde wet waarmee deze opleidingstitels overeenstemmen, voor zover deze opleidingstitels, conform hetgeen wordt vastgesteld door de minister conform paragraaf 1, overeenstemmen met de minimale opleidingsvereisten, door de bevoegde organen van de Lidstaten worden uitgereikt en, in voorkomend geval, door de vereiste attesten worden vergezeld of voor zover de aanvrager verworven rechten geniet.

Afdeling 3. Tijdelijke en incidentele dienstverrichting

Art. 107 ¹²⁶. De bepalingen van deze afdeling zijn uitsluitend van toepassing op de dienstverrichter die, op wettige wijze gevestigd in een andere lidstaat waar hij zijn beroep

¹²⁴ De letter “B.” werd vervangen door de woorden “Onderafdeling 2.”.

¹²⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*quinquies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juni 1983, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit 5 juli 2012, art. 5. Het woord “Minister” werd telkens vervangen door het woord “minister”. De woorden “dit besluit” werden vervangen door “deze gecoördineerde wet”. De komma’s op het einde van de genummerde opsommingen werden vervangen door puntkomma’s.

uitoefent, op Belgisch grondgebied tijdelijk en incidenteel een gezondheidszorgberoep komt uitoefenen. Het tijdelijke en incidentele karakter van de dienstverrichting wordt per geval beoordeeld, met name in het licht van de duur, frequentie, regelmaat en continuïteit van de dienstverrichting.

Art. 108¹²⁷. § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 109 tot 113 wordt de tijdelijke en incidentele dienstverrichting van een gezondheidszorgberoep niet om redenen van beroepskwalificaties beperkt:

1° indien het beroep of de opleiding die leidt tot de toegang tot of de uitoefening van het beroep in de lidstaat van vestiging is gereglementeerd, of

2° indien het beroep of de opleiding die leidt tot de toegang tot of de uitoefening van het beroep in de lidstaat van vestiging niet is gereglementeerd en de dienstverrichter tijdens de tien jaar die voorafgaan aan de dienstverrichting in België gedurende ten minste twee jaar dat beroep heeft uitgeoefend in de lidstaat van vestiging.

§2. De dienstverrichter die in België op tijdelijke en incidentele wijze een gezondheidszorgberoep komt verrichten, valt onder de professionele, wettelijke en administratieve beroepsregels die rechtstreeks verband houden met beroepskwalificaties, alsook de tuchtrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de personen die in België datzelfde gezondheidszorgberoep uitoefenen.

Art. 109¹²⁸. Overeenkomstig artikel 108, § 1, stelt België een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter met name vrij van de eisen die worden gesteld aan op Belgisch grondgebied gevestigde gezondheidszorgbeoefenaren met betrekking tot:

¹²⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*undecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 7.

¹²⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*duodecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 7. De woorden “artikel 44*terdecies*, 44*quaterdecies*, 44*quinquiesdecies*, 44*sexiesdecies* en 44*septiesdecies*” werden vervangen door de woorden “de artikelen 109 tot 113” en de woorden “van dit besluit” werden weggelaten. Het woord “tuchtrechterlijke” werd vervangen door het woord “tuchtrechtelijke”.

¹²⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*terdecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1. De woorden “artikel 44*duodecies*”, “artikel 44*quaterdecies*” en “artikel 44*sexiesdecies*” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 108”, “artikel 110”, en “artikel 112”. De woorden “afdeling 2, B” werden vervangen door de woorden “afdeling 2, onderafdeling 2”.

1° een vergunning, de inschrijving of de aansluiting bij een beroepsorganisatie. Het Directoraat-generaal voorziet in een automatische tijdelijke inschrijving en verstuurt hiertoe een kopie van de in artikel 110, § 1, bedoelde verklaring en eventueel verlenging ervan, en daarnaast, voor beroepen die verband houden met de volksgezondheid genoemd in artikel 112 of waarvoor krachtens de bepalingen van afdeling 2, onderafdeling 2, een automatische erkenning geldt, een kopie van de in artikel 110, § 3, bedoelde documenten naar de bevoegde Geneeskundige Commissie, en, in voorkomend geval, naar de bevoegde Orde. Het Directoraat-generaal zorgt ervoor dat de automatische tijdelijke inschrijving de dienstverrichting op geen enkele wijze vertraagt of bemoeilijkt en voor de dienstverrichter geen extra kosten meebrengt; en

2° de inschrijving bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering. De dienstverrichter alsook het Directoraat-generaal stellen evenwel het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering vooraf, of in dringende gevallen achteraf, van de verrichte dienst in kennis.

Art. 110¹²⁹. § 1. Voorafgaand aan de eerste tijdelijke en incidentele dienstverrichting, brengt de dienstverrichter het Directoraat-generaal op de hoogte van de dienstverrichting door middel van een schriftelijke verklaring met daarin de gegevens betreffende verzekeringsdekking of soortgelijke individuele of collectieve vormen van bescherming inzake beroepsaansprakelijkheid.

§ 2. De schriftelijke verklaring kan met alle middelen worden aangeleverd en wordt steeds na een jaar opnieuw afgegeven door de dienstverrichter indien hij voornemens is om gedurende het opvolgende jaar in België tijdelijk en incidenteel een gezondheidszorgberoep uit te oefenen.

§ 3. Voor de eerste dienstverrichting gaat de schriftelijke verklaring vergezeld van de volgende documenten, afgegeven door de ter zake bevoegde autoriteit van de desbetreffende lidstaat:

1° een bewijs van nationaliteit van de dienstverrichter die tijdelijk en incidenteel diensten wenst te verrichten op Belgisch grondgebied;

2° een attest waarin staat dat de dienstverrichter rechtmatig in een andere lidstaat dan België is gevestigd om er de betrokken werkzaamheden uit te oefenen en waarin staat dat de dienstverrichter op het moment van afgifte van het attest geen permanent of tijdelijk beroepsverbod is opgelegd;

3° een bewijs van beroepskwalificaties;

¹²⁹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*quaterdecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 7. De woorden “artikel 44*duodecies*, § 1, lid 2°” werden vervangen door de woorden “artikel 108, § 1, 2°”.

4° voor de gevallen zoals bedoeld in artikel 108, § 1, 2°, een bewijs van de daar omschreven beroepservaring.

§ 4. Indien zich een wezenlijke verandering heeft voorgedaan in de door de documenten, bedoeld in paragraaf 3, gestaafe situatie, meldt de dienstverrichter dit binnen een maand aan het Directoraat-generaal en geeft hij aan het Directoraat-generaal de in paragraaf 3 omschreven documenten waaruit die nieuwe situatie blijkt.

Art. 111¹³⁰. § 1. De dienstverrichter die in België op tijdelijke en incidentele wijze een gezondheidszorgberoep komt uitoefenen, oefent dit beroep uit onder de beroepstitel van de lidstaat van vestiging. Deze beroepstitel wordt vermeld in de officiële taal of één van de officiële talen van de lidstaat van vestiging.

§ 2. Indien de beroepstitel, bedoeld in de eerste paragraaf, niet bestaat, gebruikt de dienstverrichter zijn opleidingstitel in de officiële taal of één van de officiële talen van de lidstaat van vestiging.

§ 3. De dienstverrichter die in België op tijdelijke en incidentele wijze een gezondheidszorgberoep komt uitoefenen, oefent dit beroep uit onder de Belgische beroepstitel:

1° indien het gaat om een gezondheidszorgberoep in de zin van artikel 106, of

2° indien de beroepskwalificaties van de dienstverrichter door het Directoraat-generaal overeenkomstig artikel 112 werden geverifieerd.

Art. 112¹³¹. § 1. Het Directoraat-generaal kan vóór de eerste dienstverrichting de beroepskwalificaties van de dienstverrichter controleren indien deze in België op tijdelijke en incidentele wijze een beroep wenst uit te oefenen dat gereguleerd is in het kader van deze gecoördineerde wet maar dat niet valt onder het stelsel van de automatische erkenning.

¹³⁰ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*quinquiesdecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1, en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 7. De woorden “het eerste lid” werden vervangen door de woorden “de eerste paragraaf”. De woorden “artikel 44*quinquies*” en de woorden “artikel 44*sexiesdecies*” werden respectievelijk vervangen door de woorden “artikel 106” en “artikel 112”.

¹³¹ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*sexiesdecies*. Ingevoegd (als artikel 44*sedecies*) bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1 (als artikel 44*sexiesdecies*), en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 7. De woorden “dit besluit” werden vervangen door “deze gecoördineerde wet”, en de woorden “artikel 44*quaterdecies*” werden vervangen door de woorden “artikel 110”.

§ 2. De voorafgaandelijke controle is slechts mogelijk voor zover deze tot doel heeft ernstige schade voor de gezondheid van de afnemer van de dienstverrichting als gevolg van een ontoereikende beroepskwalificatie van de dienstverrichter te voorkomen.

§ 3. Binnen een termijn van een maand na ontvangst van de verklaring en de begeleidende documenten, bedoeld in artikel 110, stelt het Directoraat-generaal de dienstverrichter op de hoogte van ofwel haar beslissing om de beroepskwalificaties niet te controleren ofwel het resultaat van de verrichte controle.

Deze termijn kan éénmaal worden verlengd met twee maanden en dit mits mededeling aan de dienstverrichter van de reden van verlenging.

§ 4. Indien de beroepskwalificatie van de dienstverrichter wezenlijk verschilt van de in België voor de toelating tot of de uitoefening van het desbetreffende gezondheidszorgberoep vereiste opleiding, en wel in die mate dat dit verschil de volksgezondheid kan schaden, biedt het Directoraat-generaal de dienstverrichter de mogelijkheid om aan te tonen dat hij de ontbrekende kennis en vaardigheden heeft verworven, bijvoorbeeld door middel van een proeve van bekwaamheid. Het Directoraat-generaal zorgt er wel voor dat de uitoefening van het gezondheidszorgberoep kan plaatsvinden in de maand volgend op die waarin het overeenkomstig paragraaf 3 genomen besluit is getroffen.

§ 5. Indien het Directoraat-generaal binnen de in de vorige paragrafen bepaalde termijnen niet reageert, kan de dienstverrichter het gezondheidszorgberoep op tijdelijke en incidentele wijze in België uitoefenen.

Art. 113¹³². Vóór iedere dienstverrichting kan het Directoraat-generaal de bevoegde autoriteit van de lidstaat van vestiging verzoeken om alle informatie over de rechtmatigheid van de vestiging en het goede gedrag van de dienstverrichter, alsmede het ontbreken van eventuele tuchtrechtelijke of strafrechtelijke maatregelen terzake van de beroepsuitoefening.

Het Directoraat-generaal en de bevoegde autoriteit van de lidstaat van vestiging zorgen voor de uitwisseling van alle nodige informatie opdat een klacht van een afnemer van een dienst tegen een dienstverrichter correct kan worden afgehandeld. De afnemer van de dienst wordt van het resultaat van de klacht in kennis gesteld.

Het Directoraat-generaal en de bevoegde autoriteit van de lidstaat van vestiging zien toe op de vertrouwelijkheid van de door hen uitgewisselde informatie.

¹³² KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*septiesdecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1. De indeling in paragrafen werd weggelaten.

Afdeling 4. Overige bepalingen

Art. 114¹³³. De migrant wiens beroepskwalificaties in België werden erkend overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2 of de dienstverrichter die in België werd toegelaten overeenkomstig de bepalingen van afdeling 3 kent voldoende Nederlands, Frans of Duits om het desbetreffende gereguleerde beroep in België te kunnen uitoefenen.

Art. 115¹³⁴. Onverminderd de bepalingen van artikel 111 heeft de migrant wiens beroepskwalificaties in België werden erkend overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2 of de dienstverrichter die in België werd toegelaten overeenkomstig de bepalingen van afdeling 3, het recht gebruik te maken van de opleidingstitel die hem werd verleend in de lidstaat van oorsprong of herkomst en, eventueel, van de afkorting daarvan, in de originele taal. Deze opleidingstitel mag worden gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of de examencommissie die hem heeft verleend.

Indien een opleidingstitel zoals wordt bedoeld in het eerste lid kan worden verward met een titel waarvoor in België een aanvullende opleiding is vereist die de migrant of de dienstverrichter niet heeft gevolgd, gebruikt de migrant of de dienstverrichter de Belgische beroepstitel gevolgd door de naam en de plaats van de instelling of de examencommissie die de beroepskwalificatie aan de migrant of de dienstverrichter heeft verleend.

Art. 116¹³⁵. De overtredingen van de bepalingen van dit hoofdstuk, waarop de strafbepalingen van hoofdstuk 12 niet toepasselijk zijn, worden gestraft met een gevangenisstraf van 8 dagen tot 6 maanden en met een geldboete van 150 euro tot 1000 euro of met één van die straffen alleen.

Art. 117¹³⁶. De Koning kan de voorwaarden en de procedure bepalen volgens de welke de documenten, bedoeld in dit hoofdstuk of in de uitvoeringsbesluiten ervan, in elektronische vorm kunnen worden verwerkt.

¹³³ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*octiesdecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, art. 1, en vervangen bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1.

¹³⁴ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*noniesdecies*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1, en (als artikel 44*noviedecies*) gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 2012, art. 8. De indeling in paragrafen werd weggelaten. De woorden “artikel 44*quinquiesdecies*” werden vervangen door de woorden “artikel 111”, en de woorden “de eerste paragraaf” werden vervangen door de woorden “het eerste lid”.

¹³⁵ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*viginti*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 maart 2008, art. 1. De woorden “hoofdstuk IV” werden vervangen door de woorden “hoofdstuk 12” en de ISO-code “EUR” werd vervangen door het woord “euro”.

¹³⁶ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 44*unviginti*. Ingevoegd bij het koninklijk besluit 5 juli 2012, art. 9.

Hoofdstuk 10¹³⁷. De geneeskundige commissies

Art. 118¹³⁸. § 1. In elke provincie wordt een geneeskundige commissie opgericht.

In de provincie Brabant worden nochtans twee geneeskundige commissies opgericht.

§ 2. Elke geneeskundige commissie is samengesteld uit :

1° een voorzitter, arts;

2° een ondervoorzitter, arts;

3° twee leden per in de artikelen 3, § 1, 4, 6, § 1, 43, 45 en 62 bedoeld beroep;

4° twee dierenartsen;

5° een lid per in deze gecoördineerde wet bedoeld beroep andere dan de in de artikelen 3, § 1, 4, 6, § 1, 43, 45 en 62 bedoelde beroepen;

6° een lid per geregistreerde niet-conventionele praktijk als bedoeld in de wet van 29 april 1999 betreffende de niet-conventionele praktijken inzake de geneeskunde, de artsenijsbereidkunde, de kinesithérapie, de verpleegkunde en de paramedische beroepen;

7° een gezondheidsinspecteur van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Deze gezondheidsinspecteur is de secretaris van de commissie;

8° een ambtenaar van de inspectie van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten.

¹³⁷ KB nr. 78 van 10 november 1967, Hoofdstuk III. De Romeinse nummering ‘III’ werd vervangen door ‘10’.

¹³⁸ KB nr. 78 van 10 november 1967, art. 36. Gewijzigd bij de wet van 19 december 2008, art. 68, en bij de wet van 10 april 2014, art. 158. De woorden “Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort” werden vervangen door de woorden “minister bevoegd voor Volksgezondheid”. De woorden “artikelen 2, § 1, 3, 4, § 1, 21*bis*, 21*quater* en 21*octiesdecies*” werden tweemaal vervangen door de woorden “artikelen 3, § 1, 4, 6, § 1, 43, 45 en 62”. De woorden “dit besluit” werden vervangen door de woorden “deze gecoördineerde wet”. Het in de tekst voorkomende paragraafteken “§” werd telkens vervangen door het woord “paragraaf”.